

**FACE
AU
GAUCHISME
MODERNE**



**FACE
AU
GAUCHISME
MODERNE**



NOTE AU LECTEUR

L'étude du « gauchisme moderne », que nous publions dans cette brochure, fait partie d'un document plus vaste concernant toutes les formations politiques existant dans notre pays à l'heure actuelle.

Aussi le lecteur comprendra-t-il que certains passages comportent des références à des idées ou développements qui ne figurent pas dans le présent texte.

Par ailleurs, le quatrième chapitre intitulé : « Sous quelles conditions et quand pourrons-nous agir en commun avec certaines formations non prolétariennes ? » est réservé aux militants diffuseurs de l'Humanité Rouge. Il n'est donc pas rendu public provisoirement.

Nous souhaitons recevoir informations, suggestions et critiques de nature à enrichir ce travail, que nous soumettons à nos amis et sympathisants.

L'HUMANITE ROUGE.

Les courants non prolétariens, obstacle secondaire à la préparation de la révolution prolétarienne

En qualifiant de *principal* l'obstacle opposé par le révisionnisme moderne à la préparation de la révolution prolétarienne, nous avons implicitement souligné qu'existent un ou plusieurs obstacles *secondaires*. Aujourd'hui en France, de même qu'aux époques précédant les révolutions bolchevique, chinoise et autres, le mouvement révolutionnaire prolétarien rencontre des difficultés dues aux théories et activités de différents groupes révolutionnistes non prolétariens. Pour l'opinion publique dominée par les super-structures bourgeoises, ces groupes sont désignés globalement, depuis mai-juin 1968, sous le qualificatif de « *gauchistes* ».

Il est indispensable que nous procédions à l'analyse approfondie de ce prétendu « *gauchisme* » pour en comprendre le phénomène et déterminer la tactique que nous devons appliquer à son égard.

Toutefois un préalable s'impose à notre étude. Il nous faut d'abord rétablir la juste conception prolétarienne du « *gauchisme* », car elle ne s'identifie nullement à celle, mystificatrice, largement diffusée à l'heure actuelle par la bourgeoisie et ses serviteurs révisionnistes. En effet, pour essayer de dénaturer et de discréditer toute pensée et toute action du courant révolutionnaire prolétarien et du mouvement révolutionnaire des masses, la bourgeoisie les qualifie systématiquement de « *gauchistes* ».

Un certain nombre d'erreurs, précisément dues à des manifestations d'un révolutionnarisme infantile effectivement « *gauchiste* », apportent de l'eau au moulin de la propagande bourgeoise dans ses efforts constants pour présenter l'ensemble des militants révolutionnaires sous des traits si inquiétants qu'ils constituent un épouvantail.

C'est là une opération politique visant à combattre non pas les véritables « *gauchistes* » rigoureusement incapables de mettre en danger la domination de classe de la bourgeoisie, mais les authentiques *révolutionnaires* qui se servent de l'infaillible boussole mise à leur disposition par la doctrine du socialisme scientifique.

S'il faut apporter une seule preuve de cette mystification, sans doute suffit-il de constater que nous sommes nous-mêmes présentés comme « *gauchistes* » par le chœur unanime des journaux bourgeois

et révisionnistes, alors que depuis des années nous récusons avec fermeté cette allégation mensongère. Nous sommes et demeurons fidèles à cette indication fort précise de notre camarade François Marty : Ni révisionnisme, ni gauchisme, une seule voie : le marxisme-léninisme.

La conception mystificatrice des "gauchistes" forgée par le P«C»F sert la bourgeoisie

Mais qui donc a fabriqué, pour la bourgeoisie, sa conception mystificatrice des « gauchistes » ? Les artisans de cette imposture historique et politique sont les dirigeants du Parti « communiste » français. L'opération a commencé bien avant la poussée révolutionnaire du printemps 1968, elle est à rattacher à la lutte antagonique apparue dans le mouvement communiste international entre marxisme-léninisme et révisionnisme moderne.

Dès 1963 en effet, remettant en cause unilatéralement la déclaration commune de 81 partis communistes et ouvriers de novembre 1960, Maurice Thorez déclara devant le comité central du parti révisionniste :

« Le gauchisme est non moins dangereux aujourd'hui que le révisionnisme et l'opportunisme de droite. On peut même dire qu'il représente le danger principal à l'échelle internationale. »

La déclaration de Moscou désignait le révisionnisme comme danger principal, mais le 10 mai 1963 les membres du comité central du parti français réunis à Ivry acceptèrent cependant, sans réagir, que leur secrétaire général proclame le contraire. En vérité, Thorez ne visait pas une déviation opportuniste de gauche effective, mais, suivant le traître Khrouchtchev, il attaquait insidieusement les justes positions marxistes-léninistes qu'il avait depuis longtemps reniées et que défendaient les camarades albanais et chinois. Il est naturel qu'un révisionniste qualifié de « gauchiste » la juste ligne conforme au marxisme-léninisme, puisqu'il en trahit le contenu par opportunisme de droite.

Mais ce fut seulement à l'occasion de la session du comité central de nouveau réuni à Ivry le 6 octobre 1963 que les dirigeants du P.«C.»F. lancèrent publiquement et officiellement l'accusation de « gauchisme » contre les dirigeants et la ligne du parti communiste chinois. Dans la déclaration « sur la situation du mouvement communiste international » publiée à l'issue des travaux de cette session, volumineuse et grossière attaque contre nos camarades chinois, on peut relever cette phrase :

« Chez les dirigeants chinois, GAUCHISME et nationalisme se nourrissent mutuellement. »

Depuis lors n'ont plus cessé les vitupérations forcenées des dirigeants révisionnistes français contre la sage et juste ligne idéologique et politique du parti frère ayant à sa tête le Président Mao. Pratiquant

la déformation systématique des faits, recourant au tronquage des textes, ne reculant devant aucune calomnie si crapuleuse soit-elle, feu Thorez et ses successeurs à travers leur hystérie anti-marxiste-léniniste ont fourni à la bourgeoisie et à l'opinion publique violée par sa domination idéologique la conception mystificatrice consistant à amalgamer sous l'étiquette du gauchisme l'ensemble des militants révolutionnaires.

Devant le 17^e Congrès du P. « C. » F., en mai 1964, Waldeck Rochet assura dans cette sinistre entreprise le relai de Thorez. Une seule de ses phrases peut nous donner idée du niveau de son argumentation :

« ... Si l'on pousse plus loin l'examen des positions des dirigeants chinois, l'on s'aperçoit que leurs phrases GAUCHISTES sont destinées à couvrir une politique nationaliste foncièrement opportuniste. »

Devant le congrès suivant, le XVIII^e, réuni au mois de janvier 1967, le même Rochet se surpassa dans le mensonge afin d'accréditer la thèse du « gauchisme » des communistes chinois. Il déclara sans crainte apparente du ridicule :

« ... On peut lire à Pékin que c'est seulement par la guerre mondiale qu'il sera possible d'anéantir l'impérialisme américain... »

Ajoutant un peu plus loin à cet énorme mensonge cette stupidité :

« ... Quant à la politique sectaire des dirigeants chinois, qui tend sous le couvert de phrases GAUCHISTES, à écarter toutes possibilités de collaboration entre les partis communistes et les partis socialistes, elle n'aurait pour résultat si nous l'adoptions, que de perpétuer la division de la classe ouvrière. Une telle politique, pour des pays comme la France, répond sans doute aux vœux des monopoles capitalistes... »

Quelques mois plus tard, le 15 octobre 1967, usurpant pour un usage malhonnête les indications de Lénine sur le « gauchisme », le même chef de file du révisionnisme moderne en France lançait de nouvelles attaques contre les marxistes-léninistes. Au cours d'une conférence organisée par l'Institut Maurice Thorez, il affirmait sans nulle preuve à l'appui :

« ... Ces enseignements (ceux de Lénine, donc, sur le « gauchisme ») sont aujourd'hui rejetés par les groupuscules « gauchistes » qui se réclament du maoïsme ».

Or, depuis des années déjà, les Editions en Langues Etrangères de Pékin, dirigées par le Parti Communiste Chinois, publiaient dans les principales langues du monde, à des millions d'exemplaires, la remarquable analyse rédigée par Lénine en avril-mai 1920 sous le titre : « *La maladie infantile du communisme* (le « gauchisme ») » et les marxistes-léninistes de France comme ceux d'autres pays ne remettaient pas en question la moindre ligne de cet ouvrage critique fondamental. Peut-être fin 1967 les dirigeants révisionnistes espéraient-ils fonder leurs accusations de « gauchisme » sur certaines extravagances apparues dans les rangs de l'organisation étudiante née au début de la même année sous le nom « *d'Union des Jeunesses Communistes (marxistes-léninistes)* ». Mais les prises de position de cette dernière relevaient beaucoup plus de l'opportunisme de droite que du gauchisme (refus d'autocritique du soutien à Mitterrand — hésitations

sur la nécessité historique de la rupture organisationnelle avec le P.« C. »F. — mots d'ordre droitiers concernant la C.G.T., etc.).

En réalité les dirigeants révisionnistes savaient très bien à quoi s'en tenir. Ils accentuèrent leurs attaques contre les marxistes-léninistes, dès la création du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.

Devant leur comité central réuni les 16 et 17 janvier 1968 au Plessis-Robinson, Roland Leroy, membre du secrétariat, reprit la fallacieuse allégation anti-gauchiste :

« ... En cette période se déploie un grand effort, dit-il, pour diffuser les thèses GAUCHISTES... Les dirigeants maoïstes entretiennent en France leurs agents et viennent de proclamer constitué un prétendu parti... »

L'entreprise de mystification n'avait pourtant pas encore atteint son apogée.

Le 3 mai 1968, sous le titre « De faux révolutionnaires à démasquer » Marchais lui fournissait un contenu concret, une fonction désormais historiques : en développant sa longue campagne contre « les gauchistes » le Parti « Communiste » Français volait au secours de la bourgeoisie sérieusement menacée par le flux du mouvement révolutionnaire des masses. Ainsi l'éditorial de l'Humanité publié ce jour-là correspondait à l'ultime tentative des dirigeants révisionnistes pour empêcher le déclenchement des luttes qui allaient ébranler l'ensemble de l'édifice du capitalisme. Amalgamant de manière délibérée sous l'étiquette de « gauchistes » les marxistes-léninistes baptisés « maoïstes » avec toutes sortes de représentants des courants non prolétariens effectivement gauchistes ou non, avec les sectes trotskystes et avec les groupes anarchistes, Marchais montrait au pouvoir dans quelle direction et comment il fallait frapper.

Dès lors, la bourgeoisie joignit activement ses efforts à ceux des dirigeants du P.« C. »F. pour combattre avec acharnement les véritables révolutionnaires, assimilés aux « gauchistes » réels ou prétendus.

A l'Assemblée Nationale, le 14 novembre 1968, le ministre de l'Intérieur Marcellin-la-Francoise reprit sans restriction aucune l'amalgamé mystificateur.

Mais il usa avec beaucoup d'expérience des moyens que lui offraient les dirigeants du P.« C. »F. : ce fut lui en effet qui se chargea d'achever leur opération mystificatrice en établissant officiellement et publiquement que tous ces groupes baptisés « gauchistes » n'étaient autres que des groupes « révolutionnaires ». Le livre qui reproduisit les éléments de son discours, commençant par des attaques contre « l'Humanité-Nouvelle », a justement pour titre « L'Ordre public et les groupes révolutionnaires ».

Ainsi la coordination des mensonges des politiciens révisionnistes et réactionnaires avait-elle pour but de jeter la confusion dans les esprits tout en dénigrant les véritables révolutionnaires. Bien servie par les dirigeants du P.« C. »F., la bourgeoisie menait bataille pour maintenir son oppression idéologique et politique sur les masses populaires.

Depuis cette époque, la lutte de classe sur ce terrain n'a plus eu la moindre trêve. Sous l'impulsion de Marchais, les mensonges et calomnies ont atteint les plus hauts sommets. Des efforts considérables ont été soutenus par la propagande du P.« C. »F. pour fournir à la notion de « *gauchiste* » le contenu de « *casseurs* », de « *provocateurs* », de « *complices de la police* » (les « *casseurs-marcellin* »).

Enfin a été lancée la formule ignominieuse de « *gauchistes-fascistes* », largement reprise par différents milieux de la bourgeoisie.

Fort heureusement ces bassesses inqualifiables, qui traduisent en tout cas la profondeur de l'exacerbation de la lutte des classes, se sont heurtées au bon sens populaire.

Quand le secrétaire général du P.« C. »F. a prétendu que l'ouvrier OVERNEY assassiné par un milicien du patronat appartenait à un groupe de provocateurs manipulés par le Ministère de la Police, la calomnie mensongère fut si évidente qu'elle ne parvint pas à atteindre son but : de nombreux travailleurs jusque-là trompés par le révisionnisme moderne prirent conscience et se joignirent à l'impressionnant cortège des obsèques du jeune militant de « *La Cause du Peuple* ». Ceci dit, nous verrons plus loin comment certains gauchistes authentiques, tel Cohn-Bendit en 1968 et d'autres aujourd'hui, servent et servent objectivement les desseins des révisionnistes et de la bourgeoisie non seulement par leurs agissements, mais aussi par leurs proclamations de nature à alimenter la confusion voulue. Nous verrons aussi comment certains que l'on proclame « *gauchistes* » ne sont en réalité que de plats opportunistes de droite, serviteurs de la bourgeoisie en dépit de leur phraséologie révolutionnaire.

Nous voici en fait au cœur d'une question complexe et si nous voulons lui apporter de justes solutions, nous devons procéder à une analyse concrète en lui appliquant du mieux possible la méthode du matérialisme dialectique.

Pour combattre efficacement les manœuvres mensongères de la bourgeoisie servie par les révisionnistes d'une part, pour surmonter les difficultés effectivement créées par le gauchisme moderne d'autre part, il est indispensable que nous rétablissions d'abord la juste notion théorique du mouvement ouvrier révolutionnaire concernant le « *gauchisme* ».

Nous pourrions ensuite discerner la place exacte des différents mouvements et groupes qualifiés de « *gauchistes* » par rapport à la juste ligne idéologique et politique révolutionnaire du prolétariat. Nous pourrions alors mieux appliquer les enseignements du mouvement ouvrier révolutionnaire aux conditions particulières de notre combat.

Le «gauchisme» combattu par Marx, Engels, Lénine, Staline, et Mao Tsé-Toung

L'opportunistisme de gauche compte de nos jours un bon siècle d'activités erronées et néfastes.

Depuis cent ans en effet le courant non prolétarien que Lénine,

le premier, qualifia de « *gauchisme* » se manifesta sous des formes diverses, sans pour autant que se modifie sa nature de classe, son contenu bourgeois et petit-bourgeois, et parfois « *lumpenprolétarien* ». La lutte contre le gauchisme s'est donc toujours confondue avec la lutte de classe, qu'elle se livre à l'intérieur ou à l'extérieur du parti politique du prolétariat.

L'expérience historique enseigne que le courant et les activités gauchistes sont particulièrement importants et dangereux dans les périodes où le parti révolutionnaire ne s'identifie pas encore, sur tous les plans, à l'avant-garde de la classe ouvrière et n'est pas encore reconnu comme tel par la masse des travailleurs, par la masse de la classe.

Avant sa naissance, comme dans ses années de jeunesse, le parti est l'enjeu d'un affrontement sévère entre idéologie bourgeoise et idéologie prolétarienne. L'opportunisme de gauche et l'opportunisme de droite s'opposent alors au juste contenu de classe, sans lequel le parti à naître, ou né récemment, ne pourrait jamais devenir l'arme principale du prolétariat révolutionnaire. Quand le parti indépendant du prolétariat, tel que le préconisa le V^e Congrès de la Première Internationale avant même que ses principes idéologiques, théoriques, politiques et organisationnels ne soient précisés par Lénine et Staline, s'est édifié victorieusement, il n'est pas encore à l'abri des dangereuses déviations du gauchisme, mais il est déjà mieux armé pour les combattre avec succès. Enfin lorsque le parti a réussi à faire triompher la révolution, la dictature du prolétariat elle-même est obligée de poursuivre la lutte contre les perversions gauchistes susceptibles de provoquer au sein du peuple de graves conflits de classe.

MARX ET ENGELS CONTRE BAKOUNINE

Voici donc un siècle qu'à l'issue d'une longue et sévère lutte, le Congrès tenu à La Haye par l'Association Internationale des Travailleurs décida l'exclusion de l'anarchiste Bakounine et de son groupe baptisé « *Alliance de la démocratie socialiste* ».

Pendant des années, ces éléments s'étaient opposés avec acharnement et duplicité à la ligne impulsée par Marx et Engels tendant à « *la constitution dans chaque pays d'un parti politique du prolétariat* ».

Pour Bakounine « *un révolutionnaire ne (devait connaître) qu'une seule science : la destruction.* » Aussi méconnaissait-il le principe même de la lutte des classes découvert par Marx et Engels et exposé dès 1848 dans le Manifeste ; aussi méprisait-il la lutte politique de masse à laquelle il préférait l'action terroriste d'une minorité ; aussi rejetait-il le principe même de la création d'un parti de la classe ouvrière.

Engels stigmatisa sans indulgence les idées anarchistes :

« *... Puisque, pour Bakounine, écrivit-il, l'Etat c'est le mal principal, il ne faut rien faire qui puisse maintenir l'Etat, c'est-à-dire n'importe quel Etat, monarchie, république, etc. Il faut donc s'abstenir complètement de toute politique. Accomplir un acte politique et surtout participer à une élection quelconque, serait trahir ce principe.*

On doit faire de la propagande, dénigrer l'Etat, s'organiser, et lorsqu'on aura tous les ouvriers de son côté, par conséquent la majorité, on fermera toutes les administrations, on supprimera l'Etat pour mettre à sa place l'organisation de l'Internationale. Ce grand acte par lequel sera inauguré l'ère de la félicité, s'appelle la liquidation sociale.

Tout cela paraît si radical et si simple qu'on peut l'apprendre par cœur en cinq minutes ; c'est pourquoi la théorie bakouniniste a trouvé si vite des partisans parmi les avocats, les docteurs et autres doctrinaires d'Italie et d'Espagne. Mais on ne fera jamais accroire à la grande masse des ouvriers que les affaires publiques de leur pays ne sont pas aussi leurs affaires... »

Bakounine fit école et nombre d'anarchistes défrayèrent la chronique dans toute l'Europe pendant la seconde partie du XIX^e siècle et la première partie du XX^e siècle. Les éléments qui crurent précipiter la révolution en France en déposant ou en lançant des bombes, tels Ravachol, Vaillant, Bonnot eurent leurs homologues en Russie où nombre de tsars tombèrent sous leurs coups sans que disparaisse pour autant le régime exécré du tsarisme. On sait comment le frère aîné de Lénine lui-même fut exécuté pour un attentat individuel, et l'on sait aussi comment cet événement provoqua une réflexion décisive chez le jeune Vladimir Illitch.

Bien entendu, la bourgeoisie comprit de très bonne heure le parti qu'elle pouvait retirer de tels excès, dans la mesure où ils suscitaient la désapprobation des masses. Aussi infiltra-t-elle systématiquement ses agents provocateurs dans les cercles anarchistes, afin de les manipuler et de les conduire à des actes lui permettant de tromper le peuple, à des moments donnés où d'autres moyens ne suffisaient plus.

Le groupe anarchiste de Bakounine fut à cet égard le premier exemple de l'histoire, mais non le moindre. Son représentant en Russie, l'étudiant Netchaïev joua un rôle provocateur nullement équivoque. Le secrétaire de la section constituée à Londres parmi les proscrits de la Commune, Gustave Durand, fut démasqué comme indicateur de la police française. Quant aux dénommés Albert Richard et Gaspard Blanc, militants actifs de « l'Alliance » de Bakounine, ils n'étaient autres que des aventuriers travaillant secrètement pour les bonapartistes !

MARX, ENGELS ET LE BLANQUISME

Les principales erreurs d'Auguste Blanqui et de ses partisans, notamment ceux qui constituèrent la majorité des rangs des Communsards, seraient à rattacher au gauchisme si elles se reproduisaient aujourd'hui. Et nous verrons plus loin que tel est le cas.

Mais, considérées dans leur contexte historique, il semble bien que cette appréciation exige d'être sensiblement plus nuancée. A l'inverse de Bakounine, Blanqui ne développa aucune activité hostile délibérée contre les idées de Marx et d'Engels... Ses partisans ne déployèrent aucune activité de sape contre les premières organisations internationales prolétariennes.

Les défauts des blanquistes, à une époque où le prolétariat était en pleine formation, tinrent essentiellement à l'insuffisance de leur élaboration sur le plan théorique.

Certes, dès 1830, leur chef de file proclama : « *Il ne faut pas se dissimuler qu'il y a guerre à mort entre les classes qui composent la Nation* », mais il ne découvrit pas à temps, avant l'expérience de la Commune de Paris, la nécessité de briser l'Etat ancien, s'imaginant que les révolutionnaires après s'en être emparé, pourraient l'utiliser à leur gré. Sa conception d'une « *dictature parisienne* » dominant l'Etat resta confuse.

Voici ce que dit Frédéric Engels, à ce propos, dans sa préface de 1891 à « *La guerre civile en France* » :

« *Ils (les « blanquistes ») partaient de ce point de vue qu'un nombre relativement petit d'hommes résolu et bien organisés était capable, à un moment donné propice, non seulement de s'emparer du gouvernail de l'Etat, mais aussi, en déployant une grande énergie sans égard à rien, de s'y maintenir assez longtemps pour réussir à entraîner la masse du peuple dans la révolution et à la grouper autour de la petite troupe directrice...* »

L'échec de la Commune de Paris fournit une réponse historique concrète à cette opinion et signifia l'inefficacité d'une minorité de dirigeants, si justes soient leurs intentions, dans la mesure où, ne disposant pas d'un parti « *de classe* » du prolétariat, ils ne pouvaient pas appuyer leur action sur l'invincible force organisée des masses populaires.

Les blanquistes ignorèrent aussi l'importance des revendications immédiates et manifestèrent un certain « *anti-économisme* » que récuse de nos jours le marxisme-léninisme. Sans doute retrouverons-nous, dans un moment, tous ces défauts dans certaines manifestations du gauchisme moderne.

Il n'empêche que le courage de Blanqui et de ses partisans force le respect, contrairement au jugement sévère que l'on doit porter à l'égard de Bakounine et de ses adeptes.

En 1920, Staline écrivit à ce sujet : « *L'histoire connaît des chefs prolétariens, des chefs des temps d'orage, des chefs praticiens, pleins d'abnégation et d'audace, mais faibles en théorie. Les masses n'oublient pas de sitôt les noms de ces chefs. Tels, par exemple.. Blanqui en France...* »

LENINE, THEORICIEN DE LA CRITIQUE DU « GAUCHISME »

Aucun d'entre nous n'a lu l'œuvre complète de Lénine, ni d'ailleurs des autres grands théoriciens et dirigeants de Marx à Mao Tsé-toung. C'est dire la modestie et la nécessaire prudence de ce que nous développons à partir d'une connaissance encore trop fragmentaire, insuffisante par conséquent. Notre assurance n'est donc pas absolue si nous fixons au début de 1909 l'utilisation par Lénine du terme « GAUCHISTE ».

Dans un article publié le 7 janvier 1909 dans « *Prolétari* » sous le titre « *La révolution jugée par les socialistes-révolutionnaires et les socialistes-révolutionnaires jugés par la révolution* », Lénine employa à plusieurs reprises l'expression « *gauchistes* » en lui conférant le sens « *d'aventuristes* » associé à une « *phraséologie* » faite de « *criailerie* ».

Mais sans doute est-ce bien avant 1909 que Lénine commença à polémiquer contre les manifestations de courants opportunistes de gauche. Son article sur « *l'aventurisme révolutionnaire* » du 1^{er} septembre 1902 en constitue l'éloquent témoignage.

Dans l'œuvre théorique de Lénine, le monument contre le « *gauchisme* » date d'avril 1920, il a pour titre, comme chacun le sait, « *La maladie infantile du communisme (le « gauchisme »)* ». Il constitue le document majeur de la doctrine du socialisme scientifique sur cette question. Contrairement à une conception assez courante, il ne se limite pas à l'élaboration d'une tactique. Il concerne aussi la question fondamentale de la stratégie révolutionnaire. D'ailleurs le manuscrit de ce texte portait en sous-titre « *Essai de causerie de vulgarisation sur la stratégie et la tactique marxistes* ». Notons toutefois que cette mention fut supprimée de toutes les éditions publiées du vivant de Lénine.

A l'époque où il rédigea cet essai, Lénine et le Parti Communiste bolchévique avaient déjà achevé victorieusement la première phase du combat destiné à permettre l'édification et l'instauration du socialisme en Russie. Deux ans et demi plus tôt, la révolution armée leur avait permis de briser l'ancien Etat tsariste et de s'emparer du pouvoir politique pour installer le nouvel Etat de dictature du prolétariat. La portée universelle de l'événement est désormais un fait historique. Avec l'essor révolutionnaire qu'il avait provoqué, en Europe spécialement, étaient apparus de nouveaux Partis Communistes. Mais si les bolcheviks s'étaient trempés dans toutes sortes de luttes contre le régime autocratique des tsars, plus particulièrement depuis la révolution manquée de 1905, les militants et les dirigeants des jeunes Partis Communistes européens n'avaient pas bénéficié de la même formation. La plupart étaient issus de la II^e Internationale et leur condamnation de la trahison chauvine des Partis sociaux-démocrates intervenait après coup.

Parmi ceux qui acclamaient la révolution d'Octobre, combien d'opportunistes allaient se démasquer peu à peu, au cours des années suivantes, à l'occasion des premières épreuves imposées par la lutte ? Les échecs cuisants des communes de Budapest et de Berlin précédaient et annonçaient le reflux général de l'essor révolutionnaire. Une période de développement pacifique du capitalisme s'ouvrait. L'expérience relative des jeunes partis était patente par rapport à la riche science révolutionnaire du Parti édifié et dirigé par Lénine.

Aussi n'est-il pas surprenant qu'en avril 1920, celui-ci s'appliqua à définir sur le plan théorique la portée internationale de la révolution russe en concevant et rédigeant « *La maladie infantile du communisme (le gauchisme)* ».

Naturellement, en théoricien pratiquant la méthode d'analyse matérialiste dialectique, Lénine ne dissocie jamais sa pertinente cri-

tique du gauchisme de la condamnation préalable et fondamentale de l'opportunisme sous son autre facette, l'opportunisme de droite, le révisionnisme. On comprend dès lors pourquoi, aujourd'hui, tout en brandissant les enseignements de Lénine contre le gauchisme comme autant de bouées de sauvetage, les révisionnistes modernes font silence sur cet autre aspect, essentiel, de sa démarche, le révisionnisme. Par exemple, ils s'efforcent d'é luder d'importants passages des premiers chapitres, comme ceux concernant les « *conditions essentielles du succès des bolcheviks* ».

Précisons, pour notre part, qu'aucune exégèse, aucun résumé, si parfaits soient-ils, ne sont de nature à procurer le profit idéologique et politique qu'apportent la lecture et l'étude de la totalité de ce texte capital. Toutefois, pour notre actuel propos, nous sommes amenés à en présenter quelques extraits assez larges. Nous ne le faisons qu'en insistant auprès des camarades pour qu'ils se reportent, d'eux-mêmes, au texte complet de « *La maladie infantile* ». Nous rejetons délibérément la pratique dogmatique qui consiste à isoler une phrase de son contexte et à la charger ainsi d'une signification différente ou déformée par rapport à ce qu'elle comporte réellement.

Donc, expliquant les raisons de la victoire de la révolution d'Octobre 1917, Lénine précise : « *Certes, presque tout le monde voit aujourd'hui que les bolchéviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir, je ne dis pas deux années et demi, mais même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, une véritable discipline de fer dans notre parti, sans l'appui total et indéfectible accordé à ce dernier par la masse de la classe ouvrière...* »

Comme on le voit, d'emblée, Lénine souligne le rôle du Parti de type nouveau, rôle qu'aujourd'hui les dirigeants du P.« C. »F. accommodent à la sauce révisionniste en l'associant à la conception sociale-démocrate du pluralisme des Partis.

Un peu plus loin, Lénine précise encore : « *Une centralisation absolue et la plus rigoureuse discipline du prolétariat sont une des conditions essentielles pour vaincre la bourgeoisie.* »

Puis suit ce que nient ouvertement les révisionnistes modernes, suivant en cela l'exemple des révisionnistes anciens que sut vaincre Lénine : « *La dictature du prolétariat est indispensable, et il est impossible de vaincre la bourgeoisie sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort, qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté une et inflexible.* »

On mesure ici la profondeur du fossé qui sépare les thèses révisionnistes du P.« C. »F., présentées dans son « *Programme pour une démocratie avancée* » assurément la survie du capitalisme, des idées de Lénine coulées dans le creuset d'une révolution victorieuse. Aux questions posées par lui-même : « *Qu'est-ce qui cimente la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat ? Qu'est-ce qui la contrôle ? Qu'est-ce qui l'étaye ?* » Lénine répond :

« *C'est d'abord la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la Révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est ensuite son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la*

plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, mais aussi la masse des travailleurs non prolétarienne.

Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse par leur propre expérience. »

Lénine conclut :

« A défaut de ces conditions, dans un Parti révolutionnaire réellement capable d'être le Parti de la classe d'avant-garde appelés à renverser la bourgeoisie et à transformer la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se réduit inéluctablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées... »

Enfin un autre passage fondamental, que les dirigeants révisionnistes omettent soigneusement de rappeler, concerne la place du gauchisme et sa caractérisation par Lénine. Voici à ce sujet le début du chapitre 4 qui porte pour titre « *Dans la lutte contre quels ennemis au sein du mouvement ouvrier le bolchévisme s'est-il développé, fortifié, aguerri ?* » Au passage n'omettons pas de remarquer la précision de Lénine, non sans conséquences pour notre propre propos, lorsqu'il mentionne très explicitement « *au sein du mouvement ouvrier* ». Il répond : « *C'est d'abord et surtout en combattant l'opportunisme qui, en 1914, s'est définitivement mué en social-chauvinisme et s'est définitivement rangé aux côtés de la bourgeoisie contre le prolétariat. Il fut naturellement le principal ennemi du bolchévisme au sein du mouvement ouvrier. C'est encore le principal ennemi à l'échelle internationale. C'est à cet ennemi que le bolchévisme a consacré et consacre le maximum d'attention. Aujourd'hui cet aspect de l'activité des bolchéviks est assez connu, même à l'étranger.* »

On ne peut pas en dire autant de l'autre ennemi du bolchévisme au sein du mouvement ouvrier. On ne sait pas encore suffisamment à l'étranger que le bolchévisme a grandi, s'est constitué et s'est aguerri au cours d'une lutte de longues années contre l'esprit révolutionnaire petit-bourgeois qui frise l'anarchisme ou lui fait quelque emprunt et qui, pour tout ce qui est essentiel, déroge aux conditions et aux nécessités d'une lutte de classe prolétarienne conséquente. »

Ainsi donc Lénine, de manière explicite, ne désigne pas le gauchisme comme ennemi principal, mais réserve cette particularité à l'opportunisme de droite aujourd'hui représenté par le révisionnisme moderne. Dans ces conditions, on comprend que les dirigeants et plumitifs du P.« C. » F. ne s'attardent pas sur ce passage essentiel ou, lorsqu'ils ne peuvent l'é luder, ne le présentent qu'amplement tronqué. Dans sa conclusion, Lénine fournit d'ailleurs une précision que ces messieurs ne commentent jamais plus : « *... Le doctrinarisme de gauche est aussi une erreur, pas seulement le doctrinarisme de droite. Evidemment, l'erreur représentée par le doctrinarisme de gauche dans le mouvement communiste est à l'heure présente mille fois moins dangereuse et moins grave que l'erreur représentée par le doctrinarisme de droite...* »

Et le théoricien explique :

« *... Cela vient uniquement de ce que le communisme de gauche*

est une tendance de formation récente, qui ne fait que de naître. C'est d'ailleurs la seule raison pour laquelle la maladie peut être, dans certaines conditions, facilement guérie, et il faut en entreprendre la guérison avec le maximum d'énergie. »

Même si l'on se montre prudent en considérant que l'expression de Lénine « *à l'heure présente* » exige d'éviter toute transposition dogmatique et abusive d'une situation historique passée à une situation historique présente, il n'en reste pas moins intéressant de noter que Lénine affirme la possibilité « *dans certaines conditions* » de guérir le mouvement révolutionnaire de sa maladie infantile, tandis qu'il trace une ligne de démarcation sans aucune équivoque avec l'opportunisme de droite.

Ensuite, à travers plusieurs chapitres, Lénine soumet à une polémique acérée les positions des « *communistes de gauche* » ou « *gauchistes* » de l'époque. Il n'injurie jamais, mais cherche à convaincre par des arguments irréfutables.

Sa critique des erreurs gauchistes porte essentiellement sur les points suivants :

1° Une fois de plus Lénine dénonce l'*anarchisme* ;

2° Lénine précise la juste conception tactique des « *compromis* » que la classe révolutionnaire est amenée à accepter dans certaines circonstances ; *le Parti du prolétariat doit savoir passer des compromis.*

3° Lénine dénonce l'attitude « *anti-autoritaire* » de ceux qui opposent les « *chefs* » et la « *masse* » ; *il faut protéger les chefs du mouvement révolutionnaire.*

4° Lénine consacre un chapitre entier à la question capitale de l'activité des révolutionnaires *au sein des syndicats réactionnaires* ; *il faut militer dans les syndicats réactionnaires* ;

5° Lénine consacre un autre chapitre à l'attitude que les révolutionnaires doivent observer *vis-à-vis des parlements bourgeois* : *participation ou boycott ?*

Précisons sur ce dernier point dont l'actualité reste brûlante pour nous, que Lénine reprend ici, de manière abrégée, les éléments de sa très importante étude de 1908 « *Contre le boycottage* ». En règle générale *il faut participer aux parlements bourgeois* pour mener en leur sein le combat révolutionnaire. *Boycotter les élections n'a de sens que dans des conditions bien déterminées.* Nous reviendrons plus loin sur cette question.

Vous voyez, camarades, les éléments d'étude du gauchisme que nous propose Lénine. Il convient toutefois de souligner encore que nous devons nous attacher à ce travail d'autant plus librement — c'est-à-dire en dehors de tout formalisme de type dogmatique — que c'est Lénine lui-même qui nous y invite dans ses conclusions, en précisant par avance voici 52 ans les limites de principe d'une juste analyse :

« ... *Aussi longtemps, écrit-il, que des distinctions nationales et politiques existent entre les peuples et les pays — distinctions qui subsisteront longtemps, très longtemps, même après l'établissement de la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale — l'unité de tactique internationale du mouvement ouvrier de tous les pays veut, non*

pas l'effacement de toute diversité, non pas la suppression des distinctions nationales (à l'heure actuelle c'est un rêve insensé), mais une application des principes FONDAMENTAUX du communisme (pouvoir des Soviets et dictature du prolétariat), qui modifie correctement ces principes dans les questions de détail, les adapte et les ajuste comme il convient aux particularités nationales et politiques. »

STALINE FACE AUX ASSAULTS GAUCHISTES

Une partie des luttes menées par Staline contre les courants non prolétariens « *de gauche* » est à rattacher à la période durant laquelle Lénine dirigeait les sociaux-démocrates fidèles au marxisme d'abord, les mêmes qui s'étaient proclamés « bolcheviks », ensuite.

L'autre partie de ces luttes commença après la mort de Lénine et culmina en 1937 avec l'écrasement des débris des groupes anti-parti de Boukharine et de Trotsky.

A la fin de 1905 et pendant l'année 1906 le jeune dirigeant « *social-démocrate* » Joseph Vissarianovitch Djougachvili combattit, en Géorgie, un groupe d'anarchistes, disciples de Kropotkine, parmi lesquels Tcherkézichvili, Mikhako Tséréteï et Chalva Goguélia.

A cette occasion, et dans le but de défendre les principes du marxisme tout en les popularisant parmi les ouvriers, Staline, puisque c'est de lui qu'il s'agit, publia une suite d'articles sous le titre général d'« *Anarchisme ou socialisme ?* »

Ces textes ont une portée théorique désormais irréfutable, ils constituent une application vivante des idées de Marx et Engels à travers la réfutation concrète des allégations mensongères des anarchistes géorgiens. Naturellement leur objet essentiel concerne les questions de la voie révolutionnaire, de l'Etat et de la dictature du prolétariat.

Nos camarades albanais ont réédité en langue française cet ouvrage de Staline immédiatement après les événements de mai-juin 1968 et nous ont apporté ainsi un soutien apprécié, puisqu'il était devenu introuvable dans notre pays.

Du vivant de Lénine, Staline participa activement à toutes les batailles idéologiques et politiques menées contre les positions erronées « *de gauche* » des « *socialistes révolutionnaires* », des trotskystes et de différents autres groupes moins connus.

Nous ne donnerions d'ailleurs qu'une idée insuffisante du contenu de ces luttes, si nous ne précisions qu'en de nombreuses circonstances les deux grands dirigeants de la révolution d'Octobre attribuèrent aux idées défendues par leurs adversaires le qualificatif plus précis « *de gauche en apparence, mais de droite en réalité* ». Nous verrons que cette notion, reprise par Mao Tsé-toung, concerne également divers représentants du « *gauchisme moderne* ».

Après la mort de Lénine, Staline eut à repousser les ultimes assauts des représentants des courants non-prolétariens, aujourd'hui prétendus « *gauchistes* », alors qu'en vérité ils s'étaient transformés purement et simplement en « *anticommunistes* » forcenés.

Certes il n'est possible de posséder une solide connaissance de ces événements qu'après lecture de « *l'Histoire du Parti Communiste bolchevik de l'U.R.S.S.* ».

Rappelons seulement pour la poursuite de notre propos quels furent les grands moments de la lutte contre les opportunistes de gauche (en apparence, mais de droite en réalité) :

1° Quand le jeune pouvoir soviétique eut repoussé victorieusement les agressions impérialistes, commença en 1924-1925 une période de stabilisation de l'Union Soviétique. Staline soutint alors « *la thèse de la victoire du socialisme dans un seul pays* », en distinguant « *deux aspects de la question, le côté intérieur et le côté international* ».

Les trotskystes s'élevèrent contre cette orientation en lui opposant la théorie dite « *de la révolution permanente* ». Puis ils constituèrent la « *nouvelle opposition* » destinée à combattre au XIV^e Congrès du Parti la ligne politique léniniste-stalinienne concernant la nouvelle édification industrielle de l'U.R.S.S. Zinoviev et Kamenev, « *trotskyistes mal camouflés* » tentèrent de s'appuyer sur le Comité de Parti de Leningrad pour s'opposer avec les trotskystes à la nouvelle politique économique préconisée par Staline et l'écrasante majorité des membres du Comité central et du Parti. Mais le XIV^e Congrès démasqua et rejeta cette « *nouvelle opposition* ».

2° De 1926 à 1929, l'opposition « *de gauche* » des trotskystes, alliée de l'opposition de droite, fut combattue avec une extrême fermeté dans l'ensemble du Parti.

« *Battus par le Parti bolchevik sur le terrain de l'idéologie et privés de toute base dans la classe ouvrière, les trotskystes cessèrent d'être un courant politique pour devenir une clique sans principe d'arivistes et d'escrocs politiques, une bande de politiciens à double face.* » (Histoire du P.C.(b)).

Ils furent exclus du Parti par le XV^e Congrès unanime.

3° De 1930 à 1934, les dirigeants trotskystes se transformèrent rapidement en agents anticommunistes et antisoviétiques actifs. L'assassinat du grand dirigeant bolchevik S. Kirov leur fut imputé. Dans une lettre aux organisations du Parti, le Comité central indiqua notamment :

« *... Il faut porter au niveau requis l'enseignement de l'histoire du Parti aux membres du Parti ; l'étude de toutes les espèces de groupements hostiles au Parti qui ont existé au cours de son histoire, l'étude de leurs procédés de lutte contre la ligne du Parti, l'étude de leur tactique et, à plus forte raison, celle de la tactique et des procédés de lutte de notre Parti contre les groupements qui lui étaient hostiles, l'étude de la tactique et des moyens qui ont permis à notre Parti de vaincre, de battre à plate couture tous ces groupements. Il faut que les membres du Parti sachent non seulement comment le Parti a combattu et vaincu les cadets, les socialistes-révolutionnaires, les mencheviks, les anarchistes, mais aussi comment il a combattu et vaincu les trotskystes, les tenants du « centralisme démocratique », l'« opposition ouvrière », les zinoviévistes, les fauteurs des déviations de droite, les avortons droitiers-gauchistes, etc. Il ne faut pas oublier que la connaissance et la compréhension de l'histoire de notre Parti consti-*

tuent un moyen important entre tous, indispensable, pour assurer pleinement la vigilance révolutionnaire des membres du Parti. »

4° De 1935 à 1938, les ennemis du Parti furent démasqués, poursuivis, condamnés, et mis hors d'état de nuire.

A ce sujet, le Comité central du Parti Communiste Chinois a publié en 1963 les éléments d'appréciation suivants :

« C'est Staline qui, dans la lutte contre les opportunistes de toutes nuances, contre les ennemis du léninisme, trotskystes, zinoviévistes, boukhariniens et autres agents de la bourgeoisie, a défendu et développé le marxisme-léninisme. »

Ainsi était souligné l'aspect le plus important du travail de Staline dans ce domaine, l'aspect positif. Le Parti frère poursuivait néanmoins :

« Dans certains problèmes, la méthode de pensée de Staline s'écarta du matérialisme dialectique pour tomber dans la métaphysique et le subjectivisme, et, de ce fait, il lui arriva parfois de s'écarter de la réalité et de se détacher des masses. Dans les luttes menées au sein du Parti comme en dehors, il confondit, à certains moments et dans certains problèmes, les deux catégories de contradictions de nature différente — contradictions entre l'ennemi et nous, et contradictions au sein du peuple — de même que les méthodes différentes pour la solution de ces deux catégories de contradictions. Le travail de liquidation de la contre-révolution, entrepris sous sa direction, permit de châtier à juste titre nombre d'éléments contre-révolutionnaires qui devaient l'être ; cependant, des gens honnêtes furent aussi injustement condamnés, et ainsi il commit l'erreur d'élargir le cadre de la répression en 1937 et 1938... »

Ce point d'histoire étant précisé, nous nous en tenons à l'attitude préconisée ensuite par le Comité central du Parti Communiste Chinois :

« Lorsqu'il s'agit de dresser le bilan de toute l'activité idéologique et de tout le travail de Staline, chaque communiste honnête, qui respecte l'histoire, saura tout d'abord avoir en vue ce qui fut essentiel chez Staline. Aussi, lorsqu'il s'agit de connaître et de critiquer correctement les erreurs de Staline et de les surmonter, doit-on sauvegarder ce qui était l'essentiel de sa vie, sauvegarder le marxisme-léninisme qu'il a défendu et développé... »

Notre point de vue concernant la répression contre les trotskystes reste donc que Staline a eu parfaitement raison, après des décennies de patience, de distinguer les chefs, qui s'étaient transformés en agents au service de l'impérialisme, des éléments de base, trompés un moment, qui avaient fini par se placer sur les justes positions du Parti bolchevique. Nous verrons dans un instant que le même phénomène s'est produit en Chine et que le Parti frère chinois, sous la direction de Mao Tsé-toung a réservé aussi aux trotskystes le juste sort qu'ils méritaient.

MAO TSE-TOUNG DANS LA LUTTE CONTRE L'OPPORTUNISME « DE GAUCHE » ET LES ULTRA-GAUCHISTES

L'expérience des luttes contre l'opportunisme de gauche dirigées par Mao Tsé-toung a prolongé et enrichi celles, antérieures, de Staline et de Lénine, comme d'Engels et de Marx. Elle s'est développée dans des conditions spécifiques différentes, correspondant notamment au fait que la Chine était un pays semi-féodal avec une population dont l'immense majorité était composée par une paysannerie pauvre. L'origine sociale du gauchisme en Chine n'était pas rigoureusement la même que celle du phénomène similaire en Europe, même si elle comportait un certain nombre d'aspects identiques (étudiants et couches petites bourgeoises des villes). Les conditions politiques différaient également : une question comme celle de l'attitude à adopter en face du parlementarisme et des élections ne se posait pas. Celle de l'activité à l'intérieur des syndicats réactionnaires revêtait une portée nettement différente.

Mao Tsé-toung a combattu le « *gauchisme* » sur tous les plans : théorique, politique, militaire, organisationnel, tactique et stratégique, en situant son caractère spécifique sur le plan idéologique. L'expérience concrète qu'il a accumulée pendant plus de quarante années maintenant confirme que l'édification du Parti, avant, pendant et après la révolution, ne peut être assurée qu'à travers une lutte constante « *sur deux fronts* » : contre l'opportunisme de droite et contre l'opportunisme « *de gauche* ». Au surplus, l'expérience chinoise confirme encore que, dans de nombreux cas, l'opportunisme « *de gauche* », en apparence, dissimule la réalité d'un opportunisme de droite.

Voyons donc sommairement quels sont les enseignements de Mao Tsé-toung concernant la question qui nous préoccupe :

Sur le plan idéologique d'abord, car toutes les manifestations du gauchisme sur les autres plans ont un rapport direct avec la déviation idéologique qu'il constitue avant tout. Nous disposons, en français, de cinq textes fondamentaux de Mao Tsé-toung, qu'il a conçus, rédigés ou prononcés pour lutter contre les manifestations opportunistes, essentiellement celles « *de gauche* ».

« *De la pratique* » et « *De la contradiction* » ont été publiés en 1937. Les notes qui en assurent la présentation dans le tome I des *Œuvres choisies* expliquent que ces deux textes sont destinés « *à corriger les graves erreurs d'ordre dogmatique existant dans le Parti* ». Précisons d'emblée que Mao Tsé-toung caractérise le dogmatisme comme une attitude opportuniste « *de gauche* » et l'empirisme comme une attitude opportuniste de droite. Il a rédigé ces deux analyses après dix-sept années d'expériences concrètes dans l'édification du Parti et dans les luttes révolutionnaires. Mais il n'est pas inutile de souligner qu'au cours de cette période l'opportunisme « *de gauche* » avait dominé le Parti à plusieurs reprises, lui causant des difficultés extrêmes de nature à le faire disparaître. En particulier,

« les conceptions dogmatiques ont causé, au cours des années 1931-1934, un préjudice énorme à la révolution chinoise ».

Mao Tsé-toung revint sans cesse sur ces questions. De mai 1941 à février 1942, à l'occasion du mouvement de rectification, il présenta à Yenan, devant les cadres du Parti, trois interventions capitales qui sont aujourd'hui publiées sous les titres : *« Réformons notre étude », « Pour un style de travail correct dans le Parti »* et *« Contre le style stéréotypé »*.

Dans la note les présentant dans le tome III des *Œuvres choisies*, il est indiqué :

« Dans ces écrits, le camarade Mao Tsé-toung établit un bilan au sujet des divergences qui ont existé dans le passé sur la ligne du Parti, en les examinant de façon encore plus poussée sous l'aspect idéologique ; il analyse l'idéologie et le style de travail petit-bourgeois qui, sous le masque du marxisme-léninisme, s'étaient largement répandus au sein du Parti ; il s'agissait principalement des tendances subjectivistes et sectaires... L'appel du camarade Mao Tsé-toung ne tarda pas à susciter, à l'intérieur comme à l'extérieur du Parti, un grand débat entre l'idéologie prolétarienne et l'idéologie petite-bourgeoise, ce qui consolida les positions de l'idéologie prolétarienne au sein et à l'extérieur du Parti, éleva considérablement le niveau idéologique de la grande masse des cadres et assura au Parti une unité sans précédent. »

Mao Tsé-toung établit la relation dialectique existant entre le subjectivisme, le sectarisme et le style stéréotypé, qu'il baptise *« les trois vents malsains soufflant encore sur le Parti »*. Sa critique du subjectivisme visa à corriger *« le style de notre étude »*, sa critique du sectarisme visa à corriger *« le style du Parti »*, sa critique du style stéréotypé visa à corriger *« le style de nos écrits »*.

Il critiqua ceux qui *« se fient à leur seul enthousiasme... substituent souvent leurs sentiments personnels à la politique du Parti »*, puis stigmatisa le subjectivisme en ces termes :

« Bref, cette méthode subjectiviste, antiscientifique, qui prend le contre-pied du marxisme-léninisme est un grand ennemi du Parti Communiste, de la classe ouvrière, du peuple, de la nation — c'est la marque de l'absence d'un véritable esprit de Parti.

« Quand nous avons affaire à un tel ennemi, nous devons l'anéantir. C'est seulement lorsque le subjectivisme aura été vaincu que la vérité du marxisme-léninisme prendra le dessus, que l'esprit de Parti se renforcera, que la révolution triomphera.

« Il faut noter que l'absence d'une attitude scientifique, c'est-à-dire l'absence d'une attitude marxiste-léniniste qui unit la théorie et la pratique, signifie manque ou insuffisance d'esprit de Parti... »

Nous ne pouvons pas développer ici l'extrême richesse des enseignements détaillés apportés dans ces cinq documents historiques dus à la pensée hautement créatrice de Mao Tsé-toung. En recommandant leur lecture et leur étude approfondie à tous nos camarades, nous ne cédon pas à quelque impatience, mais savons fort bien que ce conseil ne pourra recevoir sa pleine efficacité qu'à travers des mois et des années d'efforts indispensables.

L'essentiel pour nous consiste à comprendre que toutes les mani-

festations de l'opportunisme « *de gauche* », sur quelque plan qu'elles apparaissent, ont une relation directe avec l'idéologie non prolétarienne.

Nous n'en prendrons que quelques exemples, afin de ne pas alourdir notre développement et nous les présenterons en respectant l'ordre chronologique de leur intervention dans l'histoire du Parti Communiste Chinois.

Après le coup d'Etat du 12 avril 1927, par lequel Tchang Kaï-chek fit lourdement payer au jeune Parti Communiste Chinois ses illusions et sa ligne opportunistes de droite, deux courants opposés mais aboutissant au même résultat submergèrent ce qui restait des rangs communistes : le défaitisme de droite et l'aventurisme « *de gauche* ». En analysant et critiquant cette dernière déviation, Mao Tsé-toung utilisa, semble-t-il pour la première fois, l'expression « *ultra-gauchisme* ». « *En mars (1928), écrit-il dans « la lutte dans les monts Tsingking » (rapport présenté en novembre 1928 devant le Comité central du P.C.C.), nous avons vu arriver à Ningking le représentant du Comité spécial du Parti pour le Hounan du Sud qui nous a critiqués pour avoir, prétendait-il, dévié à droite, pour avoir trop peu incendié et fait trop peu d'exécutions, et enfin pour n'avoir pas appliqué la politique de « prolétarianisation des petits bourgeois pour les contraindre à faire la révolution » et le grand dirigeant chinois d'expliquer les conséquences de l'attitude préconisée et adoptée par les militants dans le Sud de la province en question : « Cette politique ULTRA-GAUCHISTE, frappant la petite bourgeoisie, en a rejeté la plus grande partie dans le camp des despotes locaux et des mauvais hobereaux. Cette fraction de la petite bourgeoisie a arboré des brassards blancs et nous a combattus ».*

Une note explicative contenue dans le tome I des « *Œuvres choisies* » précise :

« *Mesurant combien il était important de conquérir les couches intermédiaires des régions rurales, le camarade Mao Tsé-toung corrigea bientôt la politique erronée qui leur portait des coups trop durs. Les vues du camarade Mao Tsé-toung concernant la politique à l'égard des couches intermédiaires sont aussi exposées dans les thèses... où on relève en particulier les points suivants : « Interdiction de se livrer d'une manière inconsidérée à des incendies et à des exécutions », « défense des intérêts des petits et moyens commerçants »... « Tant qu'ils obéiront aux autorités, il faut laisser les commerçants des villes qui ont amassé quelque fortune, se consacrer à leur activité »... » Par autorité, comprenons évidemment qu'il s'agit du « *pouvoir rouge* » dans la zone libérée.*

A cette époque le courant « *ultra-gauchiste* », donc, revêtait dans le Parti et dans l'Armée rouge une telle ampleur que, fin 1929, Mao Tsé-toung décida de le combattre dans une résolution préparée à l'intention de la 9^e Conférence de l'Organisation du Parti pour le 4^e Corps de l'Armée rouge. Ce texte est désormais connu sous le titre « *L'élimination des conceptions erronées dans le Parti* ». S'il concerne essentiellement des manifestations de « *gauchisme* », il n'en vise pas moins également des attitudes droitières. Il attribue ces déviations à la composition des rangs des militants et des soldats, formés « *en grande*

majorité de paysans et d'autres éléments issus de la petite bourgeoisie », il met en cause également l'idéologie du « lumpenprolétariat » dans son imbrication avec celle de la petite bourgeoisie. Il dénonce « le refus de tenir compte des conditions subjectives et objectives, le prurit révolutionnaire... », « une foi exagérée dans la force militaire et le manque de confiance dans celle des masses populaires », « les conceptions contraires aux principes d'organisation du parti » (refus de la discipline, critiques personnelles non fondées politiquement, etc.), « l'égalitarisme absolu », « le subjectivisme » (qui fait tomber des membres du Parti dans « de vaines imaginations » et dans le « putschisme » assimilable à « l'aventurisme »).

Mao Tsé-toung revint avec force sur ce dernier défaut dans sa lettre du 5 janvier 1930 (où il critiquait certaines tendances pessimistes, donc droitières), lettre depuis lors connue sous le titre : « Une étincelle peut mettre le feu à toute la plaine ». Il précisa alors :

« Les camarades atteints d'impétuosité révolutionnaire ont le tort de surestimer les forces objectives de la révolution et de sous-estimer les forces de la contre-révolution. Une telle appréciation résulte, le plus souvent, d'une conception subjectiviste, et finit infailliblement par conduire au putschisme. »

Malheureusement, de juin à septembre 1930, puis de janvier 1931 à janvier 1935 les justes idées marxistes-léninistes du camarade Mao Tsé-toung ne triomphèrent pas et le Parti Communiste Chinois fut entièrement dominé par les lignes opportunistes « de gauche » de Li-Lisan d'abord, de Wang Ming et de Po Kou ensuite.

Cependant à la célèbre réunion élargie du Bureau politique du Comité central qui eut lieu, pendant la longue marche, à Tsouenyi en janvier 1935, fut enfin condamnée la ligne erronée, et une nouvelle direction du Comité central fut désignée ayant à sa tête le camarade Mao Tsé-toung.

Durant ces quatre années et plus, ce dernier avait mené une lutte continuelle pour combattre le « gauchisme » sur tous les plans.

En janvier 1934, il avait prononcé son fameux discours « *Soucions-nous davantage des conditions de vie des masses et portons plus d'attention à nos méthodes de travail* ». Contre les gauchistes qui méprisaient « *les problèmes de la vie quotidienne des masses* », il avait déclaré :

« J'attire sérieusement l'attention... sur la nécessité d'aller au fond des problèmes relatifs à la vie des masses, depuis les questions de la terre et du travail jusqu'à celles de l'approvisionnement en combustibles, en riz, en huile et en sel... Il faut faire comprendre aux masses que nous représentons leurs intérêts, que nous vivons de la même vie qu'elles. Il faut que, partant de là, elles arrivent à comprendre les tâches encore plus élevées que nous avons proposées, les tâches de la guerre révolutionnaire, en sorte qu'elles soutiennent la révolution et l'étendent à tout le pays, qu'elles fassent leurs nos mots d'ordre politiques et luttent jusqu'à la victoire finale de la révolution... »

Le combat contre les déviations opportunistes « de gauche » et de droite n'était certes pas définitivement victorieux du seul fait de l'accession du camarade Mao Tsé-toung à la direction du Parti Commu-

niste Chinois, mais les possibilités de le poursuivre étaient devenues bien plus favorables.

L'agression et l'invasion de la Chine par les impérialistes japonais créaient une situation nouvelle, à laquelle Mao Tsé-toung allait appliquer une tactique nouvelle, reposant sur le fait que l'ennemi principal, et donc la cible principale, n'était plus le pouvoir de Tchang Kaï-chek, mais l'envahisseur impérialiste nippon.

En décembre 1935 se tint l'une des plus importantes réunions du Bureau politique du Comité central du Parti Communiste Chinois, au cours de laquelle Mao Tsé-toung « *critiqua l'opinion erronée, alors répandue dans le Parti, selon laquelle la bourgeoisie nationale chinoise ne saurait être un allié des ouvriers et des paysans dans la lutte contre le Japon* ». Le Bureau politique adopta alors la tactique de « *Front uni national* » présentée par son premier dirigeant. Mais, naturellement, ce changement de ligne politique provoqua de nouvelles contradictions au sein du Parti, particulièrement avec les dogmatiques. Aussi Mao Tsé-toung, une fois de plus, critiqua-t-il le sectarisme étroit de « *porte close* » et l'impatience dans la révolution, dont il souligna qu'ils avaient été « *les causes essentielles des sérieux revers essayés par le Parti et l'Armée rouge au cours de la deuxième guerre civile* ».

Un an plus tard, en décembre 1936, le grand dirigeant des luttes du peuple chinois dressa « *le bilan des expériences acquises au cours de (cette) deuxième guerre civile révolutionnaire* » qu'il publia sous le titre : « *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine* ».

Sans doute cet ouvrage est-il avec *De la guerre prolongée* l'un des plus importants de toute l'œuvre de Mao Tsé-toung. Sa portée est universelle ; il a inspiré et inspire différents peuples dans leur guerre révolutionnaire contre l'impérialisme et leur apporte la science invincible du marxisme-léninisme pour vaincre l'ennemi. Il est donc largement connu dans le monde entier. Mais ce que l'on sait moins, c'est qu'il s'appuie, dans sa plus large part, sur une critique approfondie de l'opportunisme « *de gauche* ».

« *L'histoire nous enseigne, y est-il écrit, qu'une ligne politique et militaire juste ne naît ni ne se développe d'elle-même, paisiblement ; elle naît et se développe dans le combat contre l'opportunisme « de gauche » d'une part et contre l'opportunisme de droite d'autre part. Si l'on ne lutte pas contre ces déviations nuisibles qui sapent la révolution et la guerre révolutionnaire, si l'on n'en vient pas complètement à bout, il est impossible d'élaborer une ligne correcte, il est impossible de vaincre dans la guerre révolutionnaire.* »

Mao Tsé-toung stigmatise les opportunistes « *de gauche* » incapables de comprendre la nécessité et la signification stratégique de « *la défensive* », de « *la retraite* ». Il qualifie leur attitude de « *puérile naïveté* ». Puis il dénonce leur « *sous-estimation* » des forces ennemies et leurs principes militaires aventuristes :

« *Il est certain, dit-il, que toutes ces théories et pratiques étaient erronées. C'était du subjectivisme. Dans les circonstances favorables, ce subjectivisme se manifestait sous la forme du fanatisme et de l'impétuosité révolutionnaires petits-bourgeois ; mais dans les situa-*

tions difficiles, à mesure que la situation empirait, il passait successivement à l'attitude risque-tout, puis au conservatisme et au « sauve-qui-peut ». Tout cela, c'est la théorie et la pratique des têtes brûlées, des ignorants ; elles ne respirent en rien le marxisme, elles sont, en fait, antimarxistes... »

Puis il revient encore à la charge :

« Ces conceptions gauchistes, apparemment révolutionnaires, découlent de l'impétuosité révolutionnaire propre aux intellectuels petits-bourgeois et du conservatisme étroit des paysans en tant que petits producteurs. Lorsqu'ils envisagent une question, ils n'en voient qu'une partie et sont incapables de l'appréhender dans son ensemble ; ils ne veulent pas lier les intérêts d'aujourd'hui à ceux de demain, les intérêts particuliers à ceux de l'ensemble. Se cramponnant à ce qui est partiel, temporaire, ils ne veulent le lâcher à aucun prix... »

Et il oppose à l'attitude des gauchistes « la sagesse bolchevique » en expliquant :

« Quand la vue de nos yeux s'avère insuffisante, il faut recourir à la jumelle et au microscope. La méthode marxiste, c'est à la fois une jumelle et un microscope en politique et dans le domaine militaire. »

S'il ne détaille pas le prix du « gauchisme », c'est-à-dire les pertes qu'il a entraînées de 1931 à 1934, Mao Tsé-toung, évoquant le retour à la ligne juste en janvier 1935, s'exclame simplement : « Mais comme cela nous avait coûté cher ! »

En effet, « les conséquences funestes de l'application de la ligne erronée « de gauche » s'expriment dans le fait que 90 % environ des effectifs du Parti Communiste Chinois, de l'Armée rouge chinoise, de même que 90 % du territoire des bases d'appui de l'Armée rouge, furent perdus, et que des dizaines de millions de gens, dans les bases révolutionnaires, furent soumis à la féroce répression exercée par le Kuomintang ».

En avril 1945, la 7^e Session plénière du Comité central issu du 6^e Congrès du Parti Communiste Chinois adopta une « Résolution sur quelques questions d'histoire » qui fut un bilan détaillé des divers aspects de cette ligne erronée, mais ce document ne semble pas avoir fait l'objet d'une traduction en français.

Pour en revenir à décembre 1935 et aux années suivantes durant lesquelles triompha la juste ligne de « Front uni national » contre les impérialistes japonais, notons qu'à l'époque existait en Chine un petit nombre de trotskystes. A leur sujet, Mao Tsé-toung indiqua :

« Il est évident que la révolution chinoise, à l'étape actuelle, est encore de caractère démocratique bourgeois et non socialiste prolétarien. Seuls les contre-révolutionnaires trotskystes peuvent être assez insensés pour affirmer que la révolution démocratique bourgeoise en Chine est déjà accomplie et que tout développement ultérieur de la révolution ne saurait être que socialiste. »

Ces trotskystes étaient apparus après la défaite de la révolution chinoise en 1927 et s'unissant avec l'opportuniste de droite Tchen Tou-sieou et quelques autres renégats avaient constitué en 1929 une secte qui devint rapidement un méprisable instrument entre les mains

de l'impérialisme et du Kuomintang dans leur lutte contre le Parti Communiste Chinois.

Lorsque les Japonais envahirent la Chine, Trotsky demanda à ses émules chinois « *de ne pas empêcher l'occupation de la Chine par l'Empire du Japon* », si bien qu'ils devinrent presque tous d'actifs agents des services de renseignements japonais.

Les communistes et le peuple chinois leur appliquèrent le juste sort qu'ils méritaient.

Après la grande offensive idéologique de Mao Tsé-toung contre l'opportunisme, de droite et de gauche, que nous avons déjà mentionnée (1937-1942), l'unité de pensée et d'action des membres et des dirigeants du Parti connut une période de consolidation. Ce fut seulement aux approches d'un développement nouveau de la ligne politique qu'apparurent de nouvelles tendances « de gauche ». En janvier 1948, « *l'institution du système des rapports* » eut pour objet de combattre l'indiscipline et l'anarchie qui s'opposaient au juste fonctionnement du centralisme démocratique. En fait cette situation reflétait l'extension considérable des responsabilités et tâches du Parti résultant d'une part du fait qu'il contrôlait désormais des régions libérées comptant des centaines de millions d'habitants, et d'autre part de la perspective quasi immédiate de sa victoire définitive.

A cette occasion Mao Tsé-toung souligna :

« *Si, dans chaque situation particulière, dans chaque question concrète, nous n'agissons pas avec prudence, ne prenons pas soin d'étudier et de perfectionner l'art de la lutte, ne concentrons pas toutes nos forces dans le combat et ne nous attachons pas à gagner à notre cause tous les alliés qui devraient l'être (paysans moyens, artisans et commerçants indépendants, moyenne bourgeoisie, étudiants, instituteurs, professeurs et intellectuels en général, fonctionnaires en général, membres des professions libérales et hobereaux éclairés) nous commettrons une erreur d'opportunisme « DE GAUCHE »... nous devons déterminer notre politique selon les circonstances concrètes. Par exemple, quand notre armée remporte des victoires, c'est contre les déviations « DE GAUCHE » qu'il nous faut être en garde ; quand elle subit des défaites ou ne gagne que peu de batailles, c'est contre les déviations de droite.* »

De fait, à cette époque, se développèrent nombre d'erreurs déviationnistes « de gauche », notamment dans la propagande pour la réforme agraire.

Il en fut d'ailleurs de même à partir de 1949 dans tous les secteurs de l'économie chinoise, dont le Parti avait pour tâche de réaliser la transformation socialiste. Des tendances « de droite » apparurent simultanément.

Ceux qui supposaient que la possession du pouvoir d'Etat par le Parti Communiste Chinois allait lui offrir des moyens décisifs pour assurer la disparition définitive des courants opportunistes, ignoraient la poursuite de la lutte des classes sous la dictature du prolétariat qu'avait déjà annoncée Lénine et que Staline avait réaffirmée peu avant sa mort. Depuis le déclenchement de la grande révolution culturelle prolétarienne par le Président Mao en personne, cette idée fondamentalement erronée, cultivée et favorisée par le révisionnisme

moderne a été dévoilée comme relevant de l'idéologie bourgeoise et contre-révolutionnaire.

L'expérience de la G.R.C.P. en Chine a porté avant tout sur la lutte contre le révisionisme et contre la restauration du capitalisme dans un pays socialiste où domine la dictature du prolétariat. Mais, au moment même de l'événement, on a moins discerné, dans un pays comme le nôtre, l'apparition d'une ligne « *ultra-gauchiste* » qui en réalité faisait le jeu de l'opportunisme de droite lui-même. Le rapport politique présenté en avril 1969 devant le IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois a pourtant indiqué :

« A l'heure actuelle, dans l'application des principes politiques, la lutte entre les deux lignes continue d'exister, de même que les interférences venant « de gauche » ou de droite. »

Il semble bien que le Parti Communiste Chinois ait, depuis deux ou trois ans, consacré beaucoup d'efforts à analyser et à réduire les conséquences de l'*ultra-gauchisme* apparu pendant la « *Grande Révolution culturelle prolétarienne.* »

Mais, pour l'instant, le Parti frère n'a pas encore publié en français de documents officiels susceptibles de permettre notre connaissance et donc notre appréciation en la matière.

Nous pourrions donc revenir utilement et ultérieurement sur cet aspect particulier et historique du juste combat mené, sous la direction du camarade Mao Tsé-toung, par le Parti Communiste Chinois. Nous ne doutons pas, à l'avance, de son immense intérêt et de la valeur de son apport à la doctrine scientifique immortelle du marxisme et du léninisme.

Comment étudier les courants, groupes et partis non prolétariens, s'affirmant révolutionnaires dans la France de 1968-1972 ?

Passons maintenant au recensement et à l'étude des courants idéologiques et politiques, groupes et partis que bourgeoisie et révisionnistes classent aujourd'hui dans la catégorie des « gauchistes », et dont certains se proclament tels eux-mêmes.

Ce n'est qu'après avoir acquis une connaissance objective de chacun d'eux, que, passant du particulier au général, nous pourrons fixer notre jugement et définir notre tactique à leur égard.

Pour conduire notre enquête suivant la méthode matérialiste dialectique, voici le plan des critères utilisés pour procéder à nos recherches.

I. — Origine historico-politique de la formation étudiée.

II. — Structures organisationnelles. Effectifs. Presse. Contenu social et idéologique.

III. — Positions vis-à-vis du P.« C. »F. et du révisionnisme moderne ; vis-à-vis du P.C.U.S. et du social-impérialisme soviétique ; vis-à-vis du P.C.C. et du P.T.A., du marxisme-léninisme et de la Pensée-maotsétoung.

IV. — Voie préconisée pour passer du capitalisme au socialisme : électorale ou révolutionnaire, pacifique ou violente, spontanéiste ou dirigée.

V. — Objectif stratégique proclamé (contenu et forme de l'Etat instauré par la Révolution : dictature du prolétariat, autogestion, etc.).

VI. — Ligne politique immédiate. Alliances recherchées. Attitude vis-à-vis des syndicats.

VII. — Position vis-à-vis de l'internationalisme prolétarien. Attitude concernant les luttes de révolution nationale.

VIII. — Aspect principal de la formation étudiée, sur le plan idéologique et sur le plan politique.

Notre enquête procède en allant des *anarchistes* aux « *maoïstes* », en passant par les *trotskystes* et par les formations ne se réclamant d'aucun des trois courants. Notre travail reste certainement entaché d'erreurs et nous accueillerons volontiers toute indication susceptible de nous aider à les corriger et à combler nos insuffisances.

Le mouvement du 22 Mars

I. — ORIGINE...

Préparé depuis 1966 par une agitation revendicative portant sur de multiples objectifs, le « M-22 » est né, comme son nom l'indique, le 22 mars 1968, d'une action de riposte (occupation des locaux administratifs de la Faculté de Nanterre par 142 étudiants) à des arrestations de militants soutenant le F.N.L. du Sud-Vietnam dans le cadre des activités du Comité Vietnam National (C.V.N.). Il a spontanément regroupé des étudiants et enseignants anarchistes, trotskystes, « maoïstes », de la J.C.R., de l'U.J.C. (ml), de l'U.N.E.F., du S.N.E. (Sup.) et des inorganisés. Daniel Cohn-Bendit y a joué un rôle décisif.

Dans une certaine mesure, le « M-22 » a symbolisé, dès ses premières manifestations, dans le seul cadre de la Faculté de Nanterre, le caractère spontanéiste du mouvement révolutionnaire de masse des étudiants qui s'est développé à partir du 3 mai suivant, d'abord à Paris, puis dans toute la France.

II. — STRUCTURES...

Le « M-22 », en dépit des déclarations de son leader Cohn-Bendit contre toute « *organisation* », tout « *parti* », tout « *programme* » qualifiés de « *paralysants* » (interview à J.-P. Sartre in « *Nouvel Observateur* » du 20 mai 1968), a publié vers le 19 mai un « *projet d'organisation* » au « *caractère non bureaucratique... où les tâches d'exécution et de décision n'appartiennent pas à des sphères distinctes* ». Ce projet comportait des « *groupes de base* » de 10 membres (12 au maximum), permettant la discussion des problèmes politiques en assurant à tous la plus totale liberté d'expression (il était « *interdit d'interdire* » ! Un jour la parole fut même accordée à Aragon non sans qu'il soit ainsi présenté : « *ici tout le monde a le droit de parler si traître soit-il...* ») ; des « *commissions spécialisées* » (ou « *exécutives* ») permettant la synthèse des discussions au sein des groupes, chaque groupe ayant un délégué dans chaque commission ; et enfin un « *comité de coordination* » formé de délégués des groupes de base et des commissions, chargé de décider et d'organiser l'action.

Le contenu social du « M-22 » était celui du milieu étudiant, donc non prolétarien, à dominante petite-bourgeoise. Nombre de ses initiateurs, dont Cohn-Bendit, poursuivaient des études de sociologie. Son idéologie petite-bourgeoise spontanéiste transparut dans ses

diverses déclarations : « *L'unité révolutionnaire se fait directement, dans l'action et non autour d'une ligne politique ou d'une idéologie... La condition préalable à toute action révolutionnaire est le droit à la parole pour tous...* » (in « Document de Mai 1968 » sans précision de date.)

III. — POSITIONS...

Le « M-22 » proclama que la révolution était trahie par l'appareil P.C.-C.G.T. Mais il faut savoir ce qu'il entendait par là : c'est parce que « *la C.G.T. ne fait que représenter leurs intérêts économiques au sein de la société bourgeoise* » qu'elle trahit les ouvriers (in « *Tribune du 22 mars* » du 8 juin 1968). Le Parti — qu'il soit « *stalinienn* » (entendons ici : révisionniste) ou « *Marxiste-Léniniste* » — est une institution « *autoritaire* » qu'il faut rejeter : « *Il faut abandonner la théorie de l'avant-garde dirigeante pour adopter celle, beaucoup plus simple, beaucoup plus honnête, de la minorité agissante, qui joue le rôle d'un ferment permanent, poussant à l'action sans prétendre la diriger... Bien que personne ne veuille l'admettre, le Parti Bolchevik n'a pas « dirigé » la révolution russe. Il a été porté par les masses. Il a pu élaborer la théorie en cours de route, donner des impulsions dans un sens ou un autre, mais il n'a pas déclenché, seul, un mouvement qui a été en grande partie spontané. Dans certaines situations objectives — les actions d'une minorité agissante aidant — la spontanéité retrouve sa place dans le mouvement social. C'est elle qui permet la poussée en avant, et non les mots d'ordre d'un groupe dirigeant* ». Ainsi s'exprima Cohn-Bendit qui qualifia les dirigeants du Parti « *Communiste* » Français non de « *révisionnistes* », mais de « *cra-pules staliniennes* ».

Dans le livre que publia le dirigeant du « M-22 » au cours du 4^e trimestre 1968 sous le titre « *Le gauchisme, remède à la maladie sénile du communisme* », Staline fut mis sur un pied d'égalité avec Hitler, et le bolchevisme présenté comme un mythe. Pour étayer son argumentation, l'auteur s'appuyait sur de nombreuses citations de Trotsky et tentait d'accréditer l'idée d'une opposition constante entre Lénine et le Parti Bolchevik, qui aurait toujours été en retard sur le mouvement des masses.

On ne trouve pas de référence précise au Parti Communiste Chinois ou à Mao Tsé-toung, mais il n'est pas douteux, implicitement, que les « *anti-autoritaires* » du « M-22 » avaient pour eux la même aversion que pour tout « *Parti* » ou « *Etat* » qui ne vise pas à réaliser immédiatement une « *société sans classes* ».

IV. — VOIE...

Concernant la voie de la révolution, la position du « M-22 », définie essentiellement par Cohn-Bendit, consista à ne l'envisager que sous l'angle de la spontanéité des masses exploitées. La différenciation stratégique du rôle des classes n'apparut pas, même si la classe

ouvrière fut reconnue comme appelée à jouer le rôle le plus important. Référence était faite à plusieurs reprises à l'alliance « *ouvriers-étudiants* » dans des circonstances historiques données qui n'existaient pas encore.

Dans son entretien avec Sartre, Cohn-Bendit affirma qu'il ne voyait pas d'autre issue au mouvement révolutionnaire que « *des réformes par vagues successives* ».

S'il rejeta et ridiculisa le parlementarisme et l'électoratisme, de même que la voie « *pacifique* », il n'aborda pas vraiment la question de la forme du passage du capitalisme au socialisme. Pour lui, d'ailleurs, le « *socialisme* » ne semblait pas avoir une signification très élaborée. Certes la voie révolutionnaire devait être violente, mais il doutait très réellement de son aboutissement. La « *problématique* » de Cohn-Bendit et du « *M-22* » était finalement dominée par le pessimisme, disons même par un certain défaitisme. Finalement le « *M-22* » se réduisit à un activisme débordant, sans objectif clairement entrevu ou défini. Au surplus, aucune voie ne pouvait être ouverte à la révolution sous la direction d'un Parti. Ce dernier était synonyme de « *bureaucratie* » et constituait l'antithèse des masses. Seule une « *minorité agissante* » ne représentait pas une contradiction avec la volonté et les aspirations des masses (!).

V. — OBJECTIF...

Naturellement le « *M-22* » rejeta toute perspective de « *dictature du prolétariat* ». Il considérait que la meilleure forme de l'Etat « *sans classes* » auquel il aspirait, résidait dans la généralisation par les masses de « *l'autogestion* » : « *Pour nous, l'établissement d'une société sans classes passe d'abord par l'autogestion... Il faut que l'autogestion s'instaure pour détruire le capitalisme.* » déclara Cohn-Bendit qui, à la question « *Pourquoi cette priorité accordée à l'autogestion ?* » répondit :

« *Autogestion, gestion directe, peu important les mots. Mais il faut éviter qu'au capitalisme succède un socialisme rigide. La prise en main des responsabilités par les travailleurs se passe de centralisme, d'organisation, de parti. Le pouvoir d'Etat ne s'imposera pas toujours.* »

Nous voici ramenés cent à cent cinquante années en arrière, aux grandes polémiques de Marx et Engels avec les anarchistes de leur temps, notamment ce Bakounine auquel se référa souvent Cohn-Bendit. D'ailleurs Jacques Sauvageot (P.S.U.-U.N.E.F.), défendant le même point de vue, reconnut explicitement que l'autogestion est assez conforme à la ligne du socialisme français libertaire. « *C'est un héritage des révolutions françaises du XIX^e siècle* » précisa-t-il.

VI. — LIGNE...

Le « *M-22* » n'eut en fait aucune ligne politique concrète. Constitué à partir de luttes spécifiquement étudiantes, son développement le surprit lui-même et il ne sut pas très bien où il allait. Ses dirigeants

ne croyaient pas à l'imminence de la révolution, Cohn-Bendit estimait que l'aboutissement le plus efficace susceptible de conclure le mouvement en cours serait la démission du gouvernement. Il déclara dans une interview réalisée par Hervé Bourges entre le 20 mai et le 1^{er} juin 1968 : « *Le Mouvement du 22 mars s'est déclenché à propos d'actions précises, dans un cadre également précis. Ce n'est pas une organisation qui s'appuie sur des congrès, sur une ligne politique préétablie : son action est jusqu'à présent empirique...* »

A Jean-Paul Sartre qui lui demandait : « *Quelle est votre analyse du mouvement que vous avez déclenché ? Jusqu'où peut-il aller ?* », il répondit : « *Il a pris une extension que nous ne pouvions pas prévoir au début. L'objectif, maintenant, c'est le renversement du régime. Mais il ne dépend pas de nous qu'il soit atteint ou non. S'il était vraiment celui du Parti Communiste, de la C.G.T. et des autres centrales syndicales, il n'y aurait pas de problème : le régime tomberait en quinze jours parce qu'il n'a aucune parade à opposer à une épreuve de force engagée par toutes les forces ouvrières.* »

C'est là un exemple de ce que l'impétuosité révolutionnaire et l'absence d'analyse concrète d'une situation peuvent amener comme conséquences de type subjectivistes. Car si la critique des révisionnistes était totalement fondée, il n'en restait pas moins que la lutte de classes était alors encore loin du point culminant qu'elle aurait pu atteindre dans le cas d'une poursuite de la montée du mouvement révolutionnaire.

VII. — INTERNATIONALISME...

Pour le « M-22 » la question de l'internationalisme ne se posait pas. Il était lui-même d'essence « *internationaliste* » et anti-raciste.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

L'aspect principal de l'idéologie se dégageant du « M-22 », idéologie petite-bourgeoise, est à rechercher dans son culte du spontanéisme et son refus conséquent de l'organisation.

L'aspect principal de la politique préconisée par le « M-22 », politique révolutionnariste, a résidé dans le rejet du capitalisme monopoliste d'Etat, spécialement dans la manifestation concrète de son application à l'Université.

Dissout le 12 juin 1968 par décret du gouvernement ratifié par le Président de la République, le « M-22 » ne tenta pas de survivre. Il n'était en fait qu'un *courant* et non une organisation proprement dite. En son sein s'étaient retrouvés spontanément des éléments intellectuels non prolétariens, représentants authentiques du « *gauchisme* » et de « *l'ultra-gauchisme* ».

L'étude du « M-22 » présente le double avantage de contribuer à enrichir l'analyse toujours nécessaire des événements de Mai-Juin 1968 et de permettre la connaissance d'une des deux parties composantes de la « *Gauche Prolétarienne* », mouvement connu aujourd'hui comme « *maoïste* ».

L'organisation révolutionnaire anarchiste

I. — ORIGINE...

L'O.R.A. est une organisation assez proche de la tradition anarchiste orthodoxe.

Née en 1967, elle dirigeait jusqu'en 1971 la Commission de Relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (C.R.I.F.A.).

II. — STRUCTURES...

Ses structures organisationnelles ne nous sont pas connues, pas plus que son contenu social. Elle compterait 1.000 à 1.500 militants (selon des sources nullement vérifiées), essentiellement à Paris. Son idéologie reste non prolétarienne. Elle publie le mensuel « *Front libertaire des luttes de classe* ».

III. — POSITIONS...

Ses positions vis-à-vis du révisionnisme nous sont également inconnues, comme vis-à-vis du Marxisme-Léninisme ; mais tout laisse à penser qu'elles sont proches de celles du « M-22 ».

IV. — VOIE...

L'O.R.A. préconise la violence révolutionnaire.

V. — OBJECTIF...

Dans son journal, l'O.R.A. préconise la gestion directe ouvrière et l'internationale, contre les capitalismes bourgeois et bureaucratiques et leurs impérialismes.

Elle se rattache à la théorie du « *communisme de conseils* » (autogestion) comme base de lutte actuelle et comme base de la société future. Elle nie catégoriquement qu'un Etat centralisé puisse avoir un contenu de classe « *ouvrier* ». C'est dire qu'elle est opposée à la dictature du prolétariat.

VI. — LIGNE...

L'O.R.A. fait preuve d'un activisme soutenu, sa ligne politique étant toujours rattachée à la tradition anarchiste.

VII. — INTERNATIONALISME...

L'O.R.A. attache une importance capitale à l'internationalisme des anarchistes.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

Sur le plan idéologique, son aspect principal est à rechercher dans une position idéaliste ignorant les conditions historiques concrètes du développement de la révolution.

Sur le plan politique, son aspect principal reste difficile à déterminer en l'absence d'une connaissance objective difficile, sinon impossible.

L'organisation communiste libertaire

I. — ORIGINE...

Au début des années 50, Georges Fontenis rompit avec la « *Fédération Anarchiste* » de Maurice Joyeux, pour constituer la « *Fédération Communiste libertaire* ». Mais il fut accusé de « *léninisme* » et avec quelques autres militants anciens, créa le « *Mouvement Communiste libertaire* » en 1969. L'« *Organisation Communiste libertaire* » naquit d'une nouvelle scission au sein du « *M.C.L.* » au printemps 1971. Elle se réclame du plus pur « *communisme libertaire* ».

II. — STRUCTURES...

Les structures ne nous sont pas connues, ni son contenu social. On peut toutefois affirmer qu'elle groupe un certain nombre de travailleurs. Elle a des « *comités de base* » dans les P.T.T. Elle compterait, suivant des sources non vérifiées, moins d'un millier d'adhérents. Daniel Guérin serait l'un de ses adhérents. Son organe est « *GUERRE DES CLASSES* ».

III. — POSITIONS...

Elle a les positions habituelles des anarchistes vis-à-vis tant des partis et organisations révisionnistes que marxistes-léninistes.

Cependant certains de ses militants s'intéressent à la « *Grande Révolution Culturelle Proletarienne* » en Chine.

IV. — VOIE...

L'O.C.L. est pour la violence révolutionnaire.

V. — OBJECTIF...

L'O.C.L. lutte pour le triomphe des « *Conseils ouvriers* », donc pour l'autogestion. Son journal « *Guerre des classes* » milite pour un pouvoir international des conseils ouvriers.

VI. — LIGNE...

L'O.C.L. ne refuse pas de s'allier dans l'action ou dans des manifestations et défilés avec d'autres mouvements gauchistes. Ses militants brandissent des drapeaux noirs et rouges.

Elle est par principe anti-syndicaliste, parce qu'elle discerne dans l'organisation syndicale un modèle de structure reproduisant la société capitaliste, notamment avec la hiérarchie qu'elle condamne sans appel.

VII. — INTERNATIONALISME...

L'O.C.L. est attachée à l'internationalisme et compte probablement en France un certain nombre d'adhérents d'origine espagnole.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

Il est difficile de discerner son aspect principal tant sur le plan idéologique que sur le plan politique. Sans nul doute sont-ils tous deux à rattacher à l'idéalisme et au subjectivisme petits-bourgeois et peut-être « *lumpen-prolétarien* ».

Anarchistes divers

La « *Fédération Anarchiste* », organisation plus ancienne, continue à refuser toute action de caractère politique. Elle reste influencée par la tradition anarcho-syndicaliste de Rosmer et Monatte qui se proclamaient « *syndicalistes révolutionnaires* ». On rencontre certains de ses représentants dans des sections syndicales « *Force Ouvrière* ». C'est le cas de Maurice Joyeux, à qui l'on doit nombre d'ouvrages et d'articles publiés dans son organe « *Le Monde libertaire* » qui a remplacé l'ancien « *Libertaire* ». Notons qu'il vient de publier une étude favorable à l'autogestion.

Mais la « *Fédération Anarchiste* » a perdu beaucoup de son audience, surtout depuis Mai 1968, période de luttes durant laquelle son absence fut notable.

En son temps l'organisation « *Socialisme ou Barbarie* » joua un certain rôle, du moins dans les milieux anarchistes, comme également chez les trotskystes.

Elle se rattachait au « *Communisme des Conseils* » (autogestion) et popularisa les écrits sur ce sujet de Rosa Luxembourg et Anton Pannekoek. Elle donna naissance à la « *Fédération Communiste libertaire* » à la veille de la guerre d'Algérie, en opposition à la léthargie de la « *Fédération anarchiste* ». En son sein se constituèrent en novembre 1955 les « *Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire* », (G.A.A.R.) qui publièrent la revue « *Noir et Rouge* », opposée à l'électoralisme qu'admettait la F.A. Il semble bien que l'origine anarchiste

de Cohn-Bendit soit à rechercher dans le groupe qui prit en 1961 le nom de cette revue.

Nous ne disposons pas d'informations sûres sur « *l'Internationale situationniste* » qui semble avoir tenu une certaine place à Strasbourg dans les milieux étudiants en 1968, se référant aux théories du professeur américain Herbert Marcuse.

Signalons enfin que les différents mouvements autonomistes correspondant à des minorités ethniques gagnent facilement la sympathie des éléments anarchistes en raison de leur refus de l'État centralisateur. Il existe par exemple une « *Fédération Anarchiste Communiste d'Occitanie* » qui publie le journal « *Occitanie Libertaire* ». A l'exception de la « *Fédération Anarchiste* », tous ces groupes n'ont que des effectifs extrêmement restreints. La « *F.A.* » elle-même a connu une diminution considérable de son influence depuis 1968.

La Ligue Communiste

I. — ORIGINE...

En 1938, Trotsky constitua la « *IV^e Internationale* ». Tous les trotskystes français lui donnèrent leur adhésion, mais dès 1939, un petit groupe intitulé « *Lutte de classes* » reprenait son autonomie (il est devenu de nos jours « *Lutte Ouvrière* »).

Au lendemain de la 2^e guerre mondiale, en 1945, le « *Parti Communiste Internationaliste* » regroupait encore la quasi-unanimité des trotskystes français, mais il allait connaître de nombreuses scissions successives à partir de 1947.

La plus importante se produisit en 1952 sur la question de « *l'entrisme dans le P.C.F.* ».

1^o Le « *groupe Lambert* » refusa l'entrisme ; ses militants, les lambertistes, sont aujourd'hui réunis dans l'« *Organisation Communiste Internationale* » (O.C.I.) et dans « *l'Alliance des Jeunes pour le Socialisme* » (A.J.S.).

2^o Le « *groupe Frank* » resta partisan de l'entrisme. Voilà qui explique que l'on trouve nombre de ses militants, de 1962 à 1966, dans « *l'Union des Etudiants Communistes* ». Krivine y était « entré » dès 1959 ou 1960. Il y organisa, dès avant 1962 sa fraction oppositionnelle dite « *de gauche* ». Il déclencha une scission de masse à partir du juste refus de nombreux étudiants affiliés à l'U.E.C. d'approuver le soutien du Parti « Communiste » Français à la candidature de Mitterrand à la présidence de la République (décembre 1965-mai 1966). Puis il constitua, fin mars 1967, l'organisation des « *Jeunesses Communistes Révolutionnaires* » (J.C.R.) qui joua un certain rôle à l'Université en mai-juin 1968.

Le 12 juin 1968, la « *J.C.R.* » et le « *P.C.I.* » figurèrent parmi les organisations interdites. L'organe de la J.C.R., *L'Avant-Garde jeunesse*, fut remplacé peu après par le mensuel *La Nouvelle avant-garde. L'Internationale*, mensuel du P.C.I., et *Quatrième Internationale*

disparurent, mais ce dernier, organe du secrétariat de la « IV^e Internationale », est ressorti depuis peu en se consacrant avant tout à de grossières attaques contre la Chine.

Au printemps 1969, les deux organisations trotskystes décidèrent de se replacer dans la légalité et fusionnèrent en créant la « *Ligue Communiste* », dont les premiers animateurs furent Pierre Frank, ancien secrétaire de Trotsky, Alain Krivine, Daniel Bensaïd et Henri Weber.

L'organe hebdomadaire de la « *Ligue* » s'intitule *Rouge*. Il dispose de moyens importants, mais sa présentation reste plus caractéristique de l'excentricité intellectualiste petite-bourgeoise que d'un contenu de classe prolétarien.

La première scission de la « *Ligue Communiste* » s'est produite en février 1971, elle a engendré le groupe « *Révolution !* » dirigé par Henri Maller et Isaac Joshua.

II. — STRUCTURES...

Les structures de la « *Ligue Communiste* » se réclament des principes d'organisation léninistes. Elles se fondent, au moins statutairement, sur le centralisme démocratique. Elles comportent deux stades : le stage préalable et l'adhésion proprement dite. Le stage peut durer de six à dix-huit mois. Pendant sa durée, le militant stagiaire appartient à un « *Cercle rouge* » correspondant à son activité sociale (lycée, faculté, usine ou quartier). Il ne commence à payer des cotisations qu'après avoir été admis dans les rangs de la « *Ligue* » comme adhérent titulaire.

La direction est composée d'un Comité central « *légal* » de 45 membres désignant en son sein un Bureau politique de 11 membres. Une structure parallèle de direction clandestine existe certainement.

La « *Ligue Communiste* » fait actuellement courir l'information suivant laquelle elle compterait 6 000 adhérents, mais certains de ses militants plus réalistes s'en tiennent au chiffre de 2 000, dont 25 % d'ouvriers, 50 % d'étudiants et lycéens et 25 % d'enseignants et intellectuels. Autour de ses 1 500 étudiants, elle contrôlerait 4 000 sympathisants groupés dans une organisation créée par elle à l'Université, une véritable troisième « *U.N.E.F.* », la « *Fédération Nationale des Comités de Lutte* » (F.N.C.L.).

Dans les lycées, elle a organisé le « *Front des Cercles Rouges lycéens* », qui existerait dans une quarantaine de villes.

Que cette organisation trotskyste dispose d'une base relativement modeste dans les milieux lycéen et étudiant nous semble indéniable. Mais il n'est pas douteux qu'elle exagère singulièrement l'état actuel de ses forces, lorsqu'elle prétend que ses militants ouvriers sont implantés dans 150 entreprises, notamment dans la région parisienne. Il est plus vraisemblable que la « *Ligue* » compte dans ses rangs quelques éléments travaillant dans des usines, non en tant qu'ouvriers, mais en qualité d'employés des bureaux, techniciens ou cadres.

Par contre, la « *Ligue* » a une influence certaine parmi les enseignants des trois cycles.

Le style de ses militants dans les meetings, manifestations ou défilés, souvent folklorique, atteste à l'évidence d'un contenu social petit-bourgeois et d'une idéologie nullement prolétarienne. Le cercle « Rouge » des Beaux-Arts se fait remarquer par sa fanfare excentrique.

Il ne faut pas méconnaître, toutefois, les moyens importants dont dispose ce groupe trotskyste, sur le plan de l'édition notamment, comme sur le plan de la diffusion de ses livres et de sa presse, grâce à la société d'éditions-librairies Maspero. Le trotskysme dispose là d'une efficace voie de pénétration idéologique et théorique qui, par delà tous les éléments marginaux qu'on peut rencontrer à « *La joie de lire* » rue Saint-Séverin à Paris, lui permet d'atteindre des intellectuels, enseignants et étudiants aspirant sincèrement à la révolution prolétarienne. Que cela manifeste un sens commercial ou un opportunisme teinté d'esprit « *recupérateur* », il faut reconnaître que Maspero édite et réédite tout ouvrage, quel qu'en soit le contenu, y compris des textes authentiquement marxistes-léninistes. Cette attitude n'est pas sans créer de graves confusions, comme celles entretenues par Gilbert Mury.

III. — POSITIONS...

La « *Ligue communiste* » ne dénonce pas le « *révisionnisme moderne* », qui n'existerait pas, selon elle, en dehors de ce qu'elle baptise « *stalinisme* ».

Si donc elle critique la ligne politique du P.C.F. et de la C.G.T., c'est toujours sur la base d'une contre-vérité historique de taille. La « *Ligue* » attribue aux dirigeants et militants du Parti révisionniste la qualité de « *staliniens* » qu'ils ont définitivement reniée depuis bientôt vingt ans, pour mieux trahir les principes du marxisme-léninisme. En vérité cette attitude n'empêche pas les trotskystes de poursuivre leur vieille tactique de « *l'entrisme* » mise au point par leur maître à penser, à l'époque d'une lutte acharnée de l'impérialisme mondial contre le Parti Communiste de l'Union Soviétique et le bastion du socialisme dans le monde qu'était alors l'U.R.S.S.

Les dirigeants de la « *Ligue Communiste* » adoptent facilement dans certaines circonstances, des positions tout à fait opportunistes vis-à-vis du Parti révisionniste. Par exemple, ils participent aux élections et font désister leurs candidats pour le candidat révisionniste au second tour. Autre exemple, ils font tout pour pratiquer l'unité dans certaines actions non point avec les adhérents de base du P.C.F., mais avec les dirigeants eux-mêmes, recherchant avec eux une alliance de sommet. La « *Ligue communiste* » considère l'U.R.S.S. comme un Etat Socialiste dégénéré, avec un contenu bureaucratique et la domination d'une classe néo-bourgeoise, mais elle se garde de dénoncer le caractère fondamental social-impérialiste de l'U.R.S.S., même si elle proteste avec force contre les manifestations concrètes de cette nature, comme l'invasion de la Tchécoslovaquie.

Les trotskystes de la « *Ligue* » ont manœuvré pendant quelques années en évitant des attaques trop vives contre le Parti Communiste Chinois et la République populaire de Chine. Mais ils ont changé de tactique depuis deux ans et n'hésitent plus à lancer contre nos

camarades chinois des campagnes insidieuses, mensongères et calomniatrices. Les numéros de « *Quatrième Internationale* » sortis depuis peu font preuve à cet égard d'une grossièreté et d'une bassesse rarement atteintes.

Ils ont adopté les positions des révisionnistes sur chacune des grandes questions soulevées dans la dernière période : Pakistan, Ceylan, Soudan, visite de Nixon, etc. Ils soutiennent publiquement les traîtres d'hier et d'aujourd'hui, qui se sont opposés et s'opposent à la juste ligne du Président Mao, tels Tchen Tousieou et Liou Chao-chi.

IV. — VOIE...

La « *Ligue Communiste* » préconise la voie de la violence révolutionnaire armée pour faire triompher la révolution.

V. — OBJECTIF...

La « *Ligue* » proclame la nécessité de la dictature du prolétariat dont elle conçoit la première forme étatique sous la forme d'un « *gouvernement des travailleurs* », c'est-à-dire des « *conseils* ». Dans son programme, elle avance toutefois un point de vue confus et opportuniste vis-à-vis de la fameuse « *autogestion* » si à la mode — bien que fort vétuste — parmi nombre d'intellectuels et de petits bourgeois.

VI. — LIGNE...

La ligne politique de la « *Ligue Communiste* » est caractéristique de l'opportunisme, et davantage de l'opportunisme de droite que du gauchisme. Elle récuse d'ailleurs explicitement le qualificatif de « *gauchiste* ».

Elle tente de passer alliance avec les formations sociales-démocrates comme le Parti socialiste et le P.S.U., non sans les avoir préalablement infiltrées de ses militants. Elle prise fort les conciliabules publics ou secrets « *aux sommets* ». Son bureau politique rencontre officiellement les représentants du Bureau Confédéral de la C.F.D.T. Les relations de Krivine et Rocard sont largement étalées. Précisons encore que le dirigeant de la « *Ligue* » est le gendre de Gilles Martinet, « *social-démocrate* » trotskysant récemment repassé du P.S.U. au P.S.

En principe la « *Ligue* » privilégie l'action de ses militants syndicaux dans la C.G.T. Mais, dans la pratique, et surtout depuis l'exclusion de Gilbert Hernot par les révisionnistes du P.« C. » F. d'abord, de la C.G.T. ensuite, les « *ligueurs* » se sont de plus en plus affiliés à la C.F.D.T. A noter que la « *Ligue* » est défavorable à l'entrée de ses militants à « *Force Ouvrière* ». En enquêtant sur « *Lutte Ouvrière* » nous examinerons le conflit qui a opposé les deux formations trotskystes à propos de l'affiliation confédérale de la « *Fédération de la Chimie* ».

Dernièrement, la « *Ligue* » a tenté de prendre la direction de la

tendance « *Ecole émancipée* » au sein des syndicats d'enseignants affiliés à la « *Fédération de l'Education Nationale* » (F.E.N.) autonome. Une vive bataille a alors opposé anarcho-syndicalistes et trotskystes comme trotskystes de divers chapelles entre eux. Il semble que la « *Ligue* » ait échoué dans sa tentative. Certains de ses militants ont été exclus de la tendance dont ils convoitaient la domination.

On trouve les premiers éléments de la ligne idéologique et politique de la « *Ligue communiste* » dans l'analyse publiée, avant sa fondation, sous le titre « *Mai 1968 : une répétition générale* » par Daniel Bensaïd et Henri Weber. Plus récemment, la « *Section française de la IV^e Internationale* » a diffusé un « *Manifeste* » de son Comité central réuni les 29 et 30 janvier 1972, présenté sous le titre « *Ce que veut la Ligue Communiste* ». Nous en publierons la critique dans les premiers numéros de « *l'Humanité Rouge* » édités après la période des vacances d'été 1972.

VII. — INTERNATIONALISME...

La « *Ligue Communiste* » attache dans la pratique comme dans la théorie une grande importance à l'internationalisme. Mais il s'agit évidemment d'un « *internationalisme* » bien particulier, limité aux sections se réclamant de la IV^e Internationale fondée par Trotsky contre les successeurs de Marx, Engels et Lénine, c'est-à-dire contre Staline et Mao Tsé-toung. La « *Ligue* » participe aux manifestations spectaculaires (tolérées pour le moins par les gouvernements bourgeois) groupant des militants trotskystes venus de différents pays, étudiants et intellectuels dans leur immense majorité, en France comme en Europe ou même dans d'autres continents. Qu'on imagine un peu la réaction des gouvernements capitalistes, s'il s'agissait de *rassemblements* et défilés organisés par les marxistes-léninistes !

Toutefois, la « *Ligue* » a adopté une position assez large par rapport à celle de la stricte idéologie trotskyste, sur les questions de révolution nationale anti-impérialiste. Avant 1968, la « *J.C.R.* » avait pour mot d'ordre « *Vive la révolution socialiste au Vietnam* » alors qu'il s'agit d'une révolution « *nationale-démocratique* ». La « *Ligue* » a abandonné ce slogan pour rallier des positions plus « *souples* ». Dans leurs défilés, les trotskystes de la « *Ligue* » courent en se tenant par le bras et en scandant : « *Ho... Ho... Ho... Ho Chi Minh !* ». Lorsqu'on évoque devant eux la fermeté révolutionnaire du Président Ho vis-à-vis de leurs homologues traîtres au mouvement révolutionnaire vietnamien, ils usent d'un mensonge éhonté en prétendant que le grand dirigeant du peuple vietnamien aurait fait l'éloge funèbre d'un trotskyste vietnamien ! Si Ho Chi Minh célébra un militant décédé, quel qu'il soit, c'est que celui-ci avait su adopter une juste attitude patriotique et révolutionnaire n'ayant absolument rien à voir avec les théories trotskystes. Et si ce militant avait pu s'égarer par le passé dans le borborygme trotskyste, il n'est pas douteux que Ho Chi Minh, comme tous les grands dirigeants, de Lénine et Staline à Mao Tsé-toung, savait distinguer l'homme capable de corriger ses erreurs passées de celui qui devenait un ennemi non susceptible d'être réédu-

qué. L'argument invoqué n'a donc qu'un caractère fallacieux, totalement étranger à la vérité historique.

La « *Ligue Communiste* » commet une imposture que n'ignorent aucun de ses dirigeants en se réclamant du vénéré et respecté Président Ho Chi Minh, éminent marxiste-léniniste et adversaire conséquent et inflexible du trotskysme.

La fin tragique de Che Guevarra lui fournit une autre occasion d'usurper un personnage présenté comme révolutionnaire et autour duquel a été fabriqué un véritable mythe. Ses militants scandent aussi volontiers « *Che... Che... Che... Che Gueverra !* », ce qui ne manque pas de séduire le romantisme révolutionnaire des lycéens et jeunes étudiants. Les trotskystes prétendent souvent que ce sont leurs homologues qui dirigent toutes les luttes armées en Amérique Latine. Par cette mystification ils essaient d'améliorer leur prestige aux yeux de la jeunesse. La « *Ligue* » est même allée, en son temps, jusqu'à prétendre devoir arracher aux marxistes-léninistes la *pensée-maotsétoung*, et a organisé dans ce but à la salle de la Mutualité à Paris, en 1969, un meeting de célébration de la révolution chinoise. Cette ridicule tentative de mystification tourna court et ses auteurs ayant par la suite attaqué le service d'ordre du meeting organisé par l'Association des Amitiés franco-chinoises reçurent une correction méritée.

Notons encore que la « *Ligue communiste* » a voulu « *récupérer* » les luttes des patriotes palestiniens. Mais ses représentants ont été promptement expulsés de toutes les organisations soutenant la Palestine contre Israël.

Enfin les trotskystes de la « *Ligue* » ont reconstitué en 1970 l'ancien « *Comité Vietnam National* » sous le sigle d'un « *Front de Solidarité Indochine* » (F.S.I.) qui n'est pas sans remporter quelques succès en raison de la carence notable des révisionnistes, mais aussi de nos propres insuffisances consécutives à la crise de 1970 et à la dispersion des militants se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung (ou du « *maoïsme* »). Il semble même que certains « *maoïstes* » participent aux activités propres de ce F.S.I. trotskyste.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

L'aspect principal de l'idéologie de la « *Ligue Communiste* » réside dans son caractère de classe, essentiellement intellectualiste petit-bourgeois. La « *Ligue* » aspire à faire prévaloir l'hégémonie de l'intelligentsia sur le mouvement révolutionnaire, elle vise à faire diriger la classe ouvrière par des fractions de la bourgeoisie.

L'aspect principal de sa politique apparaît nettement dans son caractère opportuniste, l'opportunisme de gauche n'y figurant jamais qu'en apparence pour dissimuler la réalité fondamentale de son opportunisme de droite. En définitive, la « *Ligue Communiste* » est une organisation sociale-démocrate. Le style même de son leader, Alain Krivine, jeune politicien bourgeois aussi brillant, opportuniste et « *magouilleur* » que certains de ses devanciers de la S.F.I.O., en apporte un éloquent témoignage. La « *Ligue communiste* » sert objectivement la bourgeoisie.

Lutte ouvrière

I. — ORIGINE...

Nous l'avons déjà précisé, le groupe trotskyste rassemblé autour du journal « *Lutte ouvrière* » est le continuateur de la fraction des trotskystes français intitulée « *Lutte de classes* », qui se sépara de la IV^e Internationale dès 1939 en lui reprochant son contenu petit-bourgeois. Certains prétendent qu'il fut sous l'occupation nazie la fameuse secte trotskyste qui préconisa de « *ne pas tirer sur les soldats allemands* » sous prétexte qu'ils n'étaient autres que « *des prolétaires sous l'uniforme* ». S'il est assuré que certains adeptes de Trotsky préconisèrent cette attitude justifiant l'apostrophe « *d'hitléro-trotskystes* », nous n'avons pas la certitude absolue que « *Lutte ouvrière* » les regroupe aujourd'hui dans ses rangs. Tout renseignement à ce sujet nous serait évidemment utile et précieux.

Après 1945, « *Lutte de classes* » devint « *l'Union Communiste Internationaliste* » (U.C.I.). Avant le 12 juin 1968, il publiait « *Voix ouvrière* ». Il fut atteint par le décret d'interdiction, se réorganisa et réapparut légalement.

II. — STRUCTURES...

Nous ignorons les structures, comme le nombre des militants de « *Lutte ouvrière* ». Ce qui est certain, c'est qu'elle a une implantation relative dans la classe ouvrière et qu'elle est dirigée par des militants ayant un certain âge et une expérience ancienne. Son activité s'exerce d'ailleurs exclusivement en direction de la classe ouvrière. Elle n'apparaît pas à l'université.

Certains historiens du mouvement ouvrier affirment qu'elle parvint à déclencher la fameuse grève dure de 1947 chez Renault et put, à son occasion, constituer un syndicat révolutionnaire (sous le nom de « *syndicat démocratique* ») comptant 800 adhérents, qui n'eut toutefois qu'une vie éphémère.

Outre « *Lutte ouvrière* », hebdomadaire présenté et conçu semble-t-il, par des professionnels du journalisme pour coller systématiquement à l'actualité, ce groupe s'efforce d'éditer de nombreux périodiques d'usines. Il serait présent dans environ 150 entreprises, ce qui explique peut-être le même chiffre avancé, en ce qui la concerne, avec beaucoup d'exagération, par la « *Ligue* » désireuse de se situer au moins à égalité avec son partenaire et adversaire au sein du trotskysme français. « *L.O.* » se manifeste dans la région parisienne, a une base assez solide dans le Cher à Vierzon, existe à Bordeaux, Clermont-Ferrand, Lyon et Marseille.

Son principal dirigeant connu s'appelle François Duburg.

III. — POSITIONS...

Il ne semble pas que les trotskystes de « *L.O.* » pratiquent

systématiquement l'entrisme dans le P.C.F., du moins depuis quelques années.

Leur dénonciation de l'opportunisme de droite du P.« C. »F. a la même forme que celle des autres trotskystes. Ils expliquent tout par le « *stalinisme* » et ne mentionnent que rarement le révisionnisme.

Même attitude en ce qui concerne le Parti Soviétique et l'U.R.S.S. qu'ils ne qualifient pas de sociale-impérialiste, mais d'Etat ouvrier « *dégénéré* » (la formule de Trotsky).

Vis-à-vis du Parti Communiste Chinois et du Parti du Travail d'Albanie, ils ont également une attitude de vive hostilité et les considèrent comme porteurs de tout ce qu'ils reprochent au fameux « *stalinisme* ».

D'ailleurs, pour eux, les Etats « *nés de révolutions agraires à direction petite-bourgeoise* » (ainsi caractérisent-ils les révolutions chinoise et vietnamienne) ne sont pas des Etats « *ouvriers* ». Du coup, la « *pensée-maotsétoung* » n'appartient pas au marxisme-léninisme !

« *Lutte Ouvrière* » a largement participé à la campagne anti-chinoise des derniers mois en propageant toutes sortes de calomnies et mensonges sur la politique internationale de la République Populaire de Chine. Elle a soutenu sans équivoque l'Union Soviétique au moment de son agression contre la Chine sur le fleuve Oussouri dans l'île Tchen-Pao.

IV. — VOIE...

« *Lutte Ouvrière* » participe aux élections en passant des alliances locales avec le « P.S.U. ».

Elle reste discrète sur sa conception stratégique de la Révolution, mais considère, nous venons de le voir, qu'un Etat ouvrier ne peut naître que d'une révolution prolétarienne à direction prolétarienne.

V. — OBJECTIF...

D'une manière générale ses pratiques sur le plan tactique se limitent aux problèmes immédiats et sont presque toujours entachées d'opportunisme de droite. Ses positions sont en général déterminées en fonction de celles du P.« C. »F. ou de la C.G.T.

Par exemple, lors du dernier référendum sur l'Europe, « *Lutte Ouvrière* » a fait campagne en faveur du « *Non* ». Pour les grèves déclenchées par la C.G.T., elle appelle toujours à y coller (ex. : grève de 24 heures du 7 juin 1972). Nous ignorons la position exacte de « L.O. » sur la dictature du prolétariat comme sur l'autogestion.

VI. — LIGNE...

Dans l'immédiat « L.O. » milite « *pour un programme d'union de tous les travailleurs* ». Elle accorde pour cela une importance principale aux revendications économiques. Elle apporte aussi son soutien au « *programme commun* » du P.« C. »F. et du P.S. au nom de l'Union de la gauche.

Dès après juin 1968, elle publia un numéro spécial appelant à la constitution rapide d'un « *Parti révolutionnaire* » regroupant toutes les tendances de l'extrême-gauche, du P.S.U. aux anarchistes et « maoïstes ». Seul Krivine répondit à cette offre. Un protocole d'accord a été signé en 1970 entre « *L.O.* » et la « *Ligue* », mais des divergences profondes paraissent subsister entre les deux organisations trotskystes.

Dans ses colonnes, *L.O.* fait preuve d'un opportunisme poussé, évite la polémique, publie une chronique présentant des extraits d'articles de toute la presse dite « gauchiste », dans laquelle figurent parfois des textes de « *l'Humanité Rouge* ». Mais c'est certainement dans son attitude vis-à-vis des syndicats qu'apparaît le mieux son opportunisme droitier.

La moitié de ses militants syndicables sont affiliés à la C.G.T., un quart à la C.F.D.T., un dernier quart à Force Ouvrière.

Pratiquement « *Lutte Ouvrière* » ne mène pas de lutte de principe contre le révisionnisme et le réformisme. Son entrisme vise seulement à conquérir des directions de syndicats ou autres organismes de direction. Aussi s'incline-t-elle facilement devant les positions des dirigeants confédéraux et fédéraux.

A noter que dernièrement, à Vierzon, les militants de « *Lutte Ouvrière* » se sont alliés avec les révisionnistes contre des travailleurs avancés et des militants marxistes-léninistes.

VII. — INTERNATIONALISME...

« *Lutte Ouvrière* » n'appartient pas à une Internationale et l'on connaît mal ses liaisons dans d'autres pays ou continents. Elle est en rapport avec un « *Parti Trotskyste* » de Grande-Bretagne, mais nous n'en savons pas davantage. Son attitude vis-à-vis du Mouvement de Révolution Nationale anti-impérialiste découle de sa conception étroite et ouvriériste des Etats socialistes. Elle ne soutient pas les luttes des peuples contre le colonialisme dans la mesure où elles sont dirigées, ou simplement soutenues, par des bourgeoisies nationales patriotes. Pour « *Lutte Ouvrière* », Ho Chi Minh ne fut pas un révolutionnaire communiste, mais seulement un nationaliste. Elle va même jusqu'à tenir le F.N.L. du Sud-Vietnam pour une organisation contre-révolutionnaire. On voit que sur ce point sa position est sensiblement différente de celle de la « *Ligue* ». Cette singulière attitude est à peu près unique dans les formations dites « gauchistes ». Seule « *l'A.J.S.* » s'en rapproche.

Au début de la guerre d'Algérie, les trotskystes de « *l'U.C.I.* », aïeule de « *L.O.* » apportèrent un soutien actif à Messali Hadj et au « *Mouvement Nationaliste Algérien* » (M.N.A.) qui se révéla bientôt comme entièrement noyauté par la police française. Des personnalités en vue aujourd'hui agissent dans le même sens, aux côtés des trotskystes et sous leur initiative. Preuves à l'appui, nous visons là, par exemple, Léo Hamon.

Il n'est pas étonnant qu'aujourd'hui « *Lutte Ouvrière* » s'avère hostile aux peuples arabes en accordant son soutien à l'Etat fantôme, colonialiste et raciste, d'Israël.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

L'idéologie de « *Lutte Ouvrière* » est principalement marquée par sa démagogie ouvriériste caractéristique de la petite-bourgeoisie.

L'opportunisme de droite constitue l'aspect principal de sa ligne politique, qui soutient objectivement celle des dirigeants révisionnistes du P. « C. » F.

L'alliance des jeunes pour le socialisme

I. — ORIGINE...

Découlant de la scission du trotskysme français sur la question de l'entrisme en 1952, le groupe animé par Pierre Lambert créa en 1961 un « *Comité de liaison des Etudiants révolutionnaires* » (C.L.E.R.) tandis qu'il subsistait lui-même sous le nom « *d'Organisation Communiste Internationale* » (O.C.I.). Il semble bien que le C.L.E.R. eut pour raison essentielle de contrebalancer l'influence des trotskystes de Krivine, alors couverts de l'étiquette « *U.E.C.* », dans le « *Front Universitaire Anti-fasciste* » (F.U.A.) constitué à l'occasion de la guerre d'Algérie.

En avril 1968, succéda au C.L.E.R. la « *Fédération des Etudiants Révolutionnaires* » (F.E.R.) qui eut pour organe le journal « *Révolte* ».

En dépit de leur absence des manifestations de Mai-Juin 1968, la F.E.R. et l'O.C.I. furent dissoutes le 12 juin 1968. Mais en 1970, le conseil d'Etat répara cette erreur du pouvoir bourgeois et annula le décret concernant ces deux groupes « *lambertistes* ». C'est là évidemment la preuve manifeste de la collusion de ces trotskystes avec la bourgeoisie au pouvoir.

Entre-temps, la F.E.R. était réapparue sous le sigle d'« *Alliance des Jeunes pour le Socialisme* » (A.J.S.) et lançait un nouvel organe : *Jeune Révolutionnaire*, tandis que l'« *O.C.I.* » publiait *Informations ouvrières* pour remplacer son organe d'avant 1968 : *La Vérité*.

Pour ces trotskystes, opposés à l'entrisme dans le P.«C.»F., les événements de 1968 n'étaient le fait que de « *l'aventurisme petit-bourgeois* ». Pierre Lambert, leur chef de file, n'était pas lui-même très partisan des mouvements de grève : il est permanent de « *Force Ouvrière* » à la Sécurité sociale ! D'après des renseignements récents, « *l'A.J.S.* » aurait été exclue de « *l'O.C.I.* » il y a quelques mois et ne conserverait de contacts internationaux qu'avec quelques trotskystes hongrois exilés de leur pays.

II. — STRUCTURES...

Il semble que les structures de « *l'A.J.S.* » soient copiées sur celles de « *l'Union des Jeunesses Communistes* » (révisionnistes) : ce

sont des « cercles » de base élisant, en congrès, une direction nationale.

Les adhérents de « l'A.J.S. » seraient environ 6.000 dont 2.000 étudiants. Il est très probable que ces chiffres sont exagérés, mais en milieu universitaire « l'A.J.S. » contrôle l'un des plus forts groupes issus de l'U.N.E.F., intitulé « U.N.E.F.-Unité Syndicale » et se réclamant de la légitimité du dernier congrès. 15 à 16.000 étudiants adhèrent à cette « U.N.E.F. » là, dont action et programme sont presque aussi réformistes que ceux de « l'U.N.E.F.-Renouveau » contrôlée par les révisionnistes, à une différence importante près cependant : « l'U.N.E.F.-Unité syndicale » de l'A.J.S. s'oppose à la participation et à la cogestion universitaires.

Le dirigeant actuel de « l'A.J.S. » est connu sous le pseudonyme de Charles Berg et réputé par sa violence de style fasciste, comparable à celle des « doriotistes » de sinistre mémoire. Au congrès de Marseille qui réunit les Assises de l'U.N.E.F. après le printemps révolutionnaire de 1968, il donna le signal d'une attaque physique forcenée contre nos camarades et tenta d'étrangler à sa descente de la tribune celui d'entre eux qui avait pris la parole. Les vendeurs de « l'Humanité-Rouge » ont souvent été agressés par des kommandos « lamberdistes ». Des luttes très dures ont été menées contre cette formation à Clermont-Ferrand, la base la plus importante de l'A.J.S.

Le secrétaire général de « l'U.N.E.F.-A.J.S. » est actuellement Michel Serac.

L'implantation de « l'A.J.S. » et de « l'O.C.I. » est très réduite en dehors de Paris et de quelques villes universitaires. Le contenu social de « l'A.J.S. » est essentiellement petit-bourgeois, comme son idéologie fascisante.

III. — POSITIONS...

« L'A.J.S. » adopte en permanence une attitude opportuniste vis-à-vis du P.« C. »F., tout en condamnant, comme les autres trotskystes, le « stalinisme ». Toutefois la concurrence rencontrée avec l'U.E.C. pour la direction de l'U.N.E.F. a quelque peu tempéré les « avances » que ces trotskystes faisaient en direction des révisionnistes.

Naturellement « A.J.S. » et « O.C.I. » sont farouchement hostiles au Parti Communiste Chinois et à la République populaire de Chine.

IV. — VOIE...

« L'A.J.S. » se déclare pour la révolution socialiste, mais nous ne connaissons pas exactement ses options tactiques et stratégiques qui semblent se rapprocher de la voie « pacifique ». En effet ce groupe trotskyste ne paraît pas s'opposer à l'électoratisme et soutient, dans les élections, les candidats socialistes. Un auteur critique vient de qualifier « l'A.J.S. » de « trotsko-molletiste ».

V. — OBJECTIF...

Nous ne connaissons pas les positions de « l'A.J.S. » sur la dictature du prolétariat comme sur l'autogestion.

La ligne immédiate de « l'A.J.S. » consiste à préconiser la réalisation d'un « *Front unique ouvrier* » rassemblant Parti Socialiste - Parti Révisionniste - C.G.T. et Force Ouvrière, mais surtout pas la C.F.D.T. que ces trotskystes qualifient d'organisation bourgeoise « *liée à la hiérarchie catholique* ». Cette ligne indique dans quel sens vont les alliances recherchées par « l'A.J.S. ». En fait les nombreuses propositions d'action commune avancées par « l'A.J.S. » en direction des « J.C. » (révisionnistes) ne reçoivent pas de suite. Mais les militants de « l'A.J.S. » ont davantage d'échos auprès des « *Jeunesses socialistes* », qu'ils ont d'ailleurs infiltrées en dépit de leur opposition originelle à l'entrisme.

Les salariés membres de « l'A.J.S. » se syndiquent à « *Force Ouvrière* », les enseignants constituent une tendance à l'intérieur de la « *Fédération de l'Education Nationale* » (F.E.N.), la tendance « *Front Unique Ouvrier* » (F.U.O.).

VII. — INTERNATIONALISME...

Les positions internationalistes des adhérents de « l'A.J.S. » sont à rapprocher de celles de « *Lutte Ouvrière* ». Si pour eux l'Union Soviétique est un Etat « *ouvrier* » parce que résultant d'une révolution prolétarienne, le Vietnam ou la Chine n'ont pas d'Etat ayant le même contenu de classe !

Précisons encore que « l'A.J.S. » tient Che Guevarra pour un « *faux révolutionnaire aventuriste et populiste* », sans doute par opposition avec son concurrent trotskyste, la « *Ligue Communiste* ». Notons encore que « l'A.J.S. » soutient les sionistes et l'Etat d'Israël contre la guerre de résistance à leur agression menée par les patriotes palestiniens.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

L'idéologie de « l'A.J.S. » est principalement sociale-démocrate. Sa politique est essentiellement opportuniste de droite, en dépit d'une violence physique parfois spectaculaire (défenestration des étudiants révisionnistes lors de l'occupation du siège central de l'U.N.E.F. à Paris) qui comme nous l'avons vu, rappelle les pratiques doriotistes.

L'Alliance Marxiste Révolutionnaire

I. — ORIGINE...

On a vu qu'après 1952 le trotskysme français s'est scindé en deux grandes tendances sur la question de l'entrisme. Les « *frankistes* », entristes, conservèrent l'affiliation au « *Parti Communiste Internationaliste* » (aujourd'hui « *Ligue Communiste* » de Krivine).

Mais, en 1965, se produisit une scission du « P.C.I. » sur la question de « l'autogestion ». La tendance « marxiste-révolutionnaire » de la IV^e Internationale se sépara du « P.C.I. » sous la direction de Michel Raptis dit « Pablo », défenseur acharné de l'autogestion. Nous ignorons l'intitulé exact de ce groupe « pabliste » à l'époque ; il existe aujourd'hui sous celui d'« Alliance Marxiste Révolutionnaire » (A.M.R.) et publie le bimensuel « L'Internationale ».

Il semble bien toutefois qu'avant de créer « l'A.M.R. », ces trotskystes militaient dans le « Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire » (C.I.M.R.), qui publiait l'hebdomadaire « Commune », en 1969, « pour un mouvement révolutionnaire unifié ».

Au moment de leur scission en 1965 ils s'étaient regroupés dans la section « africaine » de la IV^e Internationale. Pablo était alors à Alger (avant la prise en main du pouvoir par le Colonel Boumedienne) et figurait, dit-on, parmi les conseillers de Ben Bella. Si l'on se réfère à une polémique récemment apparue dans les colonnes de « Lutte Ouvrière », « l'A.M.R. » aurait catégoriquement rejeté le trotskysme depuis quelque temps. Rien n'est cependant moins sûr, à notre avis, et sans doute s'agit-il d'une nouvelle phase des luttes continues que se livrent entre elles les différentes sectes trotskystes.

II. — STRUCTURES...

Nous ignorons les structures organisationnelles de « l'A.M.R. » dont les dirigeants connus sont Najman et Nicolas Baby.

Il semble bien que Jean-Pierre Vigier, ex-membre du Comité Central du Parti « Communiste » Français (révisionniste) ait appartenu à cette tendance, malgré les dénégations qu'il nous opposa en 1968 sur sa qualité de « trotskyste ». De toutes façons, il n'est pas douteux qu'il a au moins des liens de famille avec le dirigeant de la « Ligue » Henri Weber, qui ne serait autre que son gendre. Mais cela n'est pas encore décisif pour juger de l'activité réelle, idéologique et politique, d'un militant. Actuellement, nous le verrons plus loin, Vigier est entré aux « Comités d'Initiative Communiste » (C.I.C.).

Quoi qu'il en soit, « l'A.M.R. » n'a qu'une faible audience d'intellectuels, ses effectifs ne dépasseraient pas 200 étudiants.

III. — POSITIONS...

Ses positions vis-à-vis du P.«C.»F., du révisionnisme, du P.C.U.S. et du social-impérialisme se traduisent surtout par une hostilité violente au prétendu « stalinisme » dont ils seraient encore les représentants. Dans la revue « Commune » certains articles signés de Philippe Robrieux faisaient preuve d'une véritable hystérie antistalinienne.

A une certaine époque, circulait le bruit que Pablo manifestait de la sympathie aux positions du Parti Communiste Chinois. Mais il semble bien que cela soit resté de courte durée et ce groupe trotskyste a vite retrouvé les ornières historiques de son courant, ne serait-

ce qu'à propos de la politique internationale de la République populaire de Chine.

IV. — VOIE...

Nous ignorons les positions exactes de « l'A.M.R. » sur la question du passage du capitalisme au socialisme.

V. — OBJECTIF...

Par contre nous savons qu'à la dictature du prolétariat qu'il abhorre, ce groupe oppose l'autogestion comme panacée universelle.

VI. — LIGNE...

Dans l'immédiat, « l'A.M.R. » préconise la mise en place de « *Comités pour un gouvernement des travailleurs* ». Il se prononce en faveur d'un rassemblement allant « *des socialistes à la nouvelle extrême-gauche en passant par les communistes* » (entendons les « *révisionnistes* »). Position comparable à celle, verbale tout au moins, de Michel Rocard, secrétaire général du P.S.U. L'attitude de « l'A.M.R. » vis-à-vis des syndicats consiste à en reconnaître l'utilité et à préconiser qu'en leur sein joue la démocratie ouvrière.

VII. — INTERNATIONALISME...

Comme tout groupement trotskyste, « l'A.M.R. » se réclame de l'internationalisme. Se rapprochant des positions de la « *Ligue* » en la matière, elle soutient les mouvements de révolution nationale anti-colonialiste et anti-impérialiste et ses militants participent au « *Front de Solidarité Indochine* ».

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

D'idéologie principalement intellectualiste petite-bourgeoise, « l'A.M.R. » a une ligne politique dont l'aspect principal est encore, incontestablement, l'opportunisme de droite.

Révolution !

I. — ORIGINE...

Après les événements de mai-juin 68, un certain nombre de « *Comités d'Action* » nés au cours des luttes, tentèrent de se structurer et de poursuivre leur activité. Ce fut le cas notamment au niveau

des Facultés et Lycées, à Marseille, et dès novembre 1968 parut le premier numéro d'un mensuel intitulé « Mai 68 », « journal des Comités d'action étudiants-travailleurs ».

A la même époque, les trotskystes frankistes préparaient activement la fondation de la « Ligue Communiste » et impulsaient un débat magouilleur dans les comités d'action contrôlés par eux, à Paris en particulier, en posant la question de l'adhésion à la IV^e Internationale. Mais un groupe de militants rassemblés autour d'Isaac Joshua contre-proposa une « Conférence des Révolutionnaires », puis constitua une minorité au sein de la « Ligue Communiste » une fois qu'elle fut créée. Cette opposition refusait le rattachement à l'Internationale trotskyste.

Le groupe « Révolution ! » est né en mars 1971 du regroupement de cette minorité parisienne avec les militants marseillais du groupe du « 11 Mai ». Il est animé par Henri Maller, et Isaac Joshua à Paris, et par le frère de ce dernier Samuel Joshua, à Marseille. Il s'oppose au « dogmatisme ossifié et droitier » de la IV^e Internationale et repousse sa tactique « droitière » d'entrisme dans les syndicats, bien que préconisant l'affiliation à la C.F.D.T.

Dès sa constitution, il publia un mensuel donnant son nom au groupe (« Révolution ! ») et portant pour sous-titre « Ce monde inquiet sent la poudre ! ».

II. — STRUCTURES...

Nous ignorons les structures organisationnelles réelles du groupe « Révolution ! » essentiellement composé d'étudiants et sans autre implantation notable que Paris et Marseille.

Dans son numéro de fondation, il s'affirmait toutefois pour le centralisme démocratique se réclamant du léninisme. Il a environ 300 adhérents, dont le contenu social et l'idéologie sont essentiellement intellectualistes.

« Révolution ! » projetait l'implantation de « noyaux révolutionnaires » dans les usines appuyant leur activité sur le mouvement ouvrier spontané. Mais nul résultat concret ne suivit ces intentions purement idéalistes.

III. — POSITIONS...

L'hostilité de « Révolution ! » au P.« C. »F. et au P.« C. »U.S. ne consiste pas seulement à réfuter le révisionnisme moderne, mais à attaquer surtout le « stalinisme ». Finalement ce groupe a débouché sur une formule lui permettant cette double et paradoxale attitude : il lutte contre le « révisionnisme stalinien » ! Pour lui l'U.R.S.S. est une « société de classes antagonistes où la bureaucratie joue le rôle d'une bourgeoisie » (N^o 7 - décembre 1971.)

Mais ce groupe a une originalité notable par rapport aux autres formations trotskystes. D'abord il ne se réfère pas explicitement à Trotsky. Ensuite il proclame son accord avec certains aspects de la ligne du Parti Communiste Chinois. Il a publié plusieurs articles

sur la révolution chinoise, en précisant qu'il « considère la direction maoïste comme une direction révolutionnaire dont le rôle historique, théorique et pratique doit être étudié avec la plus grande attention » (Révolution n° 7, déc. 71). En concluant « que la République populaire de Chine est une dictature du prolétariat, que la Chine est rouge et qu'une lutte de classes intense, aux lourdes conséquences pour l'avenir de la révolution, se poursuit aujourd'hui dans son cadre », il semble bien qu'il se soit orienté vers le soutien (tout à fait subjectiviste) d'éléments présentés en Occident comme favorables aux « ultra-gauchistes », tels Chen Po-ta et certains autres (29 novembre 1971.)

On pourrait dire à ces brillants théoriciens : « de quoi vous mêlez-vous ? ». Certains les ont baptisés du qualificatif au plus haut point paradoxal et ridicule de « Trotsko-maoïstes » !

IV. — VOIE...

« Révolution ! » est partisan de la violence révolutionnaire prolétarienne et se déclare hostile à l'électoratisme.

V. — OBJECTIF...

Nous n'avons pas trouvé de références explicites du groupe « Révolution ! » à la question fondamentale de la dictature du prolétariat. Nous ignorons également sa position exacte vis-à-vis de l'autogestion. Ses articles sur la dictature du prolétariat en Chine semblent impliquer toutefois qu'il approuve le principe de cette dernière.

VI. — LIGNE...

Dès sa création, « Révolution ! » appelait à la constitution d'un « Front de la Gauche Révolutionnaire » dont il écartait d'emblée la Ligue, l'A.J.S. et la G.P. Il se félicitait de pouvoir y récupérer certains anciens adhérents d'H.R. de la région Aix-Marseille.

Au mot d'ordre « Démocratie avancée », « Révolution ! » oppose celui de « Lutte de classes », tout en récusant le principe même de l'organisation des luttes dans la C.G.T.

VII. — INTERNATIONALISME...

L'internationalisme de « Révolution ! » s'exprime surtout verbalement en faveur de la « victoire des peuples d'Indochine » et dans le soutien aux actions des fedayins palestiniens.

Sans aller jusqu'à des positions d'une pureté rigoureuse, ce groupe se démarque des thèses trotskystes hostiles au mouvement national révolutionnaire anti-impérialiste. Il soutient les patriotes palestiniens dans leur juste combat contre l'occupation israélienne.

Toutefois il se permet de s'ingérer dans les affaires intérieures du peuple algérien et cela lui a valu, en juin dernier, une sévère

déconfiture dans son approche des travailleurs immigrés en grève à La Ciotat (Bouches-du-Rhône). Ses militants ont dû s'enfuir, non sans avoir reçu une leçon cuisante, alors qu'ils voulaient eux-mêmes dicter aux ouvriers algériens leur ligne de conduite politique dans leur propre pays ! Encore une fois de quoi donc se mêlent ces « révolutionnaires » (!) qui ne prennent même pas soin de se renseigner, de faire des enquêtes sérieuses avant de fixer leurs positions ?

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

L'idéologie du groupe « Révolution ! » reste principalement intellectueliste et petite-bourgeoise. Sa ligne politique présente un aspect principal « opportuniste de gauche », ce sont des « gauchistes », au juste sens marxiste-léniniste.

Les Centres d'Initiative Communiste

I. — ORIGINE...

Les « Centres d'Initiative Communiste » condamnent le « gauchisme ». Ils ne figurent d'ailleurs pas habituellement parmi les formations dites « gauchistes » (au sens bourgeois et révisionniste). Il s'agit d'une organisation apparue en 1970. Elle regroupe des exclus et des militants encore adhérents du Parti révisionniste, sur la base de leur opposition à la politique de ce dernier en mai-juin 1968 et à l'invasion brutale de la Tchécoslovaquie par le P.C.U.S. en août 1968. En réalité, les « C.I.C. » ont pour objet d'adapter à des conditions nouvelles le courant « oppositionnel » à la direction du P.«C.»F. né à la suite de la session du Comité Central des 3 et 4 septembre 1952 (qui lanca un « Front uni national »). Ce courant s'organisa concrètement en publiant alors une feuille intitulée « Unir » dont le premier numéro date du 10 octobre 1952.

Pendant des années, « Unir » se consacra à essayer d'impulser une lutte interne contre les déformations du centralisme démocratique dues à Thorez et à ses successeurs, mais systématiquement rattachées, comme une irréversible et permanente vérité, au seul « stalinisme ».

Les militants d'Unir, souvent porteurs de biographies importantes (Marcel Prenant, Jean Chaintron, Maurice Kriegel-Valrimont, etc...), parfois anciens dirigeants F.T.P. et même anciens combattants des Brigades Internationales en Espagne, approuvèrent le XX^e Congrès tout en considérant qu'il n'allait pas assez loin. Par la suite, ils se rattachèrent au fameux testament du secrétaire général du Parti Communiste d'Italie, Palmiro Togliatti.

Beaucoup les baptisèrent à l'époque « pro-italiens ». Nous les avons tenus longtemps pour « ultra-révissionnistes », et sans doute la question reste-t-elle posée. Mais leurs rangs sont à coup sûr hétérogènes et comptent des militants égarés par leurs déceptions et par la pression intense de la propagande habile des ennemis de tous aca-

bits du prolétariat révolutionnaire. Nombre d'entre eux ont eu, pendant la guerre d'Algérie, une activité positive et courageuse en soutenant résolument les patriotes algériens. Nous devons aussi reconnaître qu'ils furent de ceux, au sein du P. « C. » F., qui n'approuvèrent pas nos exclusions brutales et anti-statutaires, même si leurs moyens d'agir et leurs voix restèrent sans aucune efficacité. Sur des questions de politique intérieure, leurs avis sont parfois rapprochés des nôtres. Nous pensons qu'ils jouent un rôle dans la direction de l'A.N.A.C.R. et peut-être dans d'autres organisations d'anciens combattants et victimes de la barbarie nazie.

Par ailleurs il n'est pas douteux que des éléments trotskystes agissent en leur direction pour les gagner à eux sur la base de l'antistalinisme.

Après août 1968, une situation nouvelle apparut dans leurs rangs et, de leur propre constatation, « *la majorité des abonnés d'Unir (7.000 d'après leurs indications publiques) ne croit plus — depuis l'intervention armée en Tchécoslovaquie — à la possibilité du redressement interne* ». C'est alors que naît pour eux la nécessité d'une organisation structurée, extérieure au Parti révisionniste « *pour un épaulement réciproque des vrais communistes à l'intérieur et à l'extérieur, pour faire progresser le courant jusqu'à la crise salutaire... La suite des événements dira si le Parti se redressera, s'il se construira à partir d'une scission ou s'il sera constitué uniquement de l'extérieur* ».

A partir de ce moment, le développement « *d'Unir* », sa transformation qui ne prend forme qu'en 1970, se rattache indubitablement à l'apparition sur le plan mondial d'une opposition au Parti Communiste d'U.R.S.S. dans les rangs des Partis ayant approuvé le XX^e Congrès.

Nous n'avons pas le droit d'ignorer et sous-estimer ce phénomène, dans la mesure où il contribue à isoler le bastion central du révisionnisme, la cible principale de nos coups, le Parti révisionniste d'Union Soviétique. Ceci ne signifie en rien que nous allons appuyer nos efforts sur des Partis ou groupes n'ayant pas eux-mêmes complètement rejeté le révisionnisme ; mais signifie simplement que comptant d'abord et avant tout sur nos propres forces, nous ne pouvons rester indifférents à la désintégration interne du bloc révisionniste. Et si nous avons possibilité d'en accélérer le processus, nous ne devons pas la mésestimer.

De plus, au cours d'un tel phénomène, des conditions nouvelles peuvent apparaître et confirmer les indications du Président Mao lui-même, selon qui le révisionnisme sera (historiquement) de courte durée. Les exemples de Maria-Antonietta Macchiocchi et du groupe « *Tel Quel* » en France attestent que certaines positions ne sont pas immuables et que nous ne devons jamais considérer quoi que ce soit comme statique et définitif.

Roger Garaudy, que nous tenons pour un pape du révisionnisme moderne, mais qui vient d'exprimer dans son livre « *L'Alternative* » des idées nouvelles sous sa plume, en ce qui concerne la « *Grande Révolution Culturelle Prolétarienne* » en Chine, a joué un rôle international non négligeable au cours des dernières années, en opposition

catégorique avec les thèses des dirigeants révisionnistes de Moscou et aussi de Paris.

En février 1969, il récuse la dictature d'un seul Parti « *dans l'édification du socialisme* », mais en même temps que cette grave révision du léninisme, il récuse aussi la dictature du Parti Soviétique sur les autres Partis. Peu après, il condamne l'attitude de la « *délé-gation* » du P.« C. »F. conduite par Marchais à la prétendue 3^e conférence du Mouvement Communiste International. Cette attitude consistait à accorder un blanc-seing à l'occupation de la Tchécoslovaquie. L'article consacré à ces questions par Garaudy paraît dans le numéro de février 1969 de l'organe théorique du P.C. espagnol « *Nuestra Bandera* ».

Le 4 septembre 1969, c'est dans la revue yougoslave « *Kommu-nist* » que Garaudy critique le document adopté par la fameuse Conférence de Moscou.

Garaudy sera exclu, comme nous l'avons déjà exposé, par le XIX^e Congrès et dans sa charrette monteront d'autres anciens dirigeants du P.« C. »F. : Charles Tillon (ancien « mutin » de la Mer Noire, ancien commandant en chef des F.T.P.) et sa femme Raymonde (veuve de Charles Nedelec, membre du Comité Central, fusillé par les nazis), elle-même ancienne déportée, comme communiste, dans un camp de concentration nazi.

A propos de Tillon, signalons qu'il se défend avec indignation d'être pour quoi que ce soit dans les bombardements de 1945 sur les populations du Constantinois, dont la décision aurait été prise pardessus son autorité par de Gaulle lui-même. Désireux de démissionner de son poste de ministre en signe de protestation, Thorez et le Bureau Politique lui auraient alors intimé l'ordre de n'en rien faire.

Le 3 juin 1970, Garaudy, Tillon, Pronteau, Kriegel-Valrimont, tous quatre anciens membres du Comité Central du P.« C. »F., lancent un premier appel dont l'aspect principal consiste à démasquer le « *blocage politique* » opposé par la direction du P.« C. »F. à « *tout pas en avant vers le socialisme* ».

En juillet 1970, cet Appel est suivi d'un autre Document signé par 28 militants exclus ou encore membres du P.« C. »F., tous, anciens résistants ou anciens d'Espagne, ayant exercé dans le P.« C. »F. des fonctions responsables importantes. Comme dans l'Appel des quatre, l'Appel des 28 ne comporte aucune référence explicite à ce qui va devenir par la suite le bouc émissaire de tous les maux constatés, cet arbre qui va dissimuler, pour les militants, la forêt du révisionnisme anti-léniniste, le « *Stalinisme* ».

A la suite de cette nouvelle manifestation d'opposition au Groupe Marchais et à sa ligne politique de collaboration de classes, Victor Leduc et Robert Simon seront à leur tour exclus. En novembre 1970, 68 militants lancent alors une « *Déclaration* » d'intention devant donner naissance aux « *Centres d'Initiative Communiste* ». Leur texte sera bientôt appuyé par 700 signatures, parmi lesquelles 400 émanant de membres actuels du P.« C. »F.

Le 22 janvier 1971, salle Lancry à Paris, se tient la première Assemblée qui élit un Comité de coordination provisoire.

Nous tenons pour grave et profondément regrettable que ces vieux communistes, tout en exprimant des critiques fondées et pertinentes vis-à-vis du P.«C.»F., aient cru juste d'adopter d'emblée, sans longs efforts préalables de connaissance et d'analyse, une condamnation globale et idéaliste de ce qu'ils appellent — comme la bourgeoisie mondiale elle-même — le « stalinisme ». Au surplus, pourquoi, sans nulle connaissance concrète de la réalité historique, lancer contre la Chine populaire l'accusation de « déformations bureaucratiques et autoritaires » ? Est-ce là une juste application de la méthode du matérialisme historique et dialectique que leur a enseigné le marxisme-léninisme ? Il y a là une contradiction évidente avec leur intention « d'analyser la crise du mouvement communiste international et de déterminer la manière dont doivent s'établir les liens entre partis communistes, afin que, dans l'indépendance réelle et la liberté de critique entre tous, puissent se renforcer leur solidarité et l'internationalisme prolétarien ». Est-il juste, en effet, de fournir une réponse (subjective et erronée à notre avis) en même temps que l'on pose le problème auquel elle prétend répondre ?

Enfin, les 1^{er} et 2 mai 1971, se tint la « Première Rencontre Nationale des C.I.C. » groupant 66 délégués venant de la région parisienne et de Nice, Carcassonne, Aix-en-Provence, Toulouse et Rennes (dont 16 ouvriers, 45 autres salariés et 5 étudiants, 14 d'entre eux étant encore adhérents au P.«C.»F.).

Cette première Assemblée élaborait et vota une « Adresse aux militants communistes, aux militants des organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière, à tous ceux qui veulent la victoire du socialisme ». Il ne semble pas que cette première initiative ait été suivie de succès importants. Aussi ses protagonistes convoquèrent-ils quelques mois plus tard une « Seconde rencontre Nationale ». Celle-ci s'est tenue les 20 et 21 novembre 1971, a publié une « déclaration » politique, a mis au point un règlement intérieur des « C.I.C. », a désigné un Comité politique national et une Délégation permanente qui en est l'organisme exécutif.

Sauf éventualité de dissimulation sous des pseudonymes, il est à remarquer que ni Garaudy, ni Pronteau, ni Kriegel-Valrimont ne figurent dans la direction ainsi élue. Nous ignorons si ce fait traduit des désaccords idéologiques ou politiques.

II. — STRUCTURES...

Dans un communiqué de presse publié le 15 novembre 1971, avant leur deuxième rencontre, les « C.I.C. » indiquaient que leurs effectifs dépassaient les 1 300 adhérents, dont 31 % encore membres du P.«C.»F., 58 % anciens membres et 11 % de sympathisants inorganisés jusque-là.

Ce communiqué précisait que le lancement du mensuel *Action*, organe des « C.I.C. », bénéficiait d'une souscription ayant recueilli à l'époque 15 000 francs (1 million et demi d'anciens francs), ce qui nous paraît faible, et de 650 abonnements avant parution, ce qui nous paraît un peu plus important.

De fait, le numéro 1 d'*Action* n'est sorti qu'au mois de mars 1972 et, depuis lors, ce journal a été publié chaque mois.

Il nous semble que le contenu social des « *C.I.C.* » est plus petit-bourgeois, notamment intellectualiste que prolétarien. Mais il convient de noter que nombre de leurs militants sont des hommes qui ont su, dans leur passé, faire preuve d'idéologie prolétarienne, ne reculant pas devant les sacrifices exigés par la lutte et les combats révolutionnaires. Mais le passé peut-il garantir le présent et l'avenir ? Certes, nullement. A n'en pas douter, des éléments ennemis se sont aussi infiltrés dans leurs rangs : nous sommes bien placés pour savoir que bourgeois et révisionnistes pratiquent systématiquement la pénétration de toute organisation nouvelle qui entend lutter contre eux. Les trotskystes ne restent pas non plus inactifs. Il faut s'attendre à voir se développer la lutte de classes dans les rangs des « *C.I.C.* ». D'ores et déjà, la question cruciale de l'attitude tactique à adopter vis-à-vis du P.« C. »F. en constitue un premier support. La controverse est engagée entre ceux qui continuent à croire à la possibilité d'un redressement interne du P.« C. »F. et ceux qui n'y croient plus. Nous avons nous-mêmes connu un tel débat et considérons qu'en rejetant toutes illusions à ce sujet nos rangs ont vu triompher la ligne idéologique conforme aux intérêts du prolétariat.

III. — POSITIONS...

Nous avons déjà exposé l'attitude des « *C.I.C.* » vis-à-vis du P.« C. »F. et du révisionnisme moderne.

Ces militants qualifient de « *staliniens* » les traîtres qui ont usurpé les directions du P.« C. »F. et du P.« C. »U.S. C'est là un véritable contre-sens historique.

En ne prenant en considération que les aspects négatifs de l'œuvre de Staline et en ignorant totalement les aspects léninistes et positifs, les « *C.I.C.* » ne pratiquent pas une méthode matérialiste historique et dialectique. Ils font preuve de subjectivisme, exactement comme si nous-mêmes ne considérions exclusivement que les aspects positifs de l'œuvre de Staline. Or, il est rigoureusement contraire à la vérité historique que Marchais par exemple, soit un « *stalilien* ». Au moment où Staline et les peuples soviétiques résistaient à l'agression hitlérienne et passaient à la contre-offensive victorieuse à Stalingrad, Marchais, lui, s'engageait volontairement pour aller travailler chez les nazis. De même peut-on assimiler Brejnev à un « *stalilien* », ne serait-ce que par rapport à l'attitude de l'armée soviétique en Tchécoslovaquie ? Placée sous l'autorité de Staline, cette armée libéra cette nation et son peuple de l'oppression hitlérienne. Placée sous l'autorité de Brejnev, cette armée occupa cette nation et y instaura une oppression étrangère brutale sur son peuple.

Vis-à-vis du Parti Communiste Chinois, du Parti du Travail d'Albanie et des pensées politiques de Mao Tsé-toung comme d'Enver Hoxha, les « *C.I.C.* » n'ont pas fourni de nouvelles appréciations publiques vraiment sérieuses depuis leur jugement sur la bureaucratie et l'autoritarisme de la Chine publié par leur première

rencontre nationale. Ils ne paraissent pas désireux de s'informer concrètement.

Nous avons toutefois relevé dans le numéro d'*Unir* de janvier 1972 un article signé « Paul Derrien » publié sous le titre : « "La Pensée-maotsétoung" et ses applications pratiques » qui reprenait toute une série d'attaques déjà lancées par les dirigeants révisionnistes, sans nuls fondements solides.

Action, pour sa part, n'a rien publié qui aille de façon définitive dans la même voie subjectiviste.

A notre avis, les révélations apportées par Maria Antonietta Macchiocchi dans son étude *De la Chine*, sont de nature à aider considérablement certains militants des « C.I.C. » à une meilleure connaissance d'un problème de portée universelle et historique que, honnêtement ils ne peuvent ni éluder, ni ignorer, ni juger de manière précipitée.

IV et V. — VOIE... et OBJECTIF...

Les « C.I.C. » sont hostiles à la voie pacifiste dite de « démocratie avancée ». Ils proclament : « Une ligne révolutionnaire adaptée à toutes les conditions de la société actuelle nécessite un approfondissement théorique, s'inspire des acquis de la pensée marxiste, des traditions de la lutte de classes et de ses organisations, mais aussi l'appel à l'initiative immense des masses. »

Ils appellent encore à « faire triompher dans l'action une véritable politique d'unité, dans la lutte de masse contre le régime et pour un socialisme sous le contrôle des travailleurs ». Il semble bien qu'ils évoquent ici l'idée, si vieille mais actuellement à la mode, de l'auto-gestion.

Ils ne parlent pas de « dictature du prolétariat ».

VI. — LIGNE...

Dans l'immédiat, les « C.I.C. » préconisent la constitution d'un « Front de lutte pour le socialisme » s'appuyant sur des « comités d'unité populaire de lutte pour le socialisme », dans les entreprises, les établissements d'enseignement, les quartiers.

Les « C.I.C. » envisageaient en novembre 1971 la mise en œuvre d'une campagne nationale sur les problèmes de l'unité pour aboutir à la tenue d'une « conférence nationale des partisans de l'unité populaire pour le socialisme ». Mais il semble que, depuis lors, cette idée n'ait pas connu de progrès conséquent.

Les « C.I.C. » ne sont pas opposés au syndicalisme, mais prennent soin d'en distinguer la fonction par rapport à celle des structures politiques proprement dites.

VII. — INTERNATIONALISME...

Les « C.I.C. » regroupent des militants acquis à l'idée de l'internationalisme, mais il semble bien que leurs intentions concernant

le mouvement communiste international n'accordent pas la priorité absolue à une véritable lutte de classe sur les plans idéologique et politique. Cela ne signifie pas que dans leur analyse de la situation internationale ne figurent pas certains points de vue convergents avec les nôtres. Il est à peu près sûr que leur ligne sur cette question reflète l'hétérogénéité et non point l'homogénéité de leurs rangs.

Les « C.I.C. » soutiennent sans réserve les luttes de révolution nationale anti-impérialistes et anticolonialistes des peuples indo-chinois. Nous ignorons leur position exacte concernant la situation en Palestine.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

Sur le plan idéologique, il est encore difficile de préciser quel est l'aspect principal de cette formation composée de vieux militants issus du Parti Communiste Français, sincères et honnêtes dans leur immense majorité, mais souvent troublés par la pression des idées venues du révisionnisme, et peut-être aussi, pour quelques-uns, du trotskysme.

Sur le plan politique, l'aspect principal est sans doute la trop grande sous-estimation du caractère de lutte de classe qui domine tous les problèmes de notre temps, y compris ceux de ce qu'ils considèrent encore globalement comme le mouvement communiste international.

Les Cahiers de Mai

I. — ORIGINE...

Le premier numéro des « *Cahiers de Mai* » est sorti le 15 juin 1968. Il était présenté comme rassemblant « *documents, études, débats pour la poursuite du mouvement* » et bimensuel. Mais au mois de novembre il ne parut pas.

Lancés par une équipe restreinte comprenant Daniel Anselme, ancien rédacteur aux « *Lettres françaises* » et, dit-on, Péninou et Kravetz, anciens dirigeants de la F.G.E.L. de l'U.N.E.F., les « *Cahiers de Mai* » avaient recherché, pendant le mois de novembre, une structuration leur permettant « *une liaison et une collaboration de plus en plus étroites avec les travailleurs et les étudiants* ». Ils reparurent le 1^{er} décembre, et depuis lors, malgré de graves difficultés financières, n'ont plus cessé leur publication.

II. — STRUCTURES...

De fait, cette publication ne semble pas être parvenue à cristalliser autour d'elle une véritable formation. Mais sans doute n'était-ce pas là son objectif premier, car elle paraît s'en accommoder parfaitement. Elle vise davantage à constituer une tribune spontanée, pour

un échange d'idées et d'expériences, assez largement ouverte à tous ceux qui désirent l'utiliser.

Nous avons connu dans nos rangs, après mai-juin 68, cette tendance à se débarrasser de toutes structures en vue de permettre le libre développement d'un large débat, dont certains espéraient qu'il allait enfanter les armes les plus efficaces de la révolution. D'ailleurs, plusieurs de nos militants, et non des moindres, sont passés de nos rangs dans ceux de cette publication, beaucoup moins soumis certes aux tracasseries de la répression policière. Il n'est pas douteux que nombre de correspondants des « *Cahiers de Mai* » sont des travailleurs, mais les intellectuels y apparaissent également, sans doute en nombre supérieur. L'idéologie qui ressort des « *Cahiers de Mai* » ne peut être tenue pour prolétarienne de manière homogène, dès lors qu'il s'agit d'une entreprise limitée à une simple vocation journalistique dominée par le désir de servir la seule spontanéité des masses.

III. — POSITIONS...

La position des « *Cahiers de Mai* » vis-à-vis des Partis révisionnistes français et soviétique n'apparaît pas toujours clairement. La dénonciation des pratiques des dirigeants confédéraux et fédéraux de la C.G.T. n'est qu'occasionnelle, épisodique, et ne s'appuie nullement sur une analyse fondamentale. Aucune position n'est exprimée concernant le Parti Communiste Chinois et la pensée-maotsétoung, même lorsque les « *Cahiers de Mai* » traitent du « rôle politique de l'enquête ».

IV. — VOIE...

Les « *Cahiers de Mai* » ne préconisent aucune voie particulière pour passer du capitalisme au socialisme. Ils semblent témoigner une certaine faveur à la « *gestion directe* », c'est-à-dire à l'autogestion. La « *dictature du prolétariat* » ne figure pas dans leur vocabulaire.

VI. — LIGNE...

La ligne des « *Cahiers de Mai* » consiste à considérer que « l'organisation ouvrière nouvelle » sortira de la spontanéité du mouvement des travailleurs à l'issue d'un assez long processus de luttes.

Cette ligne n'est pas contre les syndicats par principe, mais tient pour assuré que les directions actuelles des confédérations, surtout celle de la C.G.T., ne sont plus à même de répondre concrètement aux aspirations ouvrières. La critique des dirigeants des syndicats n'apparaît que dans les relations envoyées par les correspondants d'usine, de village ou de région. Elle n'est donc souvent que descriptive.

VII. — INTERNATIONALISME...

Les « *Cahiers de Mai* » respectent l'internationalisme prolétarien et soutiennent les luttes des travailleurs immigrés. Ils ont joué un

rôle appréciable, sur le plan de l'information et du soutien matériel pour aider les grévistes de Penarroya presque tous originaires d'Afrique du Nord. Ils ont réalisé à cette occasion un film, qu'ils nous ont loué lors de notre meeting central « *Classe contre classe* » à Paris.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

Nous ne pouvons définir l'aspect principal de l'idéologie des « *Cahiers de Mai* ». Si l'on s'en tient à leur lecture, il paraît être qu'ils « *servent le peuple* », mais encore faudrait-il que nous ayions une connaissance plus approfondie de leur activité concrète et de leurs projets.

Sur le plan politique, il n'est pas douteux que les « *Cahiers de Mai* » s'efforcent de soutenir les luttes de la classe ouvrière, mais ils n'envisagent pas de façon marxiste-léniniste la construction de l'arme indispensable à la révolution prolétarienne : un authentique Parti communiste, avant-garde du prolétariat placée sous l'hégémonie absolue de la classe ouvrière. De toutes façons, la lecture des « *Cahiers de Mai* » est riche d'informations ouvrières. En ce sens, elle est intéressante dans la période actuelle.

Le Parti Socialiste Unifié

I. — ORIGINE...

Au mois d'août 1970, « *l'Humanité Rouge* » a publié un « *Dossier critique du P.S.U.* » dont le premier chapitre concernait « *l'histoire du P.S.U.* ». Il en ressortait à l'évidence que l'origine politique de cette formation se rattache sans ambiguïté à la social-démocratie classique.

1° Dans les années 50, une lutte de personnes pour le pouvoir se déroula à l'intérieur du Parti socialiste S.F.I.O. Guy Mollet triompha de ses principaux concurrents, qui lui rendirent la monnaie de sa pièce en organisant fin 1958 une scission fondée sur le prétexte d'une opposition à sa politique algérienne (arrestation de Ben Bella) et sur le soutien à de Gaulle. Ainsi naquit le « *Parti Socialiste Autonome* » (P.S.A.).

2° Dès avant 1950, le « *Rassemblement Démocratique Révolutionnaire* » (R.D.R.) avait donné naissance au « *Centre d'Action des Gauches Indépendantes* » (C.A.G.I.). En 1955, ce dernier avait fusionné avec « *l'Union Progressiste* » (organisation proche du Parti « Communiste » Français, dirigée par Emmanuel d'Astier de la Vigerie et Pierre Cot) et avec la « *Jeune République* » (organisation catholique fondée en 1912) pour constituer la « *Nouvelle Gauche* ». Puis, en 1957, cette « *Nouvelle Gauche* » fusionnait à son tour avec le « *Mouvement de Libération du Peuple* » (M.L.P.), groupe catholique ouvrier, pour fonder « *l'Union de la Gauche Socialiste* » (U.G.S.). Des éléments trotskystes ou trotskysants participaient à ces organisations successives.

3° Dès 1956, le groupe « *Tribune du Communisme* », animé par Serge Mallet et Poperen, était issu d'une fraction oppositionnelle du Parti « Communiste » Français.

En 1960, le *Parti Socialiste Unifié (P.S.U.)* est né de la réunion formelle de ces trois formations : le Parti Socialiste Autonome (P.S.A.), l'Union de la Gauche Socialiste (U.G.S.) et Tribune du Communisme.

Ainsi, sur ses fonds baptismaux, ce Parti était-il marqué d'une hétérogénéité à trois pôles essentiels : la social-démocratie, le catholicisme « de gauche », le trotskisme. L'ensemble présentait toutefois pour aspect principal celui du premier de ces trois pôles, le P.S.A. étant nettement plus nombreux que les deux autres.

Le P.S.U. est un parti à tendances, tout comme les partis socialiste et radical, anciennes ou nouvelles moutures.

II. — STRUCTURES...

Les structures du P.S.U. « assurent l'entière démocratie d'élaboration politique à l'intérieur et la plus grande discipline à l'extérieur », mais elles ne sont pas fondées sur le centralisme démocratique. Les décisions sont adoptées à la majorité simple, mais si elles contreviennent aux statuts en vigueur, elles doivent être prises à la majorité des deux tiers. Les tendances sont acceptées.

Ces structures comprennent :

— les « *groupes* » de base, dont le nombre d'adhérents ne paraît pas limité. Ces groupes peuvent être constitués dans les entreprises, dans les quartiers des grandes villes ou dans les communes plus petites, dans les villages, dans les facultés, instituts, lycées, etc. Ces « *groupes* » peuvent admettre en leur sein des sympathisants non membres du P.S.U., mais désireux de militer sous sa direction ;

— les « *sections* » coordonnent les groupes. Elles sont l'échelon de base de délibération et décision politiques. C'est au niveau des sections que sont attribués les droits de vote dans les instances supérieures ;

— les « *Fédérations* » organisées en « *Conseils fédéraux* » dirigent les sections au niveau d'un département ;

— les « *Conseils régionaux* » désignés par plusieurs « *Conseils fédéraux* » ont compétence pour délibérer et décider des solutions aux problèmes politiques de la région, dans l'application de la ligne du P.S.U. au niveau régional ;

— les « *Congrès* » du P.S.U. élisent une « *Direction Politique Nationale* » de 39 membres, tous titulaires. Elle se réunit de droit tous les trois mois ;

— le « *Bureau National* » (B.N.) est l'organe exécutif de la Direction Politique Nationale. Le nombre de ses membres ne peut être supérieur à treize.

— Entre deux Congrès peut être réuni un « *Conseil National* » auquel participent les membres de la Direction Politique Nationale et les délégués des Fédérations.

En 1969, le P.S.U. proclamait qu'il comptait près de 16 000 adhérents, dont 60 % recrutés en mai-juin 1968 ou par la suite. Il annonçait alors 12,9 % d'ouvriers 14,2 % d'employés, 12,8 % de techniciens et cadres administratifs moyens, 22,9 % d'enseignants (13,7 % de professeurs et 9,2 % d'instituteurs), 10,9 % d'étudiants, 10,2 % de retraités divers. Les 16,1 % restant se répartissent en très petites quantités parmi les agriculteurs (1,9 %), les ouvriers agricoles (0,2 %), les industriels (0,2 %), les artisans et commerçants (3,5 %), les professions libérales (2,1 %), les ingénieurs (4,6 %), les cadres supérieurs (2,1 %), d'autres catégories diverses (1,2 %), et, fait notable, les prêtres et pasteurs (0,3 %). (Notons que les effectifs du P.S.U. ont probablement diminué depuis 1969.)

On peut facilement déduire de ces statistiques que le contenu social du P.S.U. est à majorité petite bourgeoise. Son idéologie dominante lui correspond.

L'organe central du P.S.U. est l'hebdomadaire *Tribune Socialiste* qui tire à moins de 20 000 exemplaires et connaît de réelles difficultés.

III. — POSITIONS...

Sous la direction de Rocard, le P.S.U. a réservé toutes possibilités d'entente et d'alliance avec le Parti « Communiste » Français. Mais si leurs relations ne se sont pas développées dans les dernières années, c'est essentiellement du fait de la pression exercée par la base des militants du P.S.U., notamment des jeunes adhérents recrutés depuis 1968. De leur côté, les dirigeants révisionnistes ont réagi de manière antagonique et préféré porter leurs efforts « unitaires » en direction du nouveau Parti Socialiste ayant Mitterrand à sa tête.

Le P.S.U. ne dénonce pas explicitement le révisionnisme moderne, par contre, il donne au « *stalinisme* » le sens que lui attribuent trotskystes et certains autres anticommunistes.

Le P.S.U. critique la politique du P.C.U.S. et de l'U.R.S.S., mais ne la dénonce pas comme « *social-impérialiste* ».

Vis-à-vis du Parti du Travail d'Albanie et du Parti Communiste Chinois, le P.S.U. reste peu loquace ; il aimerait obtenir leur reconnaissance comme parti révolutionnaire prolétarien, et nous savons qu'il a pris dans ce sens quelques initiatives sans pour autant parvenir à cette fin (et pour cause !).

En définitive, il a participé, quoique sans empressement, à la campagne antichinoise déclenchée à l'occasion de l'agression indienne contre le Pakistan.

IV. — VOIE...

Pour parvenir au socialisme, le P.S.U. récuse la voie préconisée par les révisionnistes et condamne la « *démocratie avancée* ».

Mais il reste extrêmement vague sur la question de la violence révolutionnaire, s'adonnant lui-même à une activité soutenue à l'occasion de toutes les élections. Le P.S.U. a d'ailleurs un député en la

personne de son secrétaire général Michel Rocard, ancien secrétaire des étudiants socialistes S.F.I.O. et ancien chef de cabinet de Giscard d'Estaing, sous le pseudonyme de « Servais ».

V. — OBJECTIF...

Le P.S.U. se proclame certes « pour le socialisme ». Mais de quel socialisme s'agit-il en réalité ?

Dans son livre *Le P.S.U. et l'avenir socialiste de la France*, Rocard révèle avec sincérité le fond de sa pensée :

« Nous avons refusé explicitement le terme « dictature du prolétariat » à cause de sa variante stalinienne, explique-t-il, mais je crois que le raffinement qui consiste à distinguer entre Lénine et Staline est un peu illusoire dans la mesure où les fondements de ce qui allait se passer étaient tout de même acquis sous Lénine. »

Voilà qui a le mérite de la clarté et de la vérité. Le socialisme conçu par le P.S.U. sera donc un système caractérisé : 1° par la liberté d'expression assurée à tous les courants, amis ou ennemis, qui subsisteront dans une société pluraliste ; 2° par la diminution des fonctions de l'Etat central, diminution qui consacrera la liberté. « Chargé de préparer l'avenir, de diriger la planification et d'orienter la recherche, l'Etat devra être déchargé de l'essentiel de ses fonctions de gestion courante soit au profit de services publics autogérés (éducation, santé), soit au profit des collectivités régionales (aménagement du territoire, tutelle des entreprises de dimensions régionales, logement, etc.) ou locales. » 3° par le rôle contestataire accordé aux syndicats, qui ne seront pas responsables de la gestion économique, quoique pouvant jouer un rôle au niveau de l'information sur les problèmes de gestion.

Comme on peut en juger, le P.S.U. n'est pas plus avancé que le Parti révisionniste lui-même sur les questions de la révolution prolétarienne et de l'instauration du socialisme. Ses conceptions appartiennent au domaine de l'idéalisme et n'accordent pas à la lutte des classes la place historique qui lui appartient.

VI. — LIGNE...

La ligne du P.S.U. consiste depuis 1968 à essayer d'être la formation capable d'unir la prétendue « gauche » et l'« extrême-gauche ». Rocard rêve d'un grand rassemblement allant des socialistes et révisionnistes aux ultra-gauchistes. Une politique de conciliation englobant réformistes, révolutionnaristes et révolutionnaires n'a évidemment aucune chance d'obtenir le moindre résultat concret. A terme, elle voue le P.S.U. à rejoindre dans la pratique le camp des réformistes. Les relations entre P.S.U. et groupes « gauchistes » ont eu pour objectif essentiel de faire jouer un rôle dirigeant à la formation de Rocard.

Mais en privilégiant ses rapports avec la « Ligue » de Krivine, le P.S.U. a été partiellement noyauté par les trotskystes qui ont constitué en son sein la tendance « marxiste-révolutionnaire ».

Une autre tendance se réclamant du « maoïsme » (la « gauche révolutionnaire ») vient d'être partiellement expulsée du P.S.U., tandis que de vieux militants rejoignent le bercail d'origine en réintégrant la formation socialiste de Mitterrand.

Bref, le P.S.U. aujourd'hui, c'est le parti de la grande pagaille. Il a aussi des militants dans la C.G.T. et dans la C.F.D.T., qui représentent plus leurs tendances personnelles que la ligne officielle de leur Parti.

Certains de ces militants ouvriers du P.S.U. sont des syndicalistes combattifs et efficaces, notamment dans la C.F.D.T. Ce sont en général des camarades originaires d'organisations catholiques, ayant déjà une expérience concrète des luttes ouvrières.

En admettant Bernard Lambert, ancien député M.R.P., dans ses rangs, le P.S.U. a gagné une influence syndicale appréciable dans certaines couches paysannes de l'ouest. Mais nous ignorons s'il s'agit de militants révolutionnaires ou simplement réformistes.

VII. — INTERNATIONALISME...

Le P.S.U. appelle à lutter contre l'impérialisme américain, mais n'est pas particulièrement actif en ce domaine. Souvent, il colle aux initiatives de mouvements prétendus anti-impérialistes contrôlés soit par les révisionnistes, soit par les trotskystes.

Il soutient les mouvements de révolution nationale et établit des relations « *de parti à parti* » avec des partis au pouvoir, comme ceux existant en Algérie, en Guinée et au Congo-Brazzaville. Mais cette activité apparaît comme nettement secondaire dans l'ensemble de sa ligne politique.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

L'aspect principal de l'idéologie du P.S.U. reste l'intellectualisme petit-bourgeois, profondément influencé par la tradition sociale-démocrate.

L'aspect principal de sa politique tient en un mot : elle est « opportuniste », à la fois « *de gauche* », de « droite » et « *de gauche en apparence mais de droite en réalité* ». Son attitude face à « l'Union de la gauche P.C.-P.S.-Radicaux » sera de nature à permettre un jugement définitif, lors du scrutin législatif de 1973.

La Gauche Prolétarienne

I. — ORIGINE...

Nous n'allons pas réécrire l'histoire de l'U.J.C. (m.-l.), qui nous conduirait à réécrire celle de l'U.E.C. On sait déjà quelles furent les

erreurs capitales de la jeune organisation issue du Cercle des étudiants de l'École normale de la rue d'Ulm, lors de sa confrontation avec les événements de mai-juin 1968. L'U.J.C. (m.-l.) ne survécut pas longtemps au printemps révolutionnaire, elle explosa en plusieurs tendances après avoir balayé d'une « grande critique » les minoritaires restés fidèles à ses dirigeants (18 à 20 % des militants). Or, ce sont précisément ces derniers qui assument aujourd'hui la continuité historique du courant auto-proclamé « maoïste » fin 1966, non sans que sa survie n'ait exigé de nombreuses autocritiques et rectifications de ligne sur tous les plans. Ce qui n'est nullement condamnable en soi, bien entendu.

Des militants de l'U.J.C. (m.-l.) s'associèrent, non sans péripéties diverses, aux actions du Mouvement du 22 Mars à la faculté de Nanterre avant même la première explosion de mai 1968. Il y eut même de sévères controverses entre étudiants des deux tendances sur les questions de la place et de la fonction du mouvement étudiant dans le processus de la révolution prolétarienne. Finalement, le M-22 fut à la tête de la « Commune étudiante » dont l'U.J.C. (m.-l.) fut pratiquement absente. Mais cette première rencontre entre les activistes du M-22 et ceux de l'U.J.C. n'est pas sans signification historique, comme nous allons le constater. Vers cette période, l'U.J.C. créa le « Mouvement de soutien aux luttes du peuple » (M.S.L.P.), destiné à permettre aux étudiants de « servir le peuple ». Les « établis », c'est-à-dire les étudiants entrés dans les usines en qualité d'ouvriers en constituèrent l'ossature. Leur organe prit pour titre *La Cause du Peuple*.

L'activité de ces militants resta d'autant plus difficile que leur organisation subissait non sans difficultés l'épreuve des événements en cours. En fait, les clivages se discernaient déjà qui allaient déboucher sur la désintégration idéologique, politique et organisationnelle de l'U.J.C. (m.-l.). Mais la ligne « ouvrieriste », voire « populiste », des étudiants du M.S.L.P. ne manquait ni de sincérité, ni d'enthousiasme, ni de courage. Aussi ses partisans se retrouvèrent-ils aux côtés des ouvriers en grève à l'usine Renault de Flins, quand se produisit l'intervention répressive des forces dites « de l'ordre ». Pendant quatre jours, de durs affrontements opposèrent grévistes, paysans et étudiants aux C.R.S. et autres gardes mobiles ou « républicains ». La violence de ces journées est attestée par l'assassinat de Gilles Tautin, noyé dans la Seine le 10 juin 1968, à la suite d'une charge policière.

A l'occasion de ces événements, les militants du M.S.L.P., auxquels s'étaient joints sans tambours ni trompettes quelques adhérents ouvriers et étudiants du P.C.M.L.F., se retrouvèrent avec les manifestants du M-22 organisés et dirigés par Alain Geismar, enseignant scientifique du cycle supérieur.

La future *Gauche Prolétarienne* était là. Elle naquit organisationnellement au printemps 1969, après le temps du repli et de la réflexion imposé par la contre-offensive fascisante du 12 juin 1968. En collaboration avec des dirigeants de l'U.J. dont la caractéristique réside dans le fait qu'ils sont toujours restés dans l'ombre (dont nous tairons les noms par conséquent, mais dont nous pouvons assurer au moins pour l'un d'eux qu'il est passé par l'école trotskyste), Geismar avait publié

entre-temps son ouvrage à prétention stratégique : *Vers la guerre civile*.

La « *Gauche Proletarienne* » n'assura pas à sa naissance la liaison entre étudiants, intellectuels et classe ouvrière, mais manifesta concrètement la jonction organisationnelle entre d'anciens militants du Mouvement du 22 Mars (université de Nanterre) et d'anciens militants de l'U.J.C. (m.-l.), la plupart ayant appartenu au Mouvement de soutien aux luttes du peuple. *La Cause du Peuple*, alors *Journal communiste révolutionnaire prolétarien*, n'avait connu qu'une brève interruption, sa parution ayant repris dès avant la fin de 1968, avec la mention « *nouvelle série* ».

En avril 1969 parut, complémentirement, le premier numéro des « *Cahiers de la gauche prolétarienne* ». Nous y découvriions confirmation de ce que nous avions ressenti lors de nos entretiens de 1967 avec les représentants du Bureau politique de l'U.J.C. (m.-l.) dont les positions restaient relativement ambiguës sur la question de la rupture organisationnelle complète avec les organisations révisionnistes (ils critiquaient alors comme inopportun un Appel de nos militants à quitter l'U.E.C. et en exigeaient l'autocritique !). Ils présentaient enfin dans ce numéro 1 des « *Cahiers de la G.P.* » l'autocritique d'avoir espéré une « *scission de masse* » dans les organisations ouvrières contrôlées par les révisionnistes.

Mais allaient-ils pour autant comprendre la forme tactique et le contenu stratégique de notre mot d'ordre : « *Arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne* » ?

Ce n'est pas du tout sûr. D'ailleurs ces militants, qui se réclamaient toujours très bruyamment de la pensée-maotsétoung, réagissaient de façon petite bourgeoise, en termes de « *concurrence* », du fait qu'une masse importante de leurs anciens camarades rejoignaient alors nos propres rangs. Nous avons tenté de rencontrer la direction de l'U.J. dès la fin juin 1968, alors que nous ignorions la tempête mortelle qui secouait cette organisation. Malheureusement, nous n'avions établi le contact qu'avec des individualités et avec les deux tendances dites « *de Lyon* » et « *de Toulouse* » dont l'idéologie restait particulièrement éloignée de celle du prolétariat.

Nous savons depuis lors que le ralliement de ces éléments à nos rangs dissimulait leur intention d'y prendre le pouvoir et d'imposer une direction intellectualiste petite bourgeoise aux ouvriers et aux authentiques communistes marxistes-léninistes. Ainsi le groupe « *Front rouge* » de Lyon a-t-il pour principaux dirigeants d'anciens militants de l'U.J.C. (m.-l.).

La salutaire crise d'octobre 1970 (non point celle de février qui correspond à toute autre chose) nous a permis de rejeter définitivement cette entreprise dangereuse. Les anciens adhérents de l'U.J.C. (m.-l.), dont nous nous sommes alors séparés, se sont éparpillés par la suite dans différents groupes comme « *Vive la Révolution !* », « *Ligne Rouge - Le Prolétaire* », « *Front Rouge* », mais très peu d'entre eux ont rejoint la « *Gauche Proletarienne* ».

Il semble bien qu'après le 12 juin 1968 une importante divergence nous sépara des actuels responsables de la G.P. dans l'analyse de la situation. Pour eux, l'essor révolutionnaire se poursuivait. Pour nous,

il y avait reflux temporaire, même si ce phénomène faisait partie intégrante d'une période historique dont l'aspect principal était et restait la tendance à la révolution.

L'analyse de la G.P. ne pouvait qu'avoir des conséquences « gauchistes » et conduire ses militants à de graves revers. Prenons un exemple : dans une édition spéciale de mai 1969, « *La Cause du Peuple* » publiait un « *Appel des rebelles révolutionnaires du lycée Louis-le-Grand* » avec pour énorme sous-titre « *l'insurrection lycéenne* ». A Louis-le-Grand c'était « *le temps des brasiers* » ! Le moment était enfin venu de faire « *feu sur l'Université (pour) écraser l'infamie* » !

La phraséologie des proclamations révolutionnaires de ce numéro très spécial (en effet) se rattachait nettement au langage des gardes rouges engagés dans la « *Grande Révolution Culturelle Proletarienne* » en Chine. Les lycéens et étudiants français, qui mimaient alors des événements spécifiquement chinois, oubliaient simplement que ceux-ci s'étaient développés dans le cadre d'une dictature du prolétariat et à l'Appel du président Mao Tsé toung lui-même. Ils faisaient preuve d'un dogmatisme infantile en ne retenant de la Révolution Culturelle chinoise qu'un seul de ses aspects, isolé de tous les autres et mutilé dans son contenu : la révolte « *anti-autoritaire* » qui n'était autre, en Chine, qu'une révolte « *anti-révisionniste* ». « *Nous appelons à la mobilisation générale des masses lycéennes anti-autoritaires* », clamaient-ils. « *Lorsque les lycéens parisiens ne seront plus que ruines idéologiques, la gauche des lycéens ira partout, dans les C.E.T. et les lycées des régions ouvrières, allumer la flamme de la révolte idéologique anti-autoritaire* », écrivaient-ils et, conservant toute leur sincérité (!), ils traçaient ainsi leur ligne du moment :

« *A Louis-le-Grand, plusieurs dizaines d'entre nous, armés de la pensée-maotsétoung, mènent les différentes batailles dans le but de renforcer l'avant-garde tactique qu'est le mouvement lycéen, de développer sa fonction essentielle : travailler à la formation d'une force autonome prolétarienne dans les usines* ».

Bien entendu, la presse bourgeoise et les révisionnistes ne manquaient pas d'utiliser ces proclamations juvéniles en leur conférant la qualité de « maoïstes », trompant à la fois l'opinion publique et les étudiants eux-mêmes qui en arrivaient à se prendre pour d'authentiques révolutionnaires : « *Vivent les longues marches des lycéens et des étudiants dans les régions ouvrières ! Vivent les bataillons de la jeunesse au premier rang des luttes populaires !* »

Marchais et Séguay avaient alors beau jeu, tout en sachant parfaitement à quoi s'en tenir, de dire aux travailleurs ainsi qu'aux militants de base du P.«C.»F. et de la C.G.T. : « *Voyez, regardez, voici les « maoïstes » ! Voici les partisans de Mao Tsé toung dans notre pays !* » Et peu à peu les militants de la G.P., après avoir bénéficié du qualificatif de « Mao spontané », devinrent pour tout le monde en France « les Maos ». C'est là évidemment une imposture que l'Histoire ne manquera pas de détruire. La situation était alors identique à la faculté de Vincennes où quelques centaines d'étudiants impulsés par la G.P. affrontaient violemment l'Administration et ses défenseurs révisionnistes. Le fondement théorique et tactique de toutes ces activités consistait à faire fusionner la « *révolution idéologique* » de

« forme anti-autoritaire » déclenchée par les « lutttes étudiantes, avant-garde tactique du mouvement révolutionnaire » avec « la révolution prolétarienne ». Il fallait édifier la « force révolutionnaire autonome » dont la conception n'était pas différente de celle de Cohn-Bendit et Geismar durant les événements de Mai-Juin 68 : « seule la liaison avec cette force prolétarienne peut garantir l'indépendance complète par rapport aux forces réactionnaires et aux groupuscules. Aujourd'hui, cette force est en constitution, cela veut dire que la gauche révolutionnaire dans les facultés doit être partie prenante du processus de constitution de cette force prolétarienne, du Parti communiste révolutionnaire prolétarien » (« Cause du Peuple » n° 6 du 19 avril 1969 - page 13). Précisons que par « forces réactionnaires », il faut entendre le pouvoir bourgeois et ses serviteurs révisionnistes et que par « groupuscules » il faut entendre toute formation organisationnelle structurée se différenciant, par sa seule existence, du courant spontané des masses.

Nous allons nous rendre compte que l'idéologie et la pratique ultérieure de la « Gauche Prolétarienne » découlent exclusivement de cette conception spontanéiste et anti-autoritaire, qui n'a rien à voir en réalité avec l'authentique pensée-maotsétoung, pas plus qu'avec le marxisme et le léninisme.

Mais les prétendues « insurrections » lycéennes et étudiantes de 1969 permirent surtout à la nouvelle formation un appréciable recrutement dans le milieu social dont elle était elle-même issue, bientôt suivi d'une relance de « l'établissement » en usine.

« L'établissement »

Ici nous devons nous arrêter quelque peu, pour apprécier la pratique des jeunes intellectuels s'embauchant comme « ouvriers » et nous pouvons le faire d'autant plus sérieusement que plusieurs d'entre eux sont aujourd'hui dans nos rangs.

L'établissement en usine a été innové à l'Appel du président Mao au cours de la révolution chinoise. Il a connu un nouvel essor en Chine pendant et depuis la Grande Révolution Culturelle prolétarienne. Il a pour objet de transformer profondément l'idéologie bourgeoise des étudiants et travailleurs intellectuels en les soumettant aux conditions concrètes de la vie des ouvriers et des paysans. Ainsi les étudiants sont rééduqués par les travailleurs manuels et par le travail manuel lui-même. Il s'agit fondamentalement d'un moyen de rééducation sous l'autorité de l'idéologie prolétarienne. C'est le Parti Communiste Chinois qui décida et organisa, en temps choisi par lui, et par lui seul au nom du prolétariat, d'envoyer à la production certains étudiants.

L'U.J.C. (m.-l.) et, par la suite, la « Gauche Prolétarienne » ont-elles vraiment assimilé cette conception et l'ont-elles appliqué de manière juste et vivante aux conditions spécifiques de notre société ? Il est permis d'en douter, encore que certains « établis » aient, individuellement, parfaitement compris qu'ils s'installaient dans la classe ouvrière pour apprendre d'elle, et non pour éduquer les travailleurs, leur donner des leçons et les diriger.

Nous connaissons en effet plusieurs exemples où les établis se réclamant de la G.P. ont agi de telle sorte qu'ils ont totalement échoué, se sont isolés des travailleurs, n'ont eu finalement aucune autre issue que de renoncer à leur objectif.

A notre avis, l'établissement, pour mériter d'être considéré comme répondant à la pensée-maotsétoung, exige une extrême modestie et une persévérance de longue durée dont peu d'étudiants ont été capables jusqu'ici.

L'impétuosité révolutionnaire, ce que Mao Tsé toung nomme le « *prurit révolutionnaire* », ne va pas du tout dans le sens de la profonde transformation idéologique indispensable, pour que les « *établis* » se soumettent consciemment et efficacement à l'idéologie du prolétariat.

Mais sans doute cette question mériterait-elle un examen plus approfondi et fondé sur la connaissance détaillée et statistique des nombreuses expériences réalisées. Plusieurs de nos militants, d'ailleurs issus de l'U.J., sont aujourd'hui *ouvriers* et jouent un rôle appréciable dans les luttes syndicales et politiques de leurs camarades au sein de l'entreprise. Signalons simplement comme premiers éléments d'appréciation que ces travailleurs occupent leur place depuis quelquefois cinq et six années et que par ailleurs la majorité d'entre eux, même s'ils ont été étudiants ou simplement lycéens pendant quelque temps, sont issus de familles ouvrières, ont grandi au sein du prolétariat. Ajoutons que tous ont compris depuis longtemps l'attachement profond des ouvriers au principe même du syndicalisme, même si les syndicats sont dirigés par des réformistes ou des révisionnistes, qui entravent leur fonction dans le domaine revendicatif. Ces « *établis* » sont devenus eux-mêmes des militants syndicalistes, certes en lutte avec les bonzes, mais souvent reconnus et soutenus par la masse de leurs compagnons de travail.

Ceci dit, revenons-en à la « Gauche Prolétarienne ». Son implantation s'effectua essentiellement, au cours de la seconde partie de 1969, dans des usines du Nord et du Nord-Ouest de la France, de l'Est sidérurgique et, dans une moindre mesure, dans la région parisienne, par exemple à la Régie Nationale des usines Renault de Boulogne-Billancourt. Ses tentatives d'établissement dans le Midi — Marseille notamment (usine Coder) — devaient rapidement échouer par suite de la double répression du patronat et des révisionnistes, trop heureux d'exploiter des pratiques « *ultra-gauchistes* » leur permettant d'isoler rapidement de la masse des travailleurs les « *établis* » facilement repérés.

Quelle fut concrètement la pratique des militants de la G.P. « *établis* » en usines ? Il suffit de feuilleter la collection de « *la Cause du Peuple* » ou de lire quelques brochures ou volumes consacrés à son activité pour s'en faire une idée assez précise.

S'abandonnant volontiers à une certaine ivresse du langage et des métaphores, ils entreprirent d'organiser la « *Nouvelle Résistance* » « *pour construire la France populaire* ». Pour cela, il leur fallait « *former des partisans* ». Aussi décrétèrent-ils en mars 1970 : « *Patrons, c'est la guerre !* ». Et d'emblée ils précisaient « *ce qu'ils vou-*

laient : *TOUT ! c'est-à-dire l'usine aux ouvriers* » et ce qu'ils ne voulaient plus : *« les cadences qui tuent, les petits chefs qui humilient, la hiérarchie des salaires qui nous divise, développe l'égoïsme et par là-même ne sert que le patron »*.

N'hésitant pas à s'appuyer sur la « riche » expérience qu'ils avaient accumulée... depuis quelques mois, ils exposaient sans sourciller leur solution miracle : *« Ce que nous avons compris, c'est que sur le chemin de notre révolte nous devons briser le syndicat »*, à quoi ils ajoutaient : *« Se passer des syndicats, s'organiser à notre façon ? Oui, cela est possible, c'est même le seul moyen. Nous devons nous organiser dans chaque atelier, nous tous, les ouvriers, et de façon permanente. Ainsi seulement on peut frapper le patron, avec des formes de lutte à nous, le frapper dans sa personne ou dans ses biens : occupation, séquestration, nous sommes tous des délégués... »* (« Cause du Peuple » n° 18 du 13 mars 1970). S'il y avait dans ces intentions et dans ces pratiques certaines formes susceptibles de correspondre efficacement à la nécessaire violence de classe prolétarienne, il n'en restait pas moins évident que l'idée de détruire le syndicat pour le remplacer par une organisation spontanée de conception encore très diffuse, n'émanait en rien de travailleurs ayant une tradition et une expérience solides de luttes de la classe ouvrière. Le moindre responsable syndicaliste, réformiste ou révisionniste, pouvait démonter, sans grands efforts, la puéride tactique de ces nouveaux venus dans l'usine et dans la production.

Les sabotages

Nous avons suivi de près l'expérience réalisée en 1969-1970 à l'usine Coder de Marseille, où deux adhérents de la G.P. avaient réussi à se faire embaucher. Rapidement l'un des deux fut licencié. Le second entreprit une activité qui gagna, au début, quelques travailleurs mécontents de l'inactivité et de l'inefficacité syndicales. Mais bientôt les pires erreurs furent accomplies (provocation patronale ou gestes effectifs des « maoïstes » ?). Une trentaine de camions furent sabotés (sable dans les boîtes de vitesse). Personne ne s'avisa dès lors de prendre la défense résolue d'un groupe de trente ouvriers licenciés, non sans que les bonzes C.G.T. ne s'en réjouissent. Cet exemple nous conduit à préciser que la G.P. considérait — et sans doute continue à considérer — que le sabotage des outils, des machines, des produits d'une usine constitue une forme de lutte efficace pour combattre le patronat.

Pour riposter à des accidents du travail, ses militants se livrèrent aux A.D.N. (Aciéries du Nord), à Dunkerque, à toute une série de sabotages successifs. Et nous ne l'écrivons que parce qu'ils l'ont eux-mêmes proclamé publiquement.

Était-ce là une juste application de la pensée-maotsétoung ou tout simplement la résurgence de pratiques anarchistes plus que centennaires et révolues, dénoncées en leur temps par tous les révolutionnaires conséquents, de Marx et Engels à Lénine, Staline et Mao Tsé toung ? La réponse ne saurait être équivoque. Le sabotage, œuvre

d'une minorité agissante coupée des larges masses de la classe ouvrière, n'a jamais été reconnu comme utile à la révolution prolétarienne ni conforme aux caractéristiques fondamentales de l'idéologie du prolétariat.

La répression

Naturellement vint la répression, à laquelle riposta la « Gauche Prolétarienne », non sans courage. Ces « maoïstes » croyaient-ils à l'efficacité du fameux tryptique de Che Guevarra : « *Provocation - répression - révolution* » ? Ce n'est pas impossible. D'ailleurs, dans leur ouvrage « *Vers la guerre civile* », Geismar et ses co-auteurs avaient consacré de larges passages à « *l'utilisation révolutionnaire de la répression* » et à « *la dialectique de la répression* » que n'eut certainement pas désavoués feu le « révolutionnaire » sud-américain. Certains prétendent en outre que le leader de la G.P. se serait rendu à Cuba aussitôt après le printemps révolutionnaire de 68, mais on peut se demander quel fut l'accueil reçu là-bas lorsqu'on connaît le jugement négatif et totalement erroné de Fidel Castro sur les luttes qui venaient d'ébranler le capitalisme français, jugement comparable à celui des Soviétiques.

Toujours est-il que, sans hésiter à entrer en contradiction avec ce qu'avait aussi publié ce livre à propos de « *l'attitude de la petite bourgeoisie* », face à la répression, la « Gauche Prolétarienne » engagea de grandes luttes contre la violence de la classe qui frappait ses militants. Geismar fit le 25 mai 1970 une déclaration tonitruante lors d'un meeting tenu dans la salle de la Mutualité. Un mois plus tard, il était arrêté et, poursuivi par la Cour de Sécurité de l'Etat, se retrouvait à la prison de La Santé, avec quelque soixante autres militants de la G.P. Le 20 octobre suivant, il était condamné à dix-huit mois de prison.

Une grève de la faim soutenue par 29 des emprisonnés de la G.P., ne manquant certes pas de résolution, leur permit d'obtenir un régime pénitentiaire amélioré. Le jour de la comparution de Geismar devant la Cour de Sécurité de l'Etat, environ trois milliers de manifestants lycéens et étudiants affrontèrent la police et lancèrent quelques cocktails Molotov, mais la classe ouvrière, en tant que telle, resta massivement indifférente. Nous ignorons quel bilan objectif ont dressé de ces événements les militants responsables de la « Gauche Prolétarienne ».

Pour notre part nous ne pensons pas que les interventions des « gauchistes prolétariens » pour éveiller et impulser le mouvement ouvrier révolutionnaire aient exercé quelque influence profonde et durable. Toutefois, il ne faut pas sous-estimer la valeur et la nature virtuelles de certaines formes de violence de classe qu'ils ont mises à l'épreuve. La séquestration des patrons, les luttes anti-hiérarchiques (que nous-mêmes préconisons également), la démocratie prolétarienne directe réapparue à travers de larges assemblées ouvrières dictant leur volonté aux responsables syndicaux, constituent des expériences concrètes dont l'efficacité viendra s'ajouter en temps voulu aux vieilles

formes des luttes de classe qui constituent le patrimoine traditionnel plus ancien du prolétariat : piquets de grève, autodéfense des mouvements, occupation des usines, organisation de la solidarité, etc.

L'aspect négatif de l'activité des établis de la G.P. découle évidemment de leurs conceptions spontanéistes : de manière générale, après la flambée des luttes, il ne reste absolument rien ; l'organisation révolutionnaire des travailleurs se dissipe aussi rapidement qu'elle s'était cristallisée.

Aujourd'hui, par exemple, à l'intérieur de l'usine Coder à Marseille, il n'y a plus un seul militant de la G.P. Chez Renault à Boulogne-Billancourt, après l'assassinat de Pierre Overney et les licenciements de tous les ouvriers soupçonnés d'être des militants de la G.P., que reste-t-il ? Rien.

Est-ce en déplaçant continuellement le point d'application de leurs efforts, de leur combat, que ces « maoïstes » croient remporter des succès et faire avancer la révolution ? Si tel est le cas, nous ne croyons pas à l'efficacité de leur tactique. Le problème capital qui reste posé, pour eux comme pour nous, n'est pas de gagner et entraîner les couches intellectuelles qu'incarnent des personnalités aussi marquantes que Jean-Paul Sartre ou Maurice Clavel, ou même Jacques Debu-Bridel (même s'il convient d'attacher de l'importance au soutien que l'intelligentsia peut apporter au prolétariat révolutionnaire). Le problème-clé, sans la solution duquel ne pourra s'ouvrir la voie de la préparation concrète de la révolution prolétarienne, c'est de soustraire au révisionnisme non seulement l'*avant-garde*, mais aussi la *masse* de la classe ouvrière. Et cela ne se réalisera jamais par une incitation artificielle venue de l'extérieur, mais seulement à l'initiative, sous l'impulsion et sous la direction d'un Parti révolutionnaire *prolétarien*, constituant cette avant-garde ouvrière, reconnu par la masse elle-même des travailleurs.

Tous les échecs de la G.P. ont leur source dans la méconnaissance, voire le mépris délibéré de la fonction historique du « *Parti de type léniniste* » qui a pourtant largement fait la preuve de son efficacité, ne serait-ce qu'en Russie en Octobre 1917, en Chine le 1^{er} Novembre 1949.

Si cette vérité, sans cesse rappelée par Mao Tsé toung, n'est pas appliquée concrètement aux conditions spécifiques de la révolution en France, les plus remarquables flambées, comme la puissante manifestation de masse à laquelle donnèrent lieu les obsèques du courageux Pierre Overney, continueront à rester sans lendemain.

II. — STRUCTURES...

Y a-t-il des structures organisationnelles à la « *Gauche Prolétarienne* » ? Il ne semble pas. Il y a certes une direction, il y a des dirigeants connus et certainement d'autres dirigeants qui restent dans la clandestinité, il y a nécessairement un groupe de rédacteurs et d'administrateurs de « *la Cause du Peuple* ». Mais à la base, les conceptions organisationnelles, si elles existent, nous sont inconnues. Les militants de la G.P. agissent à travers des « Comités » lancés dans

les masses en différentes occasions (exemples : les tribunaux populaires, le comité de lutte Renault, les occupations de logements vides, etc.). Pendant une période donnée les efforts sont concentrés sur une tâche centrale, et sans doute est-ce là une application juste des enseignements de Mao Tsé tOUNG. Mais ont-ils une tâche principale donnée pour une période donnée ? On peut en douter. Les effectifs de la G.P. sont tout aussi difficile à estimer. Si l'on parle de ses sympathisants, on peut alors assurer qu'ils sont plusieurs milliers à Paris et nettement moins nombreux en province, à l'exception de quelques grandes villes peu nombreuses.

Le contenu social de la G.P. est essentiellement intellectuel et petit-bourgeois, en dépit du fait qu'elle soit parvenue à recruter de jeunes ouvriers français et immigrés.

Son idéologie, nous l'avons constaté, ne s'apparente pas encore solidement à celle du prolétariat. Son activisme, ignorant délibérément la théorie (le mépris et le rejet de la « théorie » est explicitement proclamé dans le livre « *Les Maos* »), s'apparente au populisme et au spontanéisme. La G.P. bénéficie de l'appui de nombreux intellectuels bourgeois libéraux. Outre son journal « *la Cause du Peuple* » dont la périodicité est irrégulière, et qui édite de nombreux numéros spéciaux, elle publie des brochures en nombre relativement modeste.

III. — POSITIONS...

La « *Gauche Proletarienne* » attaque le Parti « Communiste » Français et la C.G.T. sans faire aucune distinction entre dirigeants et militants de base. A leur égard, elle emploie plus souvent l'injure que l'argumentation. Elle utilise valablement la qualification de « *révisionniste* » et, sans jamais défendre quelque aspect que ce soit de l'œuvre de Staline, elle ne met jamais en cause, du moins publiquement, le « *stalinisme* ». Toutefois, en privé, nombre de ses militants, comme par exemple Le Dantec (nous ne le citons en exemple que parce que nous avons eu écho de ses propos et non pour faire une critique « *personnelle* ») s'avèrent franchement hostiles à Staline.

La G.P. s'occupe peu des questions internationales. Lorsqu'elle le fait, c'est en général en adoptant de justes positions. Elle dénonce le social-impérialisme « *russe* ». Elle soutient la juste politique des camarades chinois. Elle a publié récemment deux plaquettes intéressantes sur la République Populaire de Chine. Elle commet parfois des erreurs d'appréciation mais jusqu'ici les a rectifiées rapidement. Enfin, nous ignorons pourquoi la G.P. ignore totalement le Parti du Travail d'Albanie et la République Populaire d'Albanie.

IV. — VOIE...

Pour passer du capitalisme au socialisme, la G.P. récuse sans équivoque la voie « *pacifique* » et électoraliste et proclame l'inévitabilité de la voie de la « *violence révolutionnaire armée* ».

V. — OBJECTIF...

Cependant, la G.P. ne se prononce pas explicitement pour la « dictature du prolétariat ». Elle parle de « pouvoir populaire », envisage la gestion des entreprises par les travailleurs eux-mêmes, mais semble en avoir une conception différente de celle des partisans de l'autogestion excluant tout pouvoir centralisé.

VI. — LIGNE...

La ligne politique de la G.P. consiste à opposer *immédiatement*, sans préparation prolongée, la contre-violence de classe du prolétariat à la violence permanente de la bourgeoisie. Elle vise à faire la démonstration constante que la légalité en vigueur peut être contestée tout de suite et même battue. C'est là, pour la G.P., un moyen efficace d'éducation révolutionnaire des masses. Chacune de ses actions est pensée et développée comme devant servir d'exemple et de suggestion.

La G.P. agit en alliance avec tout groupe dit « gauchiste », mais s'efforce de préserver son autonomie et son indépendance dans l'action. Au cours de la période des manifestations consécutives à l'assassinat de Pierre Overney, la G.P. a même fait preuve d'opportunisme de droite en abandonnant temporairement l'initiative et la direction du courant petit-bourgeois révolutionnariste à la « Ligue Communiste ».

Les dirigeants de la G.P. paraissent divisés sur l'attitude à notre égard. Certains n'éprouvent qu'indifférence, peut-être même quelque intérêt à s'unir avec nous en certaines circonstances. D'autres nous sont franchement hostiles pour des raisons que nous ne nous expliquons pas, mais qui appartiennent sans doute au passé et se situent au niveau de l'idéologie.

La G.P. n'hésite pas à s'unir à des personnalités en vue, y compris des gaullistes de gauche notoires comme Maurice Clavel ou Jacques Debu-Bridel.

Enfin, la G.P. est contre les syndicats par principe ; en certains cas récents, elle a même condamné le recours à la grève en le qualifiant d'inefficace, lui préférant des formes d'action violentes comme la seule séquestration des patrons.

On sait aussi dans quelles circonstances la « Nouvelle Résistance Populaire », organisation clandestine, a procédé à des enlèvements, tels celui du député U.D.R. de Grailly ou plus récemment du cadre répressif de la Régie Renault, Nogrette. Nous en traiterons plus loin pour dire que s'il s'agit d'actes « ultra-gauchistes », nous n'avons aucune raison de les tenir systématiquement pour « manipulés par la police ». C'est là la position des révisionnistes, avec laquelle nous n'avons absolument rien à voir.

VII. — INTERNATIONALISME...

La Gauche Prolétarienne est attachée au principe de l'internationalisme, mais elle n'a pas poursuivi l'initiative positive de l'U.J.C.

(m.-l.) qui avait réussi à développer un grand nombre de « *Comités Vietnam de base* » soutenant activement la guerre de résistance du peuple vietnamien (à l'époque ; aujourd'hui, il s'agirait de tous les peuples indochinois) à l'agression de l'impérialisme américain et de ses fantoches. Il semble même que la G.P. participe maintenant aux manifestations organisées sous l'égide des trotskystes de la « *Ligue* » par le « *Front Solidarité Indochine* ».

La solidarité prolétarienne de la G.P. s'exprime largement et continuellement vis-à-vis des travailleurs immigrés, spécialement vis-à-vis de ceux venus d'Afrique du Nord ou d'Afrique Noire.

A noter que la G.P. n'hésite pas à s'ingérer dans les affaires intérieures du peuple algérien en lançant de vigoureuses attaques contre son gouvernement, ses représentants diplomatiques et l'Amicale des Algériens en France. C'est là une attitude qui ne correspond en rien à l'analyse réaliste et à la juste attitude de nos camarades chinois pour qui les pays récemment débarrassés du colonialisme ont avant tout à consolider leur indépendance.

VIII. — ASPECT PRINCIPAL...

Sur le plan idéologique, l'aspect principal de la G.P. reste qu'il s'agit d'une formation petite-bourgeoise. Sur le plan politique, sa ligne est « *opportuniste de gauche* », mais dans certains cas débouche sur des pratiques de droite comme cela arrive souvent pour les « *ultra-gauchistes* ».

Le secours rouge

« *L'Humanité Rouge* » relança, en avril 1970, l'idée du « *Secours Rouge* » lorsque cinq de ses militants, en tête desquels l'ouvrier Jean Thiriot, furent emprisonnés et déférés à la Cour de Sûreté de l'Etat sous l'inculpation d'avoir reconstitué le « *Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France* ». La vocation historique du « *Secours Rouge* » est d'apporter un soutien politique, moral, matériel et financier à tout militant victime, sur le plan international comme sur le plan français, de la répression ennemie. En ce sens, le « *Secours Rouge* » mérite d'être une organisation de masse et bien entendu son contenu de classe et son idéologie ne peuvent être que prolétariens.

Quelques mois après l'initiative d'H.R., naquit un autre « *Secours Rouge* » à l'initiative de militants appartenant à des groupes différents. Les « *C.I.C.* », la « *G.P.* », le « *P.S.U.* », la « *Ligue* » et d'autres groupes y délèguèrent leurs activistes et ce nouveau « *Secours Rouge* » devint spontanément un cartel d'organisations prétendues « *gauchistes* ».

Naturellement, chaque groupe y travailla pour sa chapelle, s'efforça de conquérir la direction nationale et les directions locales, au détriment rapide de sa ligne de masse. La vocation normale du « *Secours Rouge* » se trouva bientôt complètement ignorée et rem-

placée par l'ensemble plus ou moins confus des activités multiples du courant spontanéiste et révolutionnariste. Aussi les premières défections commencèrent : la « Ligue » retira ses militants, les personnalités venues des « C.I.C. » démissionnèrent. Et la « G.P. », après le départ du « P.S.U. », se retrouva seule... avec une coquille vide.

Il n'empêche que le « *Secours Rouge* » avait fait grand bruit et suscité de larges illusions, y compris celle de constituer le point de départ du « futur grand Parti » auquel rêvent nombre d'éléments non prolétariens encore accrochés à cette idée que ce « Parti » naîtra du mouvement des masses ! Si les militants qui ont vécu cette expérience savent dégager de la pratique les enseignements justes, ce « *Secours Rouge* » aura été utile, à ce point de vue, par la négative.

Aujourd'hui, la « G.P. » utilise encore le sigle du *Secours Rouge*, notamment dans le Nord ; mais cela ne trompe plus personne. En tant qu'organisation de masse, le « *Secours Rouge* » a fait long feu et n'existe plus.

« *L'Humanité Rouge* », qui n'a pas participé à cette aventure, poursuit ses activités de solidarité prolétarienne, dans la mesure de ses moyens, sous l'égide d'un « *Secours Rouge Proletarien* ». Mais il ne s'agit encore que de l'embryon très insuffisant d'une authentique organisation de masse se consacrant à la solidarité prolétarienne. Cette organisation est d'autant plus nécessaire et son développement d'autant plus possible, sous la direction de l'avant-garde marxiste-léniniste, que l'expérience du « *Secours Rouge* » réalisée par les éléments révolutionnaristes non prolétariens a fait apparaître qu'il est une aspiration certaine des travailleurs. Que des militants, dont les familles furent victimes de l'ignoble terrorisme nazi, comme Eugénie Camphin ou Mme veuve Halbwachs, lui aient apporté leur précieux et actif soutien, témoigne de son opportunité et de sa nécessité. Les perspectives ouvertes par la fascisation, intervenue notamment depuis juin 1968, vont dans le même sens. Le « *Secours Rouge* » est directement lié à la défense des libertés démocratiques.

Les enquêtes concernant les groupes « Ligne Rouge - Le Proletaire », « Front Rouge » et « Le Travailleur » figureront dans une étude ultérieure consacrée à la question du « Parti de type léniniste ».

Caractéristiques du gauchisme moderne

Causes générales du phénomène du gauchisme moderne

L'essor du « *gauchisme* », c'est-à-dire la montée du révolutionnarisme propre à des courants non prolétariens, est aujourd'hui un phénomène mondial. Avant 1968, il s'était déjà manifesté, surtout en Amérique du Sud. Depuis 1968, il a gagné le continent ouest-européen et l'Amérique du Nord.

La première cause de la réapparition des courants révolutionnaristes non prolétariens se situe dans l'exacerbation de la lutte des classes, conséquence du développement et de la domination de plus en plus insupportable du capitalisme monopoliste d'Etat parvenu à un stade avancé.

Nous avons déjà démontré qu'à notre époque, l'aiguïsement de la contradiction principale entre bourgeoisie capitaliste et classe ouvrière s'accompagne d'un aiguïsement non moins continu des contradictions secondaires de notre société. L'antagonisme entre cette même bourgeoisie capitaliste, classe dominante, et différentes classes ou couches intermédiaires connaît un processus d'extension et d'approfondissement irréversible.

La crise générale dans laquelle s'enfoncé irrémédiablement le capitalisme mondial, y compris le capitalisme français, conduit cette bourgeoisie détentrice de l'Etat à durcir sa domination sur toutes les autres classes et couches de la société afin de perfectionner sans cesse le système d'exploitation destiné à lui assurer et à lui conserver le profit maximum.

Aussi, de larges couches de la paysannerie et de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes tendent-elles à se révolter contre les graves atteintes à leurs intérêts qui sont les conséquences immédiates de cette politique de la bourgeoisie capitaliste, elle-même dominée par sa fraction monopoliste.

Ce phénomène est d'ores et déjà évident en ce qui concerne les petits paysans et certains paysans moyens endettés, que la politique au service exclusif des trusts de l'agriculture voue à la ruine.

Il en est de même en ce qui concerne nombre d'artisans, petits et moyens commerçants que la politique exclusivement favorable aux trusts du commerce voue à la faillite.

Il en est encore de même en ce qui concerne les étudiants appartenant à des couches petites-bourgeoises et même à la bourgeoisie moyenne, auxquels la politique destinée à mettre l'Université au

service exclusif de la bourgeoisie capitaliste monopoliste interdit tout avenir décent et impose une culture dominée par l'idéologie la plus réactionnaire et la plus rétrograde.

La seconde cause de la réapparition des courants révolutionnaires non prolétariens réside dans la trahison des principes révolutionnaires du marxisme et du léninisme par les Partis « Communistes » dominés par le révisionnisme moderne. Lénine expliqua déjà, en 1920, que « *l'anarchisme a été souvent une sorte de châtement pour les déviations opportunistes du mouvement ouvrier* ». Dans son rapport devant le VI^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie, Enver Hoxha expliquait récemment :

« *Les théories et la pratique contre-révolutionnaires des révisionnistes servent à alimenter les courants idéologiques hostiles les plus divers, depuis les courants les plus réactionnaires bourgeois, jusqu'aux courants trotskistes et petits-bourgeois.* »

Depuis la fin de la Seconde guerre mondiale, les dirigeants du Parti « Communiste » Français se sont délibérément opposés en effet à tous les développements possibles du mouvement révolutionnaire des masses, que favorisaient et permettaient des conditions historiques objectives en 1945-1947, pendant la guerre menée contre le colonialisme français par le peuple algérien, et en mai-juin 68.

Cette trahison contre-révolutionnaire a naturellement laissé un vide immense temporaire dans les rangs de la classe ouvrière et parmi les couches sociales prêtes à se placer sous sa direction pour participer à la révolution socialiste. Le cas est tout à fait patent en ce qui concerne les intellectuels et la jeunesse progressistes. Les calomnies lancées contre la personne de Staline ont profondément troublé les esprits et porté un coup néfaste au légitime prestige de la première expérience de l'histoire dans l'édification du socialisme.

Le refus d'un soutien actif et concret à la guerre héroïque menée par les patriotes algériens contre la bourgeoisie impérialiste française a accentué le désarroi idéologique et politique d'un très grand nombre d'intellectuels et d'étudiants.

Enfin, les mensonges lancés contre le Parti frère Chinois et contre le président Mao Tsé-toung lui-même ont achevé de désorienter une masse importante d'éléments avancés, en leur inculquant l'idée qu'aucune expérience révolutionnaire prolétarienne n'était parvenue à déboucher sur l'édification d'un socialisme authentique, et que les structures d'un Parti de type léniniste n'apportaient qu'oppression et destruction de toute « liberté ».

A ce sujet, Enver Hoxha déclarait encore :

« *Dans cette situation de profond désarroi idéologique, que les révisionnistes modernes ont créée et qu'ils cherchent à maintenir, on comprend combien il est important pour tous les marxistes-léninistes de lutter pour libérer la classe ouvrière et les masses laborieuses de toutes les influences de l'idéologie bourgeoise et révisionniste comme des divers courants petits-bourgeois, et de les armer de la seule idéologie scientifique, le marxisme-léninisme.* »

Résumons-nous.

Dans notre pays, c'est en l'absence provisoire d'un Parti révolutionnaire prolétarien édifié et reconnu par les masses ouvrières, que

le « *gauchisme moderne* » est né de l'accentuation des contradictions des couches intermédiaires de notre société avec la bourgeoisie capitaliste monopoliste détentrice du pouvoir d'Etat. Comme le « *révisionnisme moderne* », le « *gauchisme moderne* » est à replacer dans le cadre de la lutte des classes, tant à l'échelle internationale qu'en France, même s'il ne manifeste qu'une contradiction secondaire par rapport à celle, fondamentale, qui oppose prolétariat et bourgeoisie. Comme le « *révisionnisme moderne* », le « *gauchisme moderne* » doit être combattu sans relâche sur tous les plans : idéologique, politique et organisationnel, parce qu'il manifeste également une contradiction avec le prolétariat et son idéologie de classe.

Caractères communs aux formations non prolétariennes dites « gauchistes »

En effet, si nous nous reportons à nos études particulières de chaque courant, groupes ou partis s'affirmant révolutionnaires dans la France de 72, pour en dresser récapitulation et en dégager les caractéristiques d'ensemble, force nous est de constater en premier lieu que la majorité d'entre eux, disons même la quasi totalité, ne tire pas son origine historico-politique des rangs ou des luttes de la classe ouvrière proprement dite.

Pour ne citer que les formations les plus importantes, notons que :

— le « *Mouvement du 22 mars* » a vu le jour chez les étudiants et enseignants de la faculté de Nanterre ;

— la « *Ligue Communiste* » provient d'une scission de « *l'Union des Etudiants Communistes* » ;

— le « *Parti Socialiste Unifié* » provient du Parti Socialiste SFIO et de groupes d'intellectuels trotskisans, catholiques et dissidents du Parti « Communiste » Français ;

— la « *Gauche Prolétarienne* » regroupe des étudiants et enseignants issus de la faculté de Nanterre et de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm.

Seuls sans doute les militants des « *Centres d'Initiatives Communistes* » et, dans une moindre mesure, ceux de « *Lutte Ouvrière* », peuvent se réclamer de passés liés à des luttes du prolétariat, mais leurs activités actuelles ne paraissent pas très profondément implantées dans les usines et ne se rattachent pas de manière fondamentale à l'idéologie prolétarienne.

Cette constatation confirme sans ambiguïté que le contenu social des formations présentées comme « *gauchistes* » n'a rien de prolétarien dans son ensemble. Il est à rattacher à la petite et moyenne bourgeoisie dont nous avons vu que s'aiguisent depuis plusieurs années les contradictions avec la bourgeoisie capitaliste, et plus particulièrement avec sa fraction disposant du pouvoir d'Etat, la bourgeoisie des monopoles.

Dans ces conditions, comment l'idéologie de ces organisations pourrait-elle se rattacher à l'idéologie révolutionnaire du prolétariat ?

En examinant certaines caractéristiques parmi les plus marquantes, non communes à l'ensemble de ces formations, nous allons nous rendre compte que, pour chacune existe au moins une attitude

idéologique, une position théorique ou politique, ou une mesure organisationnelle qui la rattache incontestablement à l'idéologie bourgeoise et l'infirme de la qualité prolétarienne dont elle a l'ambition publique de se prévaloir.

Le « *gauchisme moderne* » en France, comme dans d'autres pays occidentaux, a une nature de classe identique à celle qui se trouve implicite dans cette remarque de Lénine : « *Le petit bourgeois, « pris de rage » devant les horreurs du capitalisme, est un phénomène social propre, comme l'anarchisme, à tous les pays capitalistes.* » (« *La maladie infantile du communisme : le gauchisme* »).

Caractères particuliers à une seule ou plusieurs formations « gauchistes » sans être communs à leur ensemble

Nous n'allons pas traiter des caractères non prolétariens particuliers des formations prétendues « *gauchistes* » en nous plaçant sur leurs terrains, mais sur le nôtre. Dans ce but, nous allons retenir quatre critères fondamentaux qui permettent de juger du respect ou de la violation des principes du marxisme-léninisme. Nous allons confronter les positions des unes et des autres par rapport aux quatre questions suivantes :

1° Quelle est la nature de la voie de passage du capitalisme au socialisme et quelle forme d'Etat doit instaurer la révolution socialiste ?

2° Quelle arme principale faut-il utiliser pour faire triompher la révolution socialiste ?

3° Quelle attitude tactique doit-on adopter, dans l'immédiat, vis-à-vis des syndicats ?

4° Quelle attitude de principe doit-on adopter vis-à-vis du révisionnisme moderne et de son support en France, le Parti « Communiste » Français ?

1° Attitude des formations non prolétariennes dites « gauchistes » sur la nature de la voie du passage au socialisme et sur la forme d'Etat instauré à la suite de ce passage.

D'une manière générale, les courants, groupes et partis prétendus « *gauchistes* » reconnaissent la nécessité et l'inéluctabilité de la violence révolutionnaire pour passer du capitalisme au socialisme. La majorité d'entre eux reste toutefois peu explicite à ce sujet et seule la « *Gauche Prolétarienne* » proclame sans ambiguïté que cette violence révolutionnaire sera « *armée* ». Le « *P.S.U.* », « *Lutte Ouvrière* » et la « *Ligue Communiste* » sont plus réservés. D'ailleurs ces trois formations participent à toutes les campagnes électorales, même si

dans certaines proclamations elles affirment qu'il s'agit de « farce » ou de « piège » (Krivine).

Quant à l'« A.J.S. », très proche du Parti Socialiste, ses positions en la matière sont peu connues, nous les avons supposées proches du passage « pacifique ».

Electoralisme ou boycottage ?

Mais nous voici ramenés à une question que nous avons déjà abordée lorsque nous avons traité des moyens utilisés par la bourgeoisie pour maintenir et perpétuer sa domination : quelle est la fonction exacte de l'électoralisme dans notre société actuelle ? Quelle doit être l'attitude juste à adopter en présence des scrutins successifs auxquels le pouvoir convie notre peuple ?

La question mérite qu'on y revienne, dans la mesure où nous avons exposé la juste condamnation, en 1920, par Lénine, des « gauchistes » qui rejetaient toute participation aux parlements bourgeois, et préconisaient systématiquement le boycott de tout scrutin.

Le déroulement récent du référendum sur le Marché commun et la perspective des prochaines élections législatives nous font obligation de réexaminer très sérieusement notre ligne tactique à leur sujet.

Tout d'abord soulignons le caractère fondamental de notre juste condamnation de l'électoralisme tel que l'entendent et le pratiquent les dirigeants révisionnistes, en lui octroyant une fonction susceptible de conduire pacifiquement au socialisme. Sur ce point, n'en doutons pas, il n'y a aucune difficulté, aucune hésitation dans nos rangs. Confirmons également que l'électoralisme est utilisé par la bourgeoisie comme une arme efficace à son service.

Reste ce qu'explique Lénine, qui insiste sur le fait que son analyse concerne la situation de 1905 à 1917 pour la Russie et la situation en 1920 pour l'Europe occidentale :

« Manifester son « esprit révolutionnaire », écrit-il, en se contentant d'invectiver l'opportunisme parlementaire, de répudier la participation au parlement, est très facile. Mais justement parce qu'elle est trop facile, cette solution ne résoud pas un problème ardu, très ardu. Créer dans les parlements d'Europe une fraction parlementaire authentiquement révolutionnaire est infiniment plus malaisé qu'en Russie ».

Lénine poursuit un peu plus loin :

« ... C'est justement parce qu'en Europe occidentale la masse arriérée des ouvriers et, plus encore, des petits paysans est beaucoup plus qu'en Russie pénétrée de préjugés démocratiques bourgeois et parlementaires, — c'est pour cette raison que les communistes peuvent (et doivent) uniquement du sein d'institutions comme les parlements bourgeois, poursuivre une lutte opiniâtre de longue haleine, et qui ne reculerait devant aucune difficulté, pour dénoncer, dissiper, vaincre ces préjugés ».

Lénine conclut :

« La critique la plus violente, la plus implacable, la plus intran-

sigeante, doit être dirigée non point contre le parlementarisme ou l'action parlementaire, mais contre les chefs qui ne savent pas — et plus encore, contre ceux qui ne veulent pas — tirer parti des élections au parlement et de la tribune parlementaire en révolutionnaires, en communistes. »

Il est bien certain que le point de vue ici exposé par Lénine concernait une situation historique donnée, à laquelle nous ne pouvons identifier celle qui nous est contemporaine, aussi bien en France que sur le plan international. De nos jours, la dégénérescence révisionniste des élus présentés comme « *communistes* », mais définitivement gangrenés par le crétinisme parlementaire, est une réalité nouvelle et définitive.

En fait, ce qui peut nous inciter à une réflexion plus poussée sur notre attitude face à l'électoratisme, c'est seulement la position de principe de Lénine qui précisément recommande, suivant les circonstances, le boycott ou la participation à des élections. Il y a un demi-siècle, dans « la maladie infantile », Lénine critiquait comme « *opportunistes de gauche* » certains jeunes Partis communistes occidentaux qui fixaient leur tactique de boycott sur la base d'une analyse erronée du développement et des perspectives révolutionnaires de l'époque.

Or il existe une étude de Lénine plus théorique et de portée plus générale sur cette question. Son texte figure dans le tome 13 de ses « *Œuvres* » sous le titre « *Contre le boycottage* ». Rédigé en juin 1907, il fut publié dans la brochure « *Du boycottage de la troisième Douma* ». Nous ne saurions trop recommander la lecture de ce document aux camarades qui restent encore hésitants et doutent, si peu soit-il, de la justesse de notre hostilité actuelle à toute participation aux scrutins organisés par le pouvoir de la bourgeoisie française.

Lénine y distingue deux catégories de boycottages : le boycottage *actif* et le boycottage *passif*, pratiqués le premier par les bolcheviks, le second par des libéraux bourgeois. Il assimile le boycottage *passif* à « *une simple abstention de participation aux entreprises de l'ancien régime* » et lui témoigne un mépris très net.

Remarquons au passage que jusqu'ici nos mots d'ordre et notre attitude concernant les différents scrutins qui se sont succédés en France, correspondaient pratiquement à cette catégorie de boycottage *passif*.

En ce qui concerne l'autre catégorie, le boycottage *actif*, il n'est conçu comme opportun par Lénine que dans le cadre « *d'un ample essor du mouvement révolutionnaire* ». L'exemple type en est fourni par le boycott du scrutin de 1905 pour ou contre une nouvelle monarchie constitutionnelle. La montée de la vague révolutionnaire fut alors telle que le scrutin ne put avoir lieu et fut remplacé par les événements révolutionnaires eux-mêmes.

Lénine assimile le choix entre boycott ou participation aux élections comme un choix entre « *voie directe* » ou « *voie en zig-zag, tortueuse* » pour conduire à la Révolution.

A partir de là, il précise que ce choix concerne donc la voie « *que la révolution (va) emprunter dans son développement* ». Il ajoute que « *ce choix (dépend) non pas de la volonté de tels ou tels groupements, mais de la force des classes révolutionnaires et contre-*

révolutionnaires. Cette force, on ne (peut) la mesurer et l'éprouver que dans la lutte ». Il dit encore que « la lutte pour le-choix de la voie à suivre dans l'avenir immédiat (est) historiquement inévitable ». Il conclut à propos du boycottage de 1905 : « La propagande faite par la social-démocratie (entendez les bolcheviks) pour un boycottage actif était une manière de poser le problème, une manière consciente de le poser pour le parti du prolétariat, c'était le mot d'ordre de la lutte pour le choix de la voie à suivre dans la lutte ».

Les mencheviks s'étaient alors ralliés à la participation au scrutin, considérant que la monarchie constitutionnelle que ce scrutin concernait, constituerait un progrès par rapport à l'ancien régime. Les bolcheviks luttèrent, eux, pour faire triompher une révolution démocratique bourgeoise.

Enfin Lénine souligne que le boycottage avait la portée d'une « lutte contre les illusions constitutionnelles ».

Comment pouvons-nous appliquer les enseignements de Lénine spécifiques à la situation de la Russie dans les années 1905-1907, à la situation en France en 1972 sans risquer de tomber dans quelque transposition dogmatique ?

En essayant de procéder d'abord à une analyse concrète tenant compte de tous les éléments politiques contemporains, ainsi que des enseignements de l'histoire des cinquante dernières années.

Depuis 1945, les dirigeants du Parti « Communiste » Français, Thorez en tête, ont imposé à la classe ouvrière et au peuple français le reniement des enseignements de Lénine sur la nature nécessairement violente de la révolution socialiste, ils ont trahi la portée historique et universelle de la Révolution bolchevik d'Octobre 1917 en inventant une prétendue possibilité de passer du capitalisme au socialisme par une voie dite « pacifique » (interview de Thorez au « Times » en 1945). Et pour mettre en application cette ligne révisionniste, ils ont fondé toute l'activité du Parti sur l'électoratisme, travaillant sans cesse à développer et renforcer les illusions électoralistes, déjà anciennes, des travailleurs de notre pays.

Bien entendu, la bourgeoisie au pouvoir s'est félicitée d'une telle attitude ; de Gaulle a parfaitement su, le premier, en tirer un parti précieux, pour endiguer la poussée populaire d'après 1945.

Mais, au cours de la dernière décennie, la situation générale du capitalisme monopoliste d'Etat français s'est sensiblement détériorée, tandis que le mouvement révolutionnaire des masses connaissait un essor objectif. Les événements de mai-juin 1968 ont représenté la première poussée révolutionnaire, totalement indépendante de la volonté des partis au pouvoir ou dans la prétendue opposition. Ils ont notamment sanctionné le profond discrédit du parlementarisme bourgeois dans la masse de la jeunesse et dans de larges couches populaires. Des dizaines de milliers de manifestants passèrent près de l'Assemblée nationale sans même prendre conscience qu'elle constituait l'un des centres du pouvoir « légal » de la bourgeoisie. Mais, événement beaucoup trop sous-estimé, les masses en luttant ont aussi réussi, dans un premier temps, à empêcher le recours aux urnes solennellement annoncé par de Gaulle qui avait décidé un référendum. Naturellement, la bourgeoisie ainsi battue parvint ensuite, grâce aux

révisionnistes, à se ressaisir et à utiliser efficacement l'électoratisme en organisant des élections législatives. Le Parti « Communiste » Français en fit d'ailleurs les frais, comme il arrive souvent aux plats valets. Pour tenter de poursuivre sa fonction contre-révolutionnaire au sein de la classe ouvrière et des couches les plus combatives, le Parti révisionniste lança son manifeste : « *Pour une démocratie avancée ouvrant la voie au socialisme* » et accentua sa politique de « *programme commun pour un gouvernement d'unité populaire* » avec les socialistes et autres politiciens bourgeois dits « *de gauche* ».

Cette « *démocratie avancée* » qui ne résulterait que d'un succès électoral, ne constituerait de fait qu'un relais de personnel politique de la bourgeoisie capitaliste, largement déconsidéré maintenant, et n'aurait d'autre objet, face à de nouvelles poussées révolutionnaires comparables à celle du printemps 1968, que de préserver le système capitaliste.

Or, lors du dernier référendum sur le Marché Commun, on a pu se rendre compte, à la proclamation des résultats, que le refus de vote avait conquis une place de premier plan et qu'en définitive les résultats acquis par la bourgeoisie ne reposaient que sur une minorité. D'ailleurs, Pompidou lui-même avait déjà été élu en 1969 par une minorité, et non par la majorité, du corps électoral français.

Dans le même temps, l'essor des luttes ouvrières, certes encore limitées à des aspects revendicatifs sur le plan économique et social et non sur le plan politique, n'a cessé de se développer depuis maintenant plusieurs mois. La crise générale de la bourgeoisie capitaliste, crise politique, économique, financière, morale, offre des perspectives largement favorables à de nouveaux développements et progrès des luttes révolutionnaires.

Dans une telle situation, la lutte concrète contre toutes élections est devenue historiquement une lutte « *pour ou contre la voie pacifique* » que prônent les traîtres révisionnistes appuyés par leurs complices socialistes, c'est-à-dire une lutte « *pour le choix d'une voie favorable ou hostile à la révolution prolétarienne* ».

Le boycottage de tout scrutin est devenu dans la France d'aujourd'hui un moyen de combattre les illusions électoralistes savamment entretenues par la bourgeoisie et ses serviteurs.

Voilà pourquoi nous devons maintenir la juste ligne antiélectoratiste que nous avons préconisée depuis des années. Voilà pourquoi nous ne pensons pas adopter ainsi une attitude « *de gauche* » pour reprendre l'expression de Lénine. Voilà pourquoi nous pensons respecter les enseignements de principe qu'il a consignés tant en 1907 qu'en 1920 lorsqu'il a abordé la question du boycottage ou de la participation aux élections et aux parlements bourgeois.

Toutefois, il nous paraît indispensable de réfléchir à la forme du boycott que nous avons appliquée jusqu'ici. En invoquant la faiblesse de nos forces, nous nous sommes satisfaits de la simple abstention passive et sans doute était-ce là une position assimilable à celle que Lénine condamnait en parlant de boycottage passif. Mais n'avons-nous pas été les premiers surpris par l'importance du refus de vote au dernier référendum ? Aussi avons-nous désormais l'obligation de prévoir et préparer avec sérieux la forme supérieure de notre intervention

dans la bataille électorale des prochaines législatives, que nous aurons à aborder en donnant à notre mot d'ordre de boycottage un contenu plus actif que par le passé, même s'il ne peut historiquement s'identifier déjà au pur boycottage actif conçu et pratiqué par Lénine.

Mais revenons-en à nos pseudo-gauchistes.

Voyons maintenant quelle forme d'Etat désirent instaurer ces révolutionnaristes petits-bourgeois, lorsqu'aura été réalisée par la violence révolutionnaire la destruction du capitalisme.

C'est ici que l'inconséquence et la nature de classe de ces bavards impénitents apparaît dans toute sa splendeur ! La grande majorité de ces gens préconisent la vieille, l'utopique « *autogestion* ».

Seuls le groupe « *Révolution !* » et la « *Ligue Communiste* » se déclarent explicitement en faveur de la « *dictature du prolétariat* ». Quant à la « *Gauche Prolétarienne* », sa position manque de précision et semble devoir se résumer sous le mot d'ordre de : « *Pouvoir populaire* » dont la formulation risque de créer une confusion néfaste avec celle « *d'unité populaire* » des révisionnistes.

L'autogestion

Voilà donc qui est clair, mais nous conduit à examiner et réfuter ce qu'il y a de commun dans les multiples théories de « *l'autogestion* », chaque formation ayant sa petite idée bien à elle sur cette forme « *paradisique* » de la société socialiste.

L'autogestion est d'abord une conception en faveur chez tous les adversaires de l'Etat en tant que tel, sans distinction de contenu de classe, chez tous les utopistes qui croient pouvoir réaliser une société « *sans classes* » aussitôt après qu'aura été brisé l'Etat capitaliste, chez tous ceux qu'Engels baptisa les « *antiautoritaires* ». Les anarchistes, à quelque groupe appartiennent-ils, sont de chauds partisans de la « *gestion directe* » en dehors de toute administration venant d'un organisme central.

Un des porte-parole de la « *Fédération Anarchiste* », Maurice Joyeux, vient de publier une plaquette édifiante sous le titre : *Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière*. Dans sa conclusion, il expose tout simplement : « *Nous sommes pour la gestion de l'économie par les travailleurs parce que nous refusons le système capitaliste et son agent de coordination, l'Etat. Nous voulons établir l'égalité économique, complément indispensable de l'égalité politique sans laquelle il n'y a de liberté que pour ceux qui ont les moyens de l'acheter. L'autogestion, la gestion ouvrière, la gestion directe, comme on voudra, nous semble la structure appropriée pour produire les objets nécessaires à l'existence en aliénant le moins possible la liberté...* »

Mais par quelle voie ce système pourra-t-il être instauré ? Joyeux n'est pas à court de réponse : « *La grève gestionnaire, dit-il, nous semble, dans l'état de complexité de l'économie moderne, le moyen le plus efficace pour arracher aux classes dirigeantes et à leur mandataire, l'Etat, les instruments de la production et de l'échange.* »

Mais cet anarchiste pourrait-il nous expliquer quel sera le processus réel pour « *arracher l'Etat aux classes dirigeantes* » ? On est tenté de parler de sa candeur, lorsqu'on sait, avec les enseignements

séculaires de Marx et Engels, de quoi se compose effectivement l'Etat capitaliste, avec sa police, ses prisons, ses « *bandes d'hommes armés* », son armée de classe, bref, tous ses organismes répressifs.

A supposer que cet Etat bourgeois ait pu être détruit par l'opération d'un Saint-Esprit, on peut encore demander à cet aimable optimiste comment les unités économiques autogérées organiseront leur défense contre les tentatives bien prévisibles des anciennes classes dirigeantes pour reconquérir leurs avantages ?

Mais « *l'autogestion* », c'est encore bien autre chose. C'est aussi une idée qui est apparue chez les sociaux-démocrates et autres réformistes dans le but d'opposer une théorie et une perspective prétendue « *socialiste* » à la « *dictature du prolétariat* » conçue et expérimentée par les révolutionnaires marxistes-léninistes. Il est amusant à ce propos de lire sous la plume du même anarchiste Joyeux : « *Il est certain que l'autogestion proposée par les amis de Mitterrand ou de Rocard est sans consistance. Une simple clause de style qui colore un programme, sans plus.* » Nous avons vu, au demeurant, ce que Rocard pense de la « *dictature du prolétariat* » dont il rend « *couppables* » à la fois Lénine et Staline.

Il y a enfin « *l'autogestion* » que les révisionnistes yougoslaves ont utilisée comme cheval de Troie dans le but de rétablir dans leur pays une économie et un système capitalistes. De nombreux textes dus à nos camarades albanais, Enver Hoxha en tête, en présentent le mécanisme et l'analyse détaillée. Nous savons aujourd'hui que ce système a conduit la Yougoslavie à un désordre économique profond et à une crise générale très grave y compris sur le plan politique. L'autonomie de gestion a favorisé en particulier les investissements privés de capitaux étrangers, américains pour l'essentiel, et, par ce biais, les peuples de Yougoslavie sont tombés sous la tutelle économique et sociale de l'impérialisme du monde le plus puissant. Le chômage est réapparu et, maintenant, des centaines de milliers de travailleurs industriels ou agricoles yougoslaves sont obligés d'émigrer dans les pays capitalistes occidentaux pour chercher du travail et faire vivre, dans une misère tragique, leurs familles.

En définitive, l'autogestion ne supprime pas le caractère capitaliste d'un Etat. Les unités autogérées correspondent simplement, dans la nation, aux organismes capitalistes anciens (sociétés anonymes et autres sociétés dites « *de capitaux* »). Elles se livrent à la concurrence. Elles maintiennent une hiérarchie des salaires pouvant aller, comme en Yougoslavie, de 1 à 20 ! Elles sont tributaires de la loi de l'offre et de la demande. Elles peuvent être « *achetées* » par des capitaux étrangers. Elles ne procèdent pas à une répartition équitable du produit social.

« *En fait, il s'y produit tout le contraire* », déclare Enver Hoxha, qui poursuit : « *Le morcellement de la propriété étatique et la négation du rôle dirigeant de l'Etat socialiste signifient le morcellement de la classe ouvrière, la négation de son rôle dirigeant dans la vie de la société.* »

Quant à la prétendue « *démocratie directe* » qu'instituerait l'autogestion, nous pouvons lui opposer ce qu'indiquait Lénine :

« ... Le développement en avant ne procède pas d'une manière simple, directe et sans obstacles « A TRAVERS UNE DEMOCRATIE » TOUJOURS PLUS GRANDE », comme le pensent les professeurs libéraux et les opportunistes petits-bourgeois. Non, le développement en avant, c'est-à-dire vers le communisme passe par la dictature du prolétariat... »

Dans un article du 7 février 1965, le quotidien central du P.T.A., « Zeri i Popullit », complétait cette citation en expliquant :

« En tant que propriétaires des moyens de production, les travailleurs réalisent le droit de propriété dans le système socialiste en dirigeant leur propre production dans leur intérêt, sur la base du centralisme démocratique et à l'aide de l'Etat, qui est leur représentant, interprète fidèle de leur volonté. Les formes organisationnelles de cette direction, ainsi que de l'application du centralisme démocratique en économie, ne peuvent pas être universelles pour tous les pays et pour tous les temps. Mais leur essence doit être une et une seule, pour chaque cas et pour chaque pays : entraîner largement et faire participer activement les masses travailleuses à la direction de l'Etat et de l'économie, pour l'augmentation rapide des forces productives, pour l'extension et le renforcement des rapports socialistes de production, pour l'élévation de la conscience socialiste, pour la lutte contre le bureaucratisme et tout ce qui entrave l'épanouissement de la force créatrice du peuple. »

Un seul système d'Etat prolétarien permet de réaliser convenablement ces concepts : c'est la « dictature du prolétariat ». Et grâce à Mao Tsé-toung et Enver Hoxha qui se sont appuyés et s'appuient sur les forces créatrices de leurs peuples respectifs, nous savons que le moyen permettant toute correction nécessaire, c'est l'intervention des masses dans la « Grande Révolution Culturelle Proletarienne » en Chine, dans la lutte pour « la révolutionnarisation de l'homme » en Albanie.

Et tout le reste, autogestion, gestion directe ou gestion ouvrière n'est que littérature destinée à perpétuer le capitalisme et l'idéologie bourgeoise.

2° Avec quelle arme principale les formations non prolétariennes dites « gauchistes » entendent-elles faire triompher la révolution socialiste ?

La réponse à cette question fait apparaître trois conceptions différentes.

1° D'abord, la grande majorité des formations révolutionnaristes place sa confiance exclusive dans la seule spontanéité des masses, en s'opposant de manière explicite à toute organisation prétendant les impulser, les diriger et les conduire à la victoire. Ce courant spontanéiste correspond à la tradition anarchiste antiautoritaire, fort ancienne dans notre peuple. On sait comment elle se manifesta de façon néfaste pendant la Commune de Paris.

Parmi ces formations, la « Gauche Proletarienne » a sans doute une position un peu plus nuancée. Elle parle régulièrement du « Parti

révolutionnaire prolétarien », mais n'envisage son apparition et son édification qu'à partir d'un développement avancé du mouvement révolutionnaire. Ce « Parti » naîtrait ainsi spontanément de la seule initiative des masses et ne serait pas « *artificiellement proclamé par une minorité coupée des mêmes masses* ».

Cette conception à la fois spontanéiste et mécaniste relève de l'idéalisme et ne peut s'appuyer sur aucune expérience concrète dans l'histoire du mouvement ouvrier international. Sans doute doit-elle beaucoup au courant anarchiste constitutif de la « G.P. », venu du Mouvement du 22 Mars, mais nous devons à la vérité de rappeler que nos interlocuteurs de l'U.J.C. (m.-l.) de 1967 avançaient déjà des idées et des affirmations allant dans le même sens. Bien entendu, tout cela est fort éloigné de l'authentique Pensée-maotsétoung, en dépit du qualificatif de « *maoïste* » dont se prévaut la « G.P. ».

2° Un second groupe de formations, qui d'ailleurs se défendent légitimement toutes deux d'être « *gauchistes* » (le « P.S.U. » et les « C.I.C. ») inclinent nettement du côté de la conception révisionniste du « *pluralisme des partis* » pour conduire à la conquête révolutionnaire du pouvoir.

Nous ne contestons pas en vérité la possibilité de la participation de plusieurs partis aux luttes révolutionnaires. Mais le point essentiel sur lequel les militants du « P.S.U. » et des « C.I.C. » se devraient d'être plus explicites concerne les rôles respectifs de ces différents partis. A ce sujet, voici ce qu'indique Enver Hoxha, avec qui nous sommes en accord complet :

« Le rôle dirigeant du Parti de la classe ouvrière dans la lutte pour le socialisme, qu'il existe un ou plusieurs partis, est une loi objective... Dans (la) lutte (pour la transformation révolutionnaire de la société capitaliste sur des bases socialistes), la classe ouvrière fait alliance avec diverses forces sociales et politiques. Toutes les formes de lutte et d'organisation, tous les détachements du mouvement révolutionnaire doivent servir un seul but. De là découle la nécessité d'un Parti comme centre unique de direction et d'organisation. » (VI^e Congrès.)

3° Un troisième groupe de formations « *gauchistes* » reconnaît explicitement la nécessité d'un « *Parti de type nouveau* ».

La « *Ligue Communiste* » et « *Révolution !* » ont l'ambition d'édifier ce Parti léniniste, dont chacune se considère comme le premier embryon. Précisons que, pour satisfaire à cette ambition, leur fait actuellement défaut l'essentiel, à savoir le contenu social et idéologique prolétarien. Nous ne voyons pas de raison sérieuse pour que cette carence fondamentale se modifie dans l'avenir.

3° Quelles attitudes vis-à-vis des syndicats existants adoptent les formations non prolétariennes dites « gauchistes » ?

Que ce soit sous une forme de duplicité opportuniste, ou en s'efforçant de mener une lutte interne plus en rapport avec la condamnation du réformisme et de la collaboration de classes, presque toutes

les formations en cause invitent leurs adhérents à militer dans les syndicats existants. Généralement, chacune privilégie l'une des trois confédérations (C.G.T., C.F.D.T. ou F.O.) pour des raisons particulières, mais ne rejette pas l'appartenance à au moins l'une des deux autres. Par contre, certaines d'entre elles condamnent catégoriquement une confédération (l'« A.J.S. » est contre la C.F.D.T. et la « Ligue » contre F.O.). Par contre, la « Gauche Proletarienne » et, semble-t-il, l'« Organisation Communiste Libertaire » condamnent le principe même du syndicalisme, à la fois comme générateur du réformisme et donc de la contre-révolution, et comme organisme à structures et fonctionnement « autoritaires ».

Nous savons que cette attitude fut condamnée sans réserve par Lénine. Nous avons eu nous-mêmes à corriger et à rejeter une autre tendance non léniniste consistant à concentrer nos efforts sur la constitution de « syndicats rouges » ou de « comités de base », que le 1^{er} Congrès du P.C.M.L.F. lui-même avait proclamés nécessaires dans ses déclarations officielles. Ce sont les résultats négatifs de nos expériences concrètes qui nous ont amenés à faire rejeter ces conceptions « gauchistes » et à impulser leur rectification... Mais il nous reste à en faire, de manière sérieuse et approfondie, l'indispensable auto-critique.

4° Quelles attitudes observent les formations non prolétariennes dites « gauchistes » vis-à-vis du révisionisme moderne et de son support en France, le Parti « Communiste » Français ?

Dans le cas présent, on ne saurait parler de tendance « gauchiste », au contraire.

La plupart des formations en cause n'ont pas adopté une attitude de rupture catégorique, intransigeante et définitive avec le Parti révisionniste. C'est plus souvent ce dernier qui leur tient la « dragée haute ».

En dépit de critiques fondées et parfois formulées de manière juste, comme en dépit d'invectives prétendant le stigmatiser en le qualifiant de « stalinien », les organisations appartenant au courant trotskyste (« Ligue », « A.J.S. », « Lutte ouvrière », « A.M.R. ») ainsi que le « P.S.U. » et naturellement les « C.I.C. » qui comptent dans leurs rangs des membres encore adhérents au P.« C. »F., font preuve, dans la pratique, d'un opportunisme presque constant vis-à-vis du Parti dirigé par Georges Marchais.

Cette grave tendance se manifeste dans des circonstances multiples : par le manque de fermeté à l'intérieur de la C.G.T., par l'absence ou la faiblesse quasi générale de la dénonciation des trahisons théoriques et politiques des principes du marxisme-léninisme, par la participation concrète à des manifestations organisées et dirigées par le P.« C. »F. même sous le prétexte fallacieux d'aller « là où sont les masses » (d'une part il faut prendre en considération le contenu et la portée de la démonstration en cause, d'autre part, souvent, il ne s'agit pas des « masses » ouvrières, mais des permanents

et des adhérents les plus convaincus de la justesse des positions de leur Parti), par la reprise de positions et mots d'ordre révisionnistes, notamment sur le plan électoral (« Non » au référendum hier, soutien au programme d'Union de la gauche aujourd'hui), par des désistements ou retraits favorables à des candidats révisionnistes lors des diverses élections, etc.

Le comportement de ces formations prouve dans ce cas précis qu'elles sont bien plus « opportunistes de droite » que « gauchistes ».

Par contre, la « Gauche Prolétarienne » a maintenant courbé son bâton en sens radicalement opposé à celui choisi par certains de ses militants à l'époque de l'U.J.C. (m.-l.). Sa rupture avec le P.« C. »F. se veut totale, idéologique, politique et organisationnelle. Ce qui est juste. Mais, du coup, la « G.P. » ne fait aucune distinction entre dirigeants, bonzes et simples militants de base souvent odieusement trompés. Et certains de ses slogans retentissent aux oreilles des masses comme plus « anticommunistes » qu'« antirévissionnistes ».

Cela dit, nous ne reprochons nullement à la « G.P. » de riposter comme il convient aux attaques physiques des « gros bras » du service d'ordre révisionniste. Et nous comprenons fort bien, pour en avoir été victimes nous-mêmes, l'indignation des jeunes militants dits « maoïstes » devant la collusion flagrante des cadres révisionnistes avec la police de l'Etat bourgeois. Combien de militants ont été arrêtés et tabassés sur dénonciation révisionniste ? On ne les compte plus. C'est là une des plus graves manifestations de la dégénérescence et de la trahison irréversible du Parti, dont la direction est désormais tenue par un homme que les F.T.P. auraient abattu sans hésiter une seconde s'ils avaient connu en temps voulu sa forfaiture de 1942 et s'ils avaient pu le rencontrer à cette époque.

Il semble bien que « Révolution ! » comme « Les Cahiers de Mai » soient acquis à l'idée juste d'une rupture totale avec le P.« C. »F.

Premières Conclusions

Pour conclure sur les caractères particuliers des formations étudiées, remarquons sans crainte de nous tromper que le qualificatif de « gauchistes » ne correspond nullement à leurs tendances principales. En dehors de la « Gauche Prolétarienne », peut-être aussi de « Révolution ! » et d'un ou deux groupes anarchistes, la large majorité des groupes et partis en cause méritent amplement la qualité d'« opportunistes de droite ».

Leurs attitudes, leurs lignes politiques, leurs styles de travail les situent sans équivoque dans un domaine idéologique beaucoup plus proche du révisionnisme moderne et de la social-démocratie que du marxisme-léninisme.

Sans doute cette constatation explique-t-elle l'ostracisme souvent hargneux que plusieurs d'entre eux nous témoignent, en particulier depuis 1968.

La « *Gauche Prolétarienne* », organisation spontanéiste et anarchisante, n'a pas que des défauts même si ses références au « *maoïsme* » nous paraissent en contradiction avec son mépris de la théorie comme avec sa pratique. Sans doute, depuis 1969, sa ligne justifie-t-elle sa qualification de « *gauchiste* » même si parfois l'on peut déceler des tendances de droite dans certaines de ses initiatives ou proclamations.

Mais nous devons apprendre à observer les autres, à essayer de discerner ce qui peut être positif dans l'ensemble de leurs activités.

Dans le cas de la « *G.P.* », par-delà ses aspects négatifs, ne devons-nous pas réfléchir à la sincérité et à la combativité de ses militants qui s'imaginent certainement être les plus authentiques représentants en France du « *maoïsme* » ? Ne devons-nous pas essayer de comprendre pourquoi la « *G.P.* » est parvenue à impulser, même avec les défauts que l'on sait, un certain nombre de luttes ouvrières ? un certain nombre d'actions concrètes auxquelles ont participé certaines couches populaires tant dans les quartiers de grandes villes que dans certaines régions rurales ou dans des facultés ? Pourquoi la « *G.P.* » a-t-elle réussi à rallier dans une juste lutte contre la répression une fraction appréciable d'intellectuels avancés ?

Pour soumettre à notre réflexion un exemple concret, pourquoi avons-nous rassemblé à Toulouse (dans un meeting) peu d'auditeurs tandis que, deux semaines plus tôt, la « *G.P.* » en rassemblait plusieurs milliers (on a dit 3 000) avec Geismar ? Pourquoi notre auditoire comprenait-il peu d'ouvriers, alors que celui plus vaste de la « *G.P.* » comptait un certain nombre de travailleurs français, espagnols et immigrés d'Afrique du Nord ?

Cela dit (pour aider notre réflexion collective), il est temps que nous passions aux conclusions pratiques de notre étude du « *gauchisme moderne* » et des courants non prolétariens constituant l'obstacle secondaire à la préparation de la révolution prolétarienne.

L'aspect principal commun à toutes ces formations réside dans leur idéologie non prolétarienne, à dominante intellectualiste petite-bourgeoise, qui correspond à leur contenu social.

Pratiquement, elles ont peu mordu sur la classe ouvrière, dont l'éveil et l'essor révolutionnaires sont désormais sérieusement engagés.

Objectivement, nous devons même considérer que si le « *révisionnisme moderne* » a contribué à la réapparition du « *gauchisme* » sous une forme également « *moderne* », celui-ci en retour a favorisé et favorise encore l'influence et la domination effective de ce même « *révisionnisme* » sur une partie importante de la classe ouvrière. Les excès et les fantaisies des révolutionnaristes petits-bourgeois entravent souvent les saines réactions et critiques qui se font jour parmi les militants et adhérents de base tant du P.«C.»F. que de la C.G.T. Il en est de même dans les rangs des travailleurs sans parti, syndiqués ou non syndiqués.

De cet aspect principal du « *gauchisme moderne* » découlent toutes ses manifestations négatives : le culte du spontanéisme, le courant antiautoritaire, la mystification de l'antistalinisme, le refus du Parti de type léniniste, le rejet de la dictature du prolétariat, les

diverses théories de l'autogestion, le rejet de l'hégémonie de la classe ouvrière, la prétention au rôle dirigeant des étudiants et intellectuels dans la révolution socialiste, l'incompréhension de la nécessité de militer dans les syndicats réactionnaires, le fréquent mépris des revendications économiques et immédiates des travailleurs, l'inaptitude à se lier aux ouvriers, etc.

C'est dire l'importance considérable de la bataille idéologique et politique qu'il nous appartient de poursuivre et dont Enver Hoxha, rappelons-le avec insistance, a si remarquablement analysé et précisé les axes essentiels, dans la dernière partie de son Rapport devant le VI^e Congrès du Parti du Travail d'Albanie.

9 juillet 1972.

EXPLICATIONS

DES SIGLES ET ABREVIATIONS UTILISES

A.J.S.	Alliance des Jeunes pour le Socialisme (trotskyste).
A.M.R.	Alliance Marxiste Révolutionnaire (trotskyste).
C.F.D.T.	Confédération Française Démocratique du Travail.
C.G.T.	Confédération Générale du Travail.
C.I.C.	Comités d'Initiative Communiste.
C.I.M.R.	Comité d'Initiative pour un Mouvement Révolutionnaire (trotskyste).
C.L.E.R.	Comité de Liaison des Etudiants Révolutionnaires (trotskyste).
C.R.I.F.A.	Commission de Relations de l'Internationale des Fédérations Anarchistes.
F.A.	Fédération Anarchiste.
F.C.L.	Fédération Communiste Libertaire (anarchiste).
F.E.N.	Fédération de l'Education Nationale.
F.E.R.	Fédération des Etudiants Révolutionnaires (trotskyste).
F.G.E.L.	Fédération des Groupes d'Etude de Lettres (U.N.E.F.).
F.N.C.L.	Fédération Nationale des Comités de Lutte (trotskyste).
F.O.	Force Ouvrière.
F.S.I.	Front Solidarité Indochine (trotskyste).
F.U.A.	Front Universitaire Antifasciste.
F.U.O.	Front Unique Ouvrier (trotskyste).
G.A.A.R.	Groupes Anarchistes d'Action Révolutionnaire.
G.P.	Gauche Prolétarienne (« maoïste »)
G.R.C.P.	Grande Révolution Culturelle Prolétarienne.
H.R.	Humanité Rouge.
J.C.R.	Jeunesses Communistes Révolutionnaires (trotskyste).
L.C.	Ligue Communiste (trotskyste).
L.O.	Lutte Ouvrière (trotskyste)
M-22	Mouvement du 22 Mars (anarchiste).
M.C.L.	Mouvement Communiste Libertaire (anarchiste).
M.S.L.P.	Mouvement de Soutien aux Luttes du Peuple (« maoïste »).
O.C.I.	Organisation Communiste Internationaliste (trotskyste).
O.C.L.	Organisation Communiste Libertaire (anarchiste).
O.R.A.	Organisation Révolutionnaire Anarchiste.
P.C.C.	Parti Communiste Chinois.
P.« C. »F.	Parti « Communiste » Français.
P.C.I.	Parti Communiste Internationaliste (trotskyste).
P.C.M.L.F.	Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France.
P.S.U.	Parti Socialiste Unifié.
P.T.A.	Parti du Travail d'Albanie.
S.N.E.Sup.	Syndicat National de l'Enseignement Supérieur.
U.C.I.	Union Communiste Internationaliste (trotskyste).
U.J.C. (m.-l.)	Union des Jeunesses Communistes (marxiste-léniniste) (« maoïste »)
U.N.E.F.	Union Nationale des Etudiants de France.

TABLE DES MATIERES

I Les courants non prolétariens, obstacle secondaire à la préparation de la révolution prolétarienne	3
— La conception mystificatrice des « gauchistes » forgée par le P.«C.»F. sert la bourgeoisie	4
— Le « gauchisme » combattu par Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung	7
— Marx et Engels contre Bakounine	8
— Marx, Engels et le blanquisme	9
— Lénine, théoricien de la critique du « gauchisme »	10
— Staline face aux assauts gauchistes	15
— Mao Tsé-toung dans la lutte contre l'opportunisme de « gauche » et les ultra-gauchistes	18
II Comment étudier les courants, groupes et partis non prolétariens, s'affirmant révolutionnaires dans la France de 1968 - 1972	27
— Le Mouvement du 22 mars	28
— L'Organisation Révolutionnaire Anarchiste	32
— L'Organisation Communiste Libertaire	33
— Anarchistes divers	34
— La Ligue Communiste	35
— Lutte Ouvrière	41
— L'Alliance des Jeunes pour le Socialisme	44
— L'Alliance Marxiste Révolutionnaire	46
— Révolution !	48
— Les Centres d'Initiative Communiste	51
— Les Cahiers de Mai	57
— Le Parti Socialiste Unifié	59
— La Gauche Prolétarienne	63
— Le Secours Rouge	74
III Caractéristiques du gauchisme moderne	77
— Causes générales du phénomène du gauchisme moderne	77
— Caractères particuliers à une seule ou plusieurs formations « gauchistes » sans être communs à leur ensemble ..	80
— Electoralisme ou boycottage	81
— Autogestion	85
— Premières conclusions	90
— Explications des sigles et abréviations utilisés	93

COMMANDEZ LES BROCHURES

— **Editées en supplément à « l'Humanité Rouge »**

VIVE L'IMMORTELLE COMMUNE DE PARIS
(Discours prononcé par Jacques Jurquet au meeting de célébration internationale du centenaire de la Commune de Paris, organisé le 30 avril 1971 à Paris par « l'Humanité Rouge ») **1,00 F**

QUE SIGNIFIE CLASSE CONTRE CLASSE ? **0,50 F**

HIERARCHIE CAPITALISTE A LA S.N.C.F.
(Une étude d'un intérêt capital pour les cheminots) **2,00 F**

— **Aux Editions du Centenaire**

LENINE ET L'ORGANISATION (Recueil de textes de Lénine) **6,00 F**

AUGUSTE BLANQUI, UN REVOLUTIONNAIRE DES TEMPS D'ORAGE **3,00 F**

L'ANESTHESIE PAR ACUPUNCTURE (Textes chinois et témoignages) **4,50 F**

(Ajouter 20 % du prix de la commande pour frais d'envoi)

PASSEZ VOS COMMANDES A « L'HUMANITE ROUGE »

— Boîte Postale : 365 — 75064 PARIS — Cédex : 02 —

Supplément à « l'Humanité Rouge » n° 155.

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

Boîte Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. Humanité Rouge :
N° 3022672 - LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LÉNINISME
ET DE LA PENSÉE-MAOTSETOUNG

PRIX : 3 F

Imprimerie N.P.P. — Paris (20^e)